PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 JUIN 2026

Le 18 juin 2026 à 19 heures 30, les membres du Conseil municipal de la Ville du Kremlin-Bicêtre se sont réunis dans la salle du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville, 1 place Jean-Jaurès, au Kremlin-Bicêtre, sous la présidence de M. Lionel Zinciroglu, Maire, pour tenir la séance à laquelle ils ont été convoqués, individuellement et par écrit, le 5 juin 2026.

Membres présents :
M. ZINCIROGLU, M. RUGGIERI, Mme COUTO, M. THÉPAUT, Mme BENSETTITI, M. GUESSINE, Mme EL KRETE, M. ZYZAK, Mme MARENATI, Mme PATOUT, M. SIBY, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme LABORIE, Mme MOREAU, M. BECQUART, Mme DANIBO, M. BANHORO, Mme DRANÉ, Mme ZAFIMARO, Mme COUSIN, M. GAUTREAU, M. ISSILAME, M. HOSPITAL, M. BOUHELLA, Mme SARTORI, M. TRAORÉ, M. KHIAR, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme COROYER, Mme YEHYA. M. FERRETTI, M. PARQUE-BATARD (à partir de 23 heures 39)

Membres représentés :
M. PARQUE-BATARD par Mme COUTO (jusqu'à 23 heures 39), Mme LALIS par M. RUGGIERI

Membre absent :
M. MAMOUNI

Secrétaire de séance :
M. GUESSINE

Conformément à l'article L. 2121-17 du Code général des collectivités territoriales, le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous passons à la désignation du secrétaire de séance. Je propose la candidature de M. Guessine. Y a-t-il d'autres candidatures ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI, Mme COROYER, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
M. Guessine est désigné secrétaire de séance à l'unanimité.

APPROBATION DES PROCES-VERBAUX DES 7 ET 23 AVRIL 2026

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous passons à l'approbation des procès-verbaux des séances des 7 et 23 avril 2026. Y a-t-il des observations ?

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Je demande que soit retiré du procès-verbal du Conseil municipal du 7 avril le vote relatif au Débat d'orientations budgétaires qui figure en page 18. En effet, il n'y a pas eu de vote. Le Conseil municipal a seulement pris acte.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il s'agissait d'une prise d'acte.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Dans le procès-verbal qui nous a été adressé, il est indiqué un vote. En plus, il est indiqué que le Groupe Socialiste a voté pour.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je fais vérifier rapidement ce point par l'administration. Il s'agit d'une prise d'acte. Il est nécessaire de faire voter la prise d'acte. Le vote ne consiste pas à approuver, mais à prendre acte du Rapport d'orientations budgétaires.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
La manière dont s'est rédigé fait comme si nous avions voté. Nous avons voté la prise d'acte. Mais, en l'occurrence, c'est inscrit comme si c'était un vote.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Au niveau de l'administration, on me dit que les débats sont retranscrits *in extenso,* tel que cela a été dit en séance. Vous n'avez pas voté pour. Vous avez pris acte du Rapport d'orientations budgétaires. La réponse vous convient-elle ? Très bien. Y a-t-il d'autres observations sur ces procès-verbaux ? Non. Je mets aux voix les deux procès-verbaux.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 32 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
NPPV : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Les procès-verbaux sont adoptés.

Avant de commencer ce Conseil municipal, j'ai trois informations à partager rapidement.

Premièrement, comme nous l'avons évoqué lors de la précédente séance, ainsi qu'en Conférence des présidents de groupe, nous travaillons actuellement à la mise en place d'une solution internalisée permettant la diffusion de nos Conseils municipaux. Les différents tests réalisés ces dernières semaines ont permis de valider une grande partie du dispositif. Toutefois, des difficultés techniques subsistent encore, notamment en matière de stabilité de la connexion Internet et de débit, ce qui peut entraîner des interruptions durant la diffusion. Afin de garantir une qualité de l'intégrité de l'enregistrement de cette séance, nous avons donc fait le choix de ne pas prendre le risque d'une retransmission en direct ce soir. Le Conseil municipal sera intégralement enregistré, puis mis en ligne dès la fin de la séance sur les supports habituels de communication de la Ville, notamment le site Internet, le réseau social Facebook et YouTube. Nous poursuivons, bien entendu, les ajustements nécessaires afin de pouvoir déployer, comme convenu, une solution de diffusion dans les meilleures conditions possibles à compter de la rentrée prochaine.

Deuxièmement, concernant l'épisode de forte chaleur actuellement en cours, comme à chaque épisode caniculaire, tous les services municipaux sont mobilisés et appliquent les mesures prévues dans le cadre du Plan canicule. Une vigilance particulière est portée à la protection des agents, des usagers et des publics les plus fragiles, avec notamment la mise à disposition d'eau, l'adaptation des conditions de travail lorsque cela est nécessaire, ainsi que l'identification des lieux de repli climatiquement plus favorables sur le territoire communal. Les services municipaux adaptent également leurs horaires et leur organisation afin de limiter l'exposition aux heures les plus chaudes de la journée.
Concernant les manifestations et activités organisées dans la commune, certaines pourront être adaptées, reportées ou annulées en fonction de l'évolution des conditions météorologiques, notamment lorsqu'elles concernent des activités sportives ou des publics plus sensibles.
S'agissant des écoles, les directrices et directeurs d'établissement sont en lien avec les familles et disposent d'une autonomie d'organisation, conformément aux consignes de l'Éducation nationale que nous avons sollicitée. Les parents qui le peuvent sont invités à prendre en compte les recommandations qui leur seront communiquées par les établissements.
Concernant les prochains événements de la ville, à savoir la Fête de la musique, nous travaillons actuellement à une adaptation des horaires afin de privilégier les animations en fin de journée et en soirée dans le double objectif de préserver la santé des agents mobilisés et de garantir de bonnes conditions d'accueil pour les artistes comme pour le public.
Enfin, dans le même esprit, je nous invite collectivement ce soir à conduire nos débats de façon efficace et concise. Cela contribuera à assurer un bon déroulement de notre séance tout en limitant la durée d'exposition de chacun à cette chaleur exceptionnelle.

Pour la troisième information, je souhaite vous informer que la Ville du Kremlin-Bicêtre a engagé les démarches nécessaires afin d'activer la protection fonctionnelle au bénéfice des élus concernés par les faits d'agression survenus dans la soirée du 30 mai dernier. Cette décision s'inscrit dans le cadre des dispositions prévues par la loi pour garantir la protection des élus dans l'exercice de leurs fonctions lorsque ceux-ci sont confrontés à des actes de violence, de menaces ou d'intimidation.
Voici les trois informations que je voulais partager avec vous.

Avant de débuter notre séance, je souhaiterais aussi que nous ayons une pensée pour Lyhanna, jeune collégienne de onze ans, dont la disparition puis le décès ont profondément bouleversé notre pays. Face à un tel drame, les mots sont toujours difficiles à trouver. Nous pensons aujourd'hui à sa famille, à ses proches, à ses camarades, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté éducative, durement touchés par cette épreuve. Parce que la protection de l'enfance, le respect de la vie et la solidarité demeurent des valeurs qui nous rassemblent, je vous propose que notre Conseil municipal exprime sa compassion et son soutien à tous ceux qui sont aujourd'hui dans la peine. Je nous invite à observer une minute de silence en mémoire de Lyhanna. Je vous en remercie par avance. Merci.

N° 2026-069. ASSEMBLEE. – INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La présente délibération concerne l'installation du conseiller municipal, M. Raphaël Ferretti, à la suite de la démission de M. Jean-François Delage. Ce rapport est une prise d'acte et n'appelle pas un vote particulier ou un débat. Je vous propose de voter favorablement pour prendre acte de cette installation. Je mets aux voix.

Résultat du vote (prise d'acte)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI, Mme COROYER, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il est pris acte. M. Ferretti veut prendre la parole. Je lui donne la parole pour l'accueillir avec bienveillance, mais cette délibération n'amène pas un débat.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Vous excuserez quelques trémolos dans la voix. Cela arrive souvent pour une première fois. Merci, déjà, pour votre bienveillance. Monsieur le Maire, chers collègues, chères Kremlinoises, chers Kremlinois, chers amis, pour certains, c'est avec une émotion particulière que je prends la parole ce soir pour la première fois comme conseiller municipal de notre Ville du Kremlin-Bicêtre. C'est avec une émotion sincère, parce que ma présence ici a pour moi une signification personnelle profonde. Je suis arrivé au Kremlin-Bicêtre il y a maintenant près de cinq ans pour travailler aux côtés de Jean-Luc Laurent, puis de Jean-François Delage au service de notre ville. Dès mon premier jour, j'ai souhaité m'installer ici, au plus proche du terrain, et devenir un Kremlinois à part entière. Cette ville a quelque chose d'unique pour moi. Le Kremlin-Bicêtre n'est pas seulement une commune aux portes de Paris, c'est un village, au sens le plus noble du terme. La ville paraît anodine de l'extérieur, jusqu'au jour où on y met vraiment les pieds, que l'on prend le temps de s'y intéresser, de s'intéresser à ceux qui la font vivre tous les jours. Puis cette ville vous prend aux tripes et vous ne vous voyez plus partir ailleurs, parce qu'elle vous rend au centuple tout ce que vous essayez de lui donner.
Comme un symbole, je suis arrivé ici par la Nationale 7, cette route du soleil qui relie mon sud natal à l'Île-de-France. J'ai troqué la ferveur des tribunes du stade de la Mosson pour celle de Ducasse, *L'École du micro d'argent* et IAM pour *Le Charme de la tristesse* de Kamelancien, les plages méditerranéennes pour les allées du parc Pinel. Aujourd'hui, je peux le dire avec sincérité, je me sens ici chez moi plus que nulle part ailleurs.
Si je prends la parole ce soir avec cette dimension personnelle, c'est parce que je crois profondément que l'engagement local commence toujours par un attachement humain. On ne sert bien une ville que lorsqu'on l'aime. Et, justement, les Kremlinoises et les Kremlinois aiment profondément cette ville, mais ils expriment aussi depuis plusieurs années une forme de lassitude, une lassitude face à une vie publique locale devenue trop souvent tendue, fragmentée, parfois tristement risible, mais surtout éloignée des préoccupations concrètes des habitants. Nos concitoyens attendent autre chose de nous. Ils attendent du dialogue, de la sérénité, de la dignité dans le débat public. Ils attendent que nous soyons capables de dépasser les oppositions stériles, les logiques de clan, les querelles permanentes qui ont fini par abîmer notre ville et éloigner les habitants de la vie municipale.
L'alternance politique qu'a connue Le Kremlin-Bicêtre est un fait démocratique non négligeable. Elle doit être entendue avec lucidité et humilité par tous. Elle est aussi le produit des divisions qui ont traversé les forces de progrès locales et du sentiment partagé par beaucoup d'habitants qu'un changement de pratique était devenu nécessaire. Preuve en est, malgré cette aspiration au changement, à peine plus d'un électeur kremlinois sur deux s'est déplacé pour voter en mars dernier, signe d'une démocratie locale épuisée, peu inspirée, voire pire, désespérée par la politique. C'est une réalité dont nous devons collectivement prendre toute la mesure et en tirer les enseignements pour l'avenir de notre ville.
Pour autant, être dans l'opposition ne signifie pas être dans l'obstruction. Pour ma part, je refuse une opposition de posture, systématique ou caricaturale. Ce n'est pas ma conception de l'engagement public.
Évidemment, monsieur le Maire, chers collègues, nous ne sommes pas d'accord sur tout – cela se saurait –, mais cette différence de vues devra nourrir nos échanges et débats pour que ces derniers fassent avancer notre ville, car notre priorité, finalement, elle est commune : améliorer concrètement le quotidien des Kremlinoises et Kremlinois.

J'entreprends donc ce mandat avec humilité, avec détermination et avec fidélité à des principes simples : les valeurs républicaines, la justice sociale, le respect, le dialogue, la défense des services publics municipaux et de leurs agents et le service de l'intérêt général. Parce qu'au fond, ce qui doit nous rassembler est plus important que ce qui nous oppose : l'amour du Kremlin-Bicêtre et la volonté de voir notre Ville avancer.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je vous souhaite de nouveau la bienvenue au sein de notre assemblée. Nous passons au point suivant.

N° 2026-070. ASSEMBLEE. – MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GROUPES D'ELUS

Lionel ZINCIROGLU, Maire
À la suite de l'entrée au Conseil municipal de M. Ferretti, il s'agit d'actualiser la composition des groupes politiques du Conseil municipal. Monsieur Ferretti, vous nous avez transmis un courriel nous indiquant que vous souhaitez être non inscrit. De ce fait, la répartition est la suivante :
– Non-inscrits : M. Traoré et M. Ferretti.
– Groupe Les Écologistes et Citoyens :
• Coprésidents : Mme Sartori et M. Khiar.
– Groupe Insoumis et Forum Kremlinois :
• Présidente : Mme Yehya.
• Membre : M. Mamouni.
– Groupe Socialiste :
• Présidente : Mme Azzoug-Baillet.
• Membre : Mme Coroyer.
– Groupe Ensemble Changeons Le KB :
• Coprésidents : Mme Bensettiti et M. Ruggieri.
• Vice-Présidents : Mme Danibo et M. Guessine.
• Membres : M. Zinciroglu, M. Ruggieri, Mme Couto, M. Thépaut, Mme Bensettiti, M. Guessine, Mme El Krete, M. Zyzak, Mme Marenati, M. Parque-Batard, Mme Patout, M. Siby, Mme Maddi, M. Lanuit, Mme Laborie, Mme Moreau, M. Becquart, Mme Danibo, M. Banhoro, Mme Drané, Mme Zafimaro, Mme Lalis, Mme Cousin, M. Gautreau, M. Issilame, M. Hospital et M. Bouhella.
Cette délibération nécessite un prend-acte. Je vous propose de voter pour la prise d'acte.

Résultat du vote (prise d'acte)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI, Mme COROYER, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il est pris acte. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-071. ASSEMBLEE. – ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales, les communes de plus de 1 000 habitants sont tenues d'adopter un règlement intérieur dans les 6 mois suivant l'installation du Conseil municipal. Cette délibération nous permet de satisfaire à cette obligation légale tout en nous dotant du cadre de fonctionnement qui régira les travaux de notre assemblée pour la durée du mandat.
Pour élaborer ce règlement intérieur, nous avons fait le choix de nous appuyer sur le document adopté lors du précédent mandat, le 19 juin 2025, il y a presque un an demain. Le texte qui vous est présenté ce soir reprend ainsi très largement le règlement intérieur adopté en 2025 avec uniquement quelques ajustements ponctuels et mises à jour portant sur les articles 2, 3, 6, 7, 20, 26, 31 et 33. Il ne s'agit pas d'une refonte en profondeur, mais d'un travail de mise à jour visant à tenir compte de la nouvelle organisation du Conseil municipal tout en préservant un cadre de fonctionnement qui a démontré sa pertinence.
Je souhaite également rappeler que le règlement intérieur n'a pas vocation à se substituer aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.
C'est bien le CGCT qui fixe les règles fondamentales relatives au fonctionnement démocratique des collectivités, aux droits des élus, à la publicité des débats et aux modalités d'expression des différents groupes. Le règlement intérieur vient, quant à lui, préciser les modalités pratiques d'organisation de nos travaux et rappeler les grands principes qui doivent permettre à notre Conseil municipal de siéger dans un cadre serein, respectueux de chacun et garant de la qualité du débat démocratique. Il vous est donc proposé ce soir d'adopter ce règlement intérieur.

J'ai été saisi de plusieurs propositions d'amendements relatifs à cette délibération. Je vous propose que nous examinions successivement les amendements déposés sur les différents articles du règlement intérieur. Chaque amendement fera l'objet d'une présentation, d'un débat, d'un éventuel avis, puis d'un vote du Conseil municipal. Une fois l'amendement examiné, nous nous prononcerons sur l'article concerné, tel qu'amendé ou non. Après l'examen de l'ensemble des amendements et des articles du règlement intérieur, le Conseil municipal sera donc appelé à se prononcer sur la délibération elle-même, dont l'article unique porte sur l'adoption du règlement intérieur ainsi examiné et, le cas échéant, modifié. Je vous propose donc de procéder selon cette méthode pour l'examen de cette délibération. Y a-t-il une quelconque opposition à cette méthode qui respecte les règles du CGCT ? Je n'en vois pas.
On va reprendre l'ensemble des amendements par article si vous le souhaitez.
Pour l'article premier, il n'y a pas eu d'amendement.
Concernant l'article 2, deux amendements ont été déposés par le groupe de Mme Rim Yehya et de M. Hakim Mamouni, ainsi que par le groupe de Mme Enrica Sartori et M. Toufik Khiar. Je laisse l'auteur nous présenter cet amendement.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Monsieur le Maire, chers collègues, chers Kremlinois, chères Kremlinoises, pour commencer, ce débat peut paraître purement administratif, mais je tiens à rappeler que le fait d'avoir un débat autour du règlement intérieur permet d'avoir un débat sur ce qui va être mis en place en termes de démocratie et de mode de fonctionnement aussi bien entre nous, dans le cadre de cette assemblée, que dans le cadre de commissions. Il s'agit d'avoir aussi un débat sur le type de politique démocratique qui peut être mise en place avec les habitants et les habitantes.
L'article 2 porte sur les convocations des élus en Conseil municipal. Il est spécifié que la convocation des élus peut être faite sous quelque forme que ce soit. Je trouve que cela manque de traçabilité écrite. Je préfère indiquer « quelque forme que ce soit, tant que c'est une forme offrant une traçabilité » ;
Par ailleurs, dans l'alinéa de l'article 2, il est précisé que la convocation et les documents sont délivrés 13 jours avant. J'aimerais que l'on puisse préciser « 13 jours ouvrables » pour que l'on puisse calculer exactement le jour de réception des documents à travailler en amont.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions concernant cet article ? Non.
Comme je l'ai précisé tout à l'heure, on va être obligé de traiter amendement par amendement. C'est chronophage et fastidieux. Vous nous imposez cet exercice. Il va falloir s'y adapter. Mme Yehya a présenté son amendement. Un débat est ouvert autour de son amendement. On mettra ensuite au vote son amendement. À la suite de cela, vous aurez l'occasion de présenter votre amendement que l'on mettra au débat et que l'on soumettra aussi au vote.
S'il n'y a pas d'intervention sur cette proposition d'amendement pour l'article 2 déposée par Mme Yehya, M. Mamouni et le Groupe Écologistes et Citoyens, je vous propose de mettre aux voix cet amendement.

Résultat du vote (1er amendement article 2)
Votants : 34
Pour : 7 (M. FERRETTI, Mme COROYER, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à la proposition suivante d'amendement.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Sur cet amendement, il s'agit de faire en sorte que le relevé de décisions et les pièces complémentaires demandées en commission soient envoyés dans un délai de 48 heures après la tenue de la commission. Je vois que l'on prend un peu des mauvaises habitudes. Nous avons demandé des documents en commission et nous ne les avons pas reçus. On nous a accordé d'avoir des envois complémentaires et on ne reçoit rien. Preuve en est, ce soir, on arrive en Conseil municipal et on vient de recevoir les relevés de décisions des commissions de la semaine dernière. Cet amendement permet de résoudre cette situation.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions concernant cet amendement ? Je n'en vois pas. Je vous propose de passer au vote concernant cet amendement.

Résultat du vote (2e amendement article 2)
Votants : 34
Pour : 7 (M. FERRETTI, Mme COROYER, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)

Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote de l'article 2. Étant donné que deux amendements ont été déposés et ont été rejetés, nous allons devoir voter pour l'article 2 (« Convocation ») en l'état du règlement intérieur.

Résultat du vote (article 2)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous passons à l'article 3 (« ordre du jour ») avec un amendement déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et par le Groupe Écologistes et Citoyens. L'auteur peut donner lecture de cet amendement.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
S'agissant de l'ordre du jour du Conseil municipal, je propose, en m'appuyant sur le CGCT et sur la jurisprudence, que les conseillers et conseillères municipaux puissent proposer une ou plusieurs délibérations à soumettre au vote pour qu'il puisse y avoir une coconstruction de la politique publique. Cette délibération doit être soumise 20 jours avant la tenue du Conseil municipal afin de permettre à l'administration, ainsi qu'à différents élus, de l'examiner.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions concernant cet amendement ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix.

Résultat du vote (amendement article 3)
Votants : 34
Pour : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose maintenant de voter pour l'article 3 (« ordre du jour ») qui est inchangé.

Résultat du vote (article 3)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Pour l'article 4, il n'y a pas d'amendement. On ne vote donc pas sur l'article.
Nous passons à l'article 5 (« questions orales »). J'ai été saisi de deux amendements. Un premier est déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et par le Groupe Écologistes et Citoyens. Vous pouvez donner lecture de votre amendement.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Sur l'article 5, les propositions de modification sont les suivantes :

– « Jusqu'à trois questions orales ayant trait aux affaires de la commune peuvent être déposées par un conseiller municipal pour être présentées en séance du Conseil municipal. Ces questions doivent être sommairement rédigées et adressées à M. le Maire au plus tard 2 jours ouvrés avant la séance. »
– Au 3e alinéa, nous voulons supprimer « Aucune autre intervention ne peut ensuite avoir lieu après la réponse apportée par le Maire ou l'adjoint concerné ».
– Au 2e alinéa, nous proposons la modification suivante : « Les questions orales sont présentées en début de séance comme premier point de l'ordre du jour, après l'ouverture par M. le Maire, conformément à l'article 2121-13 du Code des collectivités. Les débats peuvent se poursuivre après la réponse de la présidence ou de l'adjoint concerné dans le respect des règles de prise de parole. »
– Au 3e alinéa, il est proposé la modification suivante : « La question et la réponse sont publiées intégralement au compte-rendu de la séance. L'objet des questions écrites figure en annexe de l'ordre du jour. Les questions et leurs réponses sont publiées sur le site de la Ville dans le mois qui suit la séance du Conseil municipal. Dans ce délai, M. le Maire a toutefois la faculté de demander un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois afin de pouvoir rassembler les éléments de réponse. En l'absence de réponse écrite du Maire et à l'issue de ce délai, cette question est portée à droit de l'ordre du jour du Conseil municipal qui suit l'expiration de ce délai. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Cet amendement est assez important. En tant qu'élu, chacun d'entre nous va être interpellé par des habitants et des habitantes qui ont des questions à nous poser et qui aimeraient avoir des réponses sur certains sujets. En l'occurrence, le fait d'être limité à ne pouvoir poser qu'une seule question orale me semble plus ou moins injuste. En effet, à chaque fois, on doit faire un peu le tri. Du coup, on est contraint de laisser d'autres questions de côté. D'où l'importance de pouvoir poser trois questions orales afin également de ne pas abuser. Même si, avec la chaleur, on va faire attention ce soir, on sait que les conseils municipaux durent assez longtemps. Typiquement, certains habitants et habitantes qui souhaitent qu'une question soit posée n'ont pas le loisir de rester jusqu'à trois heures du matin pour écouter notre douce mélodie. D'où cette demande d'avoir plusieurs questions orales.
Par ailleurs, il y a un « amendement bis ». Je finis par connaître par cœur ce règlement intérieur. En juin 2025, la proposition de l'ancien maire était de lire uniquement la question orale telle que rédigée de manière succincte auprès du Maire, mais un amendement a été déposé et a été voté à l'unanimité, notamment par l'opposition, qui n'utilisait pas le terme de « lire », mais de « présenter », ce qui permet d'étoffer également les propos. D'où le fait de cet amendement bis qui propose de remplacer le mot « lu » par « présenté » tel que voté à l'unanimité par le Conseil municipal en juin 2025. Merci de rectifier le règlement comme il se doit, s'il vous plaît.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous allons nous concentrer d'abord sur le premier amendement que vous avez déposé. Vous avez déposé deux amendements. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (1er amendement article 5)
Votants : 34
Pour : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Vous pouvez donner lecture du second amendement, madame Yehya, concernant un remplacement de formulation.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Il est proposé de remplacer le terme « lu » par « présenté ». Je m'explique. Il est demandé de présenter de manière assez succincte la question orale auprès du maire, ce que j'entends parfaitement. Le fait de demander à ce que ce soit lu fait qu'on ne peut pas étayer ses propos et expliquer la raison pour laquelle on pose la fameuse question orale. J'aimerais donc pouvoir remplacer le terme « lu » par « présenté ». C'était normalement l'état du règlement intérieur du 19 juin 2025, puisqu'il avait été amendé dans ce cadre. Ce terme a bien été remplacé par « présenter ». Cela a été voté par tout le monde, dont M. le Maire à l'époque.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Je réponds rapidement. Vous prenez déjà une liberté qui est de poser des questions orales suffisamment longues avec des sous-questions. Vous nous en donnerez un bel exemple en fin de séance. Mais vous avez aussi une autre possibilité. Si vous le souhaitez, après la lecture de votre question orale, il y a à chaque fois

un débat où vous pouvez intervenir et étayer un peu plus vos propos et votre présentation. Même si on change le terme « lu » par « présenté », vous avez toujours cette possibilité, à l'issue de la lecture de la question orale, d'ajouter des éléments complémentaires. Je vous propose, s'il n'y a pas d'autre intervention, de passer au vote.

Résultat du vote (2e amendement article 5)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Le 2e amendement est rejeté. Nous passons au vote de l'article 5 (« questions orales ») tel que rédigé et proposé dans la délibération.

Résultat du vote (article 5)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 5 est adopté. Nous passons à l'amendement de l'article 6 (« Commissions municipales »).

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Cet amendement propose que la présidence de la Commission finances, personnel et administration générale soit accordée à un conseiller municipal appartenant à un groupe s'étant déclaré d'opposition. Il est de tradition républicaine que cette vice-présidence revienne à un élu s'étant déclaré à l'opposition. Voilà pourquoi nous déposons cet amendement.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Je suis amplement favorable à cet amendement. Je trouve que ce serait un beau geste démocratique. Par ailleurs, c'est ce qui existe à l'Assemblée nationale. Merci d'avance si vous l'acceptez.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Je soumets au vote cette proposition d'amendement déposée par le Groupe Socialiste.

Résultat du vote (amendement article 6)
Votants : 34
Pour : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement de l'article 6 est rejeté. Je vous propose de passer au vote pour l'article 6, tel que rédigé dans le rapport de présentation.

Résultat du vote (article 6)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 6 est adopté. Nous passons à l'article 8 avec un amendement déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois, ainsi que par le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
S'agissant de cet amendement, l'objectif est de faire en sorte que, pour les commissions, il y ait la possibilité pour certains élus du Conseil municipal de proposer des commissions extraordinaires sur des sujets spécifiques et, donc, de faire en sorte que cette personne, notamment de l'opposition, puisse en prendre la présidence dès lors que cette proposition de commission a été acceptée.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 8)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 8, tel que proposé dans le rapport de délibération.

Résultat du vote (article 8)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 8 est adopté. Nous passons à l'article 9 (« Commission consultative des services publics locaux »). Deux amendements ont été déposés : le premier par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois, ainsi que par le Groupe Écologistes et Citoyens. Vous pouvez en donner la lecture.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Dans les commissions, des personnes peuvent être auditionnées. C'est prévu dans le CGCT à l'article 2143-2 et appuyé aussi par de la jurisprudence. Il est proposé, avec cet alinéa, que des personnes soient auditionnées par d'autres membres du Conseil municipal en dehors de la présidence de cette commission.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cet amendement proposé ? Je n'en vois pas. Nous passons au vote sur cet amendement.

Résultat du vote (1er amendement article 9)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au 2e amendement déposé par le Groupe Socialiste. Vous pouvez donner lecture de cet amendement.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
À l'article 9, au paragraphe 2, après « proportionnelle », il est proposé de modifier en ajoutant la formulation suivante : « des représentants d'associations locales et des personnalités qualifiées locales désignées par l'assemblée délibérante. » Cet amendement vise à prendre en compte l'expertise des Kremlinoises et Kremlinois et d'ouvrir cette instance plus largement afin de nourrir la démocratie locale.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Je propose de voter.

Résultat du vote (2e amendement article 9)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 9 inchangé.

Résultat du vote (article 9)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 9 est adopté. Il n'y a pas d'amendement proposé pour les articles 10 et 11. Je vous propose d'étudier l'amendement de l'article 12 déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Les conseils de quartier revêtent une importance capitale pour la ville puisqu'il s'agit de recréer de la démocratie et de faire que tout un chacun s'investisse au niveau de la ville et de la politique de la ville. D'ailleurs, cela a été appuyé par l'intervention de mon nouveau collègue qui vient d'arriver au Conseil municipal. Je pense que, de fait, et certains l'ont dit, notamment vous, monsieur le Maire, il faut donner de la place et de l'importance aux Conseils de quartier. C'est la raison pour laquelle j'aimerais que chaque Conseil de quartier soit doté d'un budget spécifique, qu'il établisse des comptes-rendus annuels de ses activités et qu'il soit présenté également dans le cadre du Conseil municipal. Cela permettra notamment aux habitants du Kremlin-Bicêtre qui s'investissent d'une autre manière que nous au niveau de la ville de présenter aussi leurs travaux et d'être mis en avant et en valeur.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cet amendement proposé ? Je n'en vois pas. Nous passons au vote.

Résultat du vote (amendement article 12)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 12 inchangé.

Résultat du vote (article 12)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 12 est adopté. Nous passons à l'article 13. Un amendement a été déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois ainsi que par le Groupe Écologistes et Citoyens. L'auteur peut en donner la lecture.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
C'est à peu près le même sujet. On entend que les jeunes ne sont pas intéressés par la politique, qu'ils s'en désintéressent, qu'ils ne s'investissent pas pour les sujets liés à la cité. Personnellement, j'ai un avis qui n'est pas du tout le même de par notamment les fonctions que j'exerce dans mon travail. Au contraire, les jeunes ont tout à dire et ont beaucoup à apporter sur l'avenir qui les concerne. Le Conseil des jeunes est, pour moi, hyper important. Pour faire en sorte que ce ne soit pas uniquement une sorte de marketing ou un affichage pour dire que l'on veut bien donner la parole aux jeunes, je pense qu'il faut leur donner aussi le pouvoir de s'exprimer. Comme pour le Conseil de quartier, je propose à ce qu'ils puissent bénéficier d'un budget dédié et de pouvoir émettre des comptes-rendus et de les présenter également au Conseil municipal afin de leur donner toute la place et, pourquoi pas ? aussi leur donner la place à l'avenir lors des prochaines élections.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Je vous propose de voter cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 13)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 13 inchangé.

Résultat du vote (article 13)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 13 est adopté. Il n'y a pas d'amendement proposé pour les articles 14, 15, 16, 17 et 18. Un amendement est proposé pour l'article 19 (« police de l'assemblée ») par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois, ainsi que par le Groupe Écologistes et Citoyens. Je vous laisse en faire la présentation.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
L'amendement de l'article 19 a comme fondement juridique le Code des collectivités et son article 2121-18, ainsi qu'une jurisprudence de la commune de Marseille. La proposition, à l'alinéa 4 de l'article 19, est la suivante : « Il appartient au Président de séance ou à celui ou celle qui la remplace de faire observer le présent règlement. Ce dernier peut faire l'objet d'un rappel pour tout membre du Conseil municipal dès lors qu'un manquement a été observé. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cet amendement proposé ? Je n'en vois pas. Je vous propose de passer au vote.

Résultat du vote (amendement article 19)
Votants : 34
Pour : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote de l'article 19 (« police de l'assemblée ») en l'état.

Résultat du vote (article 19)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 19 est adopté. Nous passons à un amendement de l'article 20 (« retransmission et enregistrement du Conseil municipal ») déposé par le Groupe Insoumis, Forum kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
J'ai vu que vous avez aussi effectué un changement. Vous proposez que le Conseil municipal puisse être retransmis et enregistré au niveau du public. Or, à la base, ils étaient retransmis. J'aimerais pouvoir retourner à la phrase initiale, à savoir que « les séances publiques font l'objet d'un enregistrement ou d'une retransmission ». J'ai bien entendu l'information donnée en début de Conseil municipal, à savoir qu'il y aurait une sorte de retour à la normale à partir de la rentrée. Bien que la confiance puisse régner, je pense que c'est encore mieux quand cela figure dans le règlement intérieur.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. J'interviens très rapidement. Les Conseils municipaux sont enregistrés et le seront. Pour autant, le CGCT ne prévoit pas d'obligation légale à ce titre. Dans nombre de villes de France, on n'enregistre pas les Conseils municipaux. Même si on a connu certaines problématiques techniques, on maintient l'enregistrement et on essaie de trouver des solutions internalisées qui coûtent moins cher pour le contribuable. Je vous propose de voter cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 20)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote de l'article 20 tel que présenté.

Résultat du vote (article 20)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 20 est adopté. Nous passons à l'article 21 (« organisation des débats »). Un amendement est proposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens. Vous pouvez présenter l'amendement.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Concernant l'article 21, il s'agit d'ajouter le fait qu'à chaque fois, il y ait un temps d'explication de vote immédiatement proposé par la présidence de séance avant les votes. Cela permet de ne pas se retrouver dans une situation où on essaie de prendre la parole sans savoir pourquoi. Il s'agit de l'institutionnaliser pour que tout se passe correctement.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Résultat du vote (amendement article 21)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter l'article 21 tel que présenté.

Résultat du vote (article 21)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 21 est adopté. Nous passons à l'article 23 pour lequel un amendement a été déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et par le Groupe Écologistes et Citoyens. Vous pouvez en donner la lecture.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
L'amendement concerne les suspensions de séance à l'initiative de l'opposition sur le fondement du Code des collectivités et de son article 2121-17 et d'une jurisprudence de 2018 de la commune de Strasbourg. Il est proposé la modification suivante : « Le Président de séance est seul habilité à suspendre la séance. Une suspension de séance est de droit si elle est demandée par un président de groupe ou son représentant ou par une conseillère ou un conseiller d'opposition ». Il y a en effet deux élus non inscrits au sein de ce Conseil municipal.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Monsieur le Maire, pour aller dans le sens de M. Khiar, cela permettrait aux deux élus non inscrits de demander une suspension de séance. Vous nous connaissez. Vous savez que l'on n'abuse pas de cet outil. Cela nous permettrait d'avoir cette possibilité si vous acceptiez cet amendement.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Je soumets aux voix cet amendement proposé.

Résultat du vote (amendement article 23)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 23 tel que présenté dans le rapport.

Résultat du vote (article 23)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 23 est adopté. Nous passons à l'article 24 (« amendements »). Un amendement est présenté pour cet article par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Sachez que j'affectionne beaucoup ce fameux article 24. Par ailleurs, quand bien même je n'étais pas élue, j'ai pu revoir à plusieurs reprises les débats du 19 juin 2025. Le 19 juin 2025, l'exécutif précédent avait proposé un dépôt d'amendement un jour franc avant le Conseil municipal. L'opposition était intervenue en disant que cela entravait le droit d'amendement. C'est la raison pour laquelle ce document avait été amendé. Il n'était plus fait mention de jour franc pour déposer les amendements. Cela avait été d'ailleurs voté – je le rappelle – par l'opposition à laquelle vous faisiez partie précédemment. Mais on peut toujours changer d'avis. Cela étant, je tiens à préciser que le fait de retirer ce délai d'amendement fait partie du respect du droit de l'amendement, garanti par le CGCT, puisqu'il faut un cadre réglementaire (articles L. 2122-20 et L. 2131-1). La jurisprudence de 2015 et 2017 le rappelle également. Je tiens à préciser que, s'il ne nous est pas possible de déposer des amendements jusqu'au Conseil municipal, cela va entraver le cadre réglementaire. On devra alors intervenir pour faire en sorte que cela soit respecté par les autorités compétentes.
Enfin, je tiens à préciser une chose. Au-delà du cadre réglementaire que je tiens à respecter, il y a un vrai sujet. À partir du moment où on dit qu'il doit y avoir des débats démocratiques entre nous et que l'on peut trouver un consensus pour le bien des Kremlinois, j'aimerais bien que ces termes ne soient pas juste des mots jolis, mais que l'on puisse effectivement avoir un débat démocratique, déposer des amendements de manière conjointe pour faire en sorte que les choses puissent avancer, notamment par consensus.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 24)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de passer au vote pour l'article 24 tel que présenté.

Résultat du vote (article 24)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 24 est adopté. Nous passons à l'article 26 (« vœux »). Quatre amendements ont été déposés. Le premier est présenté par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens. Vous pouvez présenter votre amendement.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Il s'agit des vœux. Nous demandons que les différents projets de vœux soient transmis pour information aux présidences de groupe et sans restriction de délai avant la séance. Je m'explique. Il s'avère qu'il peut y avoir des urgences ou des cas de figure extraordinaires qui peuvent se produire en amont du Conseil municipal. D'où la proposition de pouvoir déposer des vœux sans délai de 24 heures juste avant.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (1er amendement article 26)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au 2e amendement, déposé par le Groupe Socialiste.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Pour l'article 26, au paragraphe 3, il s'agit de modifier la phrase par la suivante : « Les projets de vœu sont transmis pour information à l'ensemble du Conseil municipal. » Cet amendement permet de renforcer le droit à l'information des élus.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (2e amendement article 26)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au 3e amendement déposé par le Groupe Socialiste.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Sur cet article, nous faisons une proposition de rédaction en ajoutant à la fin de l'article : « Les vœux peuvent porter sur toute question présentant un intérêt pour les habitants de la commune, qu'il soit local, territorial, national ou international, dès lors qu'il a des conséquences directes ou indirectes sur leur vie quotidienne. » Je rappelle que nous sommes dans une instance qui défend le droit particulier des habitants kremlinois et kremlinoises.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (3e amendement article 26)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au 4e amendement déposé par le Groupe Socialiste.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Nous proposons un ajout en fin de texte pour demander que « Toute décision de refus d'inscription d'un vœu à l'ordre du jour fasse l'objet d'une motivation écrite communiquée à son auteur et/ou au président de groupe concerné ».

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (4e amendement article 26)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à l'article 26 inchangé.

Résultat du vote (article 26)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 26 est adopté. Nous passons à l'article 29. Deux amendements ont été déposés, le premier par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens, le second par le Groupe Socialiste.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Cet article porte sur les référendums locaux. Il s'agit de faire voter les habitants et les habitantes sur des politiques ou des dispositifs à mettre en place au niveau de la ville. Dans le respect de mon programme, raison pour laquelle j'ai été élue, j'aimerais apporter des modifications conséquentes. Je considère qu'à partir du moment où on habite la ville depuis un certain temps, peu importe sa nationalité, on doit pouvoir décider des projets locaux. Je vous le dis comme je le pense.

Je prends un exemple au hasard. Une femme qui habite au Kremlin-Bicêtre depuis dix ans, de nationalité algérienne, aurait très bien pu voter sur le fait d'éteindre ou non les lumières dans l'espace public à partir d'une certaine heure. Tous les habitants et les habitantes, à partir du moment où ils sont au Kremlin-Bicêtre et qu'ils vivent la ville, ont le droit de s'exprimer. J'aimerais apporter certains changements qui rentrent dans le cadre de la loi (article 11 de la Constitution sur les référendums locaux) pour faire en sorte qu'il y ait des votations citoyennes pour que les personnes de nationalité étrangère puissent voter, ainsi que des jeunes à partir de 16 ans. Ce serait un grand élan démocratique. C'est parfaitement souhaitable.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Je souscris totalement à cette possibilité de mettre en place des votations citoyennes au sein de notre Ville. En revanche, je m'interroge sur le fait qu'il faille habiter depuis trois ans sur la commune pour pouvoir voter. Je proposerais cinq ans pour être en lien avec la loi française et les délais de naturalisation. Pour cette raison, je m'abstiendrai.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Est-ce une proposition d'amendement sur l'amendement ?

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Je ne connais pas les règles, monsieur le Maire. Je ne sais pas si c'est possible.

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Je voudrais intervenir sur la question de la votation citoyenne et interpeller toute la majorité. Cela pourrait être très intéressant que l'on soit novateur sur cette question. Tous autant que nous sommes, nous avons des parents qui, parfois, n'ont pas la nationalité française et qui participent à la vie de la cité. Leur donner la possibilité de participer à une votation citoyenne serait progressiste et permettrait à ces citoyens qui ne sont pas français, mais qui sont en France depuis des années, de participer à la vie démocratique. Il faudrait se saisir de cette idée. On serait novateur sur cette question.

Adam BOUHELLA *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
J'ai deux questions par rapport à ce qui a été présenté. Sauf erreur de ma part, le droit de vote est régi par la Constitution. À l'échelle d'une mairie, je ne sais même pas s'il y a une souplesse sur ce point.
Seconde question. Vous avez peut-être mentionné le fait que les ressortissants européens ont le droit de vote bien qu'ils ne soient pas français. Y a-t-il des villes en France qui appliquent ceci ? Si oui, lesquelles ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
L'article 11 de la Constitution parle des référendums et, notamment, des référendums locaux. Dans le cadre des référendums locaux, seules les personnes de nationalité française peuvent voter. Les personnes communautaires peuvent voter seulement pour les élections municipales. Je propose de mettre en place des votations citoyennes. On ne peut pas déroger à la Constitution française. Pour les votations citoyennes, de fait, on peut mettre les règles que l'on souhaite dans le règlement intérieur. Dans la commune de Paris, il y a des votations citoyennes. D'autres communes les mettent aussi en place.

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Pour répondre à M. Bouhella, même des villes très proches ont innové sur cette question, comme Ivry-sur-Seine et Grigny. Elles sont d'autres couleurs politiques. La votation citoyenne est vraiment un acte très fort. Je le redis, il y a beaucoup de gens qui vivent en France depuis des années, qui ont fait le choix de ne pas avoir la nationalité française, mais qui participent à la vie démocratique. La votation citoyenne leur donne la possibilité aussi d'être consultés.

Jean-Pascal LANUIT, Maire-Adjoint en charge de la culture, des mémoires et des anciens combattants *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Une question qui se pose est de savoir si le Code général des collectivités territoriales nous autorise à le faire. Si le CGCT nous autorise à le faire, dans ce cas-là, le prévoir dans notre règlement intérieur est superfétatoire. S'il ne nous permet pas de le faire, le prévoir dans notre règlement intérieur ne sert à rien. L'idée générale des votations est tout à fait intéressante. C'est un mécanisme de consultation. On peut y réfléchir. Le support juridique qui serait le règlement intérieur est peut-être discutable.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Monsieur Lanuit, vous tendez le bâton pour vous faire battre. Ma question est la suivante. Si d'aventure, le CGCT autorisait cet amendement, votre majorité, donc celle de M. le Maire, serait-elle prête à le voter ?

Rim YEHYA ***(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)***
La votation citoyenne est prévue dans un cadre juridique. La nuance que j'y apporte, c'est le fait de garantir son respect à partir du moment où une quantité importante de personnes s'est mise à voter. S'il y a un vote et que 90 % des personnes ont voté « oui », j'aimerais que ce soit respecté et ne pas dire que c'est le Conseil municipal qui décide sans respecter l'avis populaire. Si on a le droit de poser des amendements dans le cadre d'un débat pour trouver un consensus et une issue démocratique, on pourrait avoir une réflexion profonde et pouvoir amender pour faire en sorte que cet amendement puisse passer.
J'aimerais que, lors du vote, on puisse procéder à un vote public afin d'énumérer qui a voté pour et qui a voté contre, nom par nom, si c'est possible. C'est un cadre spécifique.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je vais demander à l'administration. Tous les votes sont publics. Vous voulez que je cite par nom ? C'est très facile. Le calcul sera vite fait. Y a-t-il d'autres interventions ?

Jean-Pascal LANUIT, Maire-Adjoint en charge de la culture, des mémoires et des anciens combattants ***(Groupe Ensemble changeons Le KB)***
Cette question s'adresse directement à une majorité. On est en train de parler d'un règlement intérieur. Cela a-t-il sa place ou non dans un règlement intérieur ? Par ailleurs, vous pouvez poser la question politique de savoir si le Maire peut organiser des votations, mais cela n'a rien à voir avec le débat que l'on a actuellement. On parle du règlement intérieur et des modifications que l'on peut y apporter.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Je voudrais intervenir rapidement. Les référendums locaux qui ont été organisés par la précédente majorité, dont M. Traoré, Mme Azzoug-Baillet et Mme Sartori faisaient partie, n'ont réussi à rassembler que 5 % des votants pour la première session et aux alentours de 11 % pour la seconde. Même si le vote est un devoir, on a beaucoup de mal à rassembler celles et ceux qui doivent aller voter.
Monsieur Traoré a évoqué la couleur politique d'une ville voisine, Ivry-sur-Seine. Je m'interroge sur votre capacité à proposer un amendement. Lorsqu'il y a eu un débat sur ce règlement intérieur en 2025 ou avant, vous auriez pu tout simplement proposer un article 29 avec la proposition d'amendement soumise par Mme Yehya, M. Mamouni, Mme Sartori et M. Khiar.
Un autre point m'a interpellé vous concernant, monsieur Traoré. Vous évoquez la notion de participation à la vie de la cité. Mes parents participent à la vie de la cité et n'ont pas la nationalité française. Le vote n'est pas une fin en soi pour participer à la vie de la cité. Pour cela, nous avons une Assemblée nationale qui peut porter des projets. J'invite Mme Yehya à demander à Mme Panot de porter un projet ambitieux auprès de l'Assemblée nationale pour que l'on puisse tous s'adapter à la situation et ne pas avoir à amender ou à proposer des solutions localisées qui ne seraient peut-être pas cadrées juridiquement. Je vous propose de voter sur l'amendement de l'article 29.

Résultat du vote (amendement article 29)
Votants : 34
Pour : 6 (Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 1 (Mme COROYER)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à l'article 29 tel que proposé dans le rapport de présentation.

Raphaël FERRETTI ***(non inscrit)***
J'aimerais expliquer mon vote. Je vais voter pour. Je me réjouis simplement que vous gardiez le référendum local après l'avoir critiqué pendant six ans. Je suis très heureux que cela reste au règlement intérieur et que, potentiellement, vous puissiez en organiser. En ce haut jour de gaullisme, nous sommes très contents de garder un référendum.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous en sommes ravis aussi. Il va falloir maintenant porter une ambition particulière et attirer l'attention sur une question précise qui entraînerait un taux de participation intéressant de toutes celles et ceux qui ont la capacité de voter. C'est un rude combat et un challenge que l'on doit s'imposer. Je mets aux voix l'article 29 tel que présenté dans le rapport.

Résultat du vote (1e vote, article 29)
Votants : 34
Pour : 28 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI)
Contre : 4 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 2(M. KHIAR, Mme SARTORI,)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 29 est adopté. Nous passons à l'article 30. Un amendement a été déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
J'ai proposé la création d'un article 29 bis. Je ne sais pas si nous l'abordons maintenant ou dans les créations d'amendements à la fin. Je voudrais être sûre que vous ne l'avez pas oublié.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous allons devoir étudier un nouvel amendement pour l'article 29 (« référendum local ») déposé par le Groupe Socialiste. Nous devrons revoter l'article concerné.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Cet amendement a pour objectif de créer une saisine citoyenne du Conseil municipal. La démocratie locale est le ciment d'un pacte entre les citoyens et leurs représentants. En plus de la démocratie représentative qui amène les Kremlinoises et les Kremlinois à se prononcer dans les urnes, il convient de faire vivre au quotidien la démocratie participative. Celle-ci passe par la possibilité pour les citoyens de saisir le Conseil municipal sur les sujets d'intérêt local et général. Il est donc proposé un droit de saisine citoyenne du Conseil municipal. Dans ce cadre, les pétitions recueillant la signature d'au moins 1 % des électeurs inscrits au Kremlin-Bicêtre donnent lieu à un débat au Conseil municipal.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
C'est une proposition à laquelle je souscris amplement. Cela ressemble grandement à ce que l'on appelle le référendum d'initiative citoyenne que j'ai eu l'occasion de porter également. Les sujets ne doivent pas être simplement portés par les élus, mais peuvent parfois aussi être portés directement par les habitants et les habitantes. En l'occurrence, les règles proposées permettent de montrer qu'il y a un véritable intérêt local au niveau des citoyens et citoyennes.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 29)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous allons devoir revoter pour l'article 29 (« référendum local ») tel que dans le rapport de présentation.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous pouvons passer à l'article 30 (« procès-verbaux »). Un amendement est déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA ***(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)***
À l'issue du Conseil municipal, un procès-verbal est rédigé. Il permet de connaître les différents débats par écrit. Il est proposé de le mettre sur le site Internet, ce qui est très bien. Je propose qu'il y ait aussi une version matérialisée en Mairie pour les personnes qui n'ont pas accès à un ordinateur, à Internet, ou qui ne connaissent pas suffisamment bien les démarches administratives. On sait que la précarité numérique touche énormément de personnes sur les démarches administratives (cf. le Défenseur des droits). Je propose qu'il y ait une version matérialisée en Mairie.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Vanessa COROYER ***(Groupe Socialiste)***
À mon sens, cela existe déjà. On peut demander à l'accueil de la Mairie d'avoir accès à l'ensemble du Conseil municipal et aux PV. L'administration saura mieux que moi.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
C'est probablement le cas, mais je ne vais pas préciser à chaque fois ce qui existe ou ce qui n'existe pas. Pour la plupart des amendements proposés, on retrouve certaines informations dans le CGCT. Il s'agit en l'occurrence de proposer un amendement. À mon sens, on peut retrouver tout cela de manière dématérialisée, normalement sur le site Internet de la Ville. Il faudrait seulement actualiser ces éléments que nous avions demandés quand nous étions à votre place dans l'opposition. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 30)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 30 tel que proposé dans la délibération.

Résultat du vote (article 30)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 30 est adopté. Nous passons à l'article 31 (« compte-rendu des décisions prises par le Conseil municipal »). Un amendement a été déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Toufik KHIAR ***(Groupe Écologistes et Citoyens)***
Par souci de démocratie et de transparence pour garantir l'affichage des décisions prises au Conseil municipal, nous proposons d'ajouter après « sur le site de la ville » la mention « par voie d'affichage public ».

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 31)
Votants : 34
Pour : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à l'article 31 tel que présenté dans la délibération.

Résultat du vote (article 31)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 31 est adopté. Nous passons à l'article 33. Un amendement a été déposé par le Groupe Socialiste.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Il s'agit de proposer d'ajouter « le comité de rédaction est réuni régulièrement. Les convocations sont adressées à l'ensemble des représentants des groupes politiques. » On aurait même pu ajouter « et des élus non inscrits ».

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cet amendement ? Je n'en vois pas. Je vous propose de voter pour cet amendement.

Résultat du vote (amendement article 33)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 0
Abstention : 0
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à l'article 33 (« comité de rédaction du journal municipal ») tel que proposé dans la délibération.

Résultat du vote (article 33)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 33 est adopté. Nous passons à l'article 34. Deux amendements ont été déposés pour cet article qui concerne les groupes politiques. Un premier amendement a été déposé par M. Raphaël Ferretti.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Mon propos va rejoindre celui de Mme Azzoug. Je voulais profiter de cette discussion sur cet article pour attirer l'attention de notre assemblée, mais aussi de nos concitoyens, sur une situation qui concerne les élus non inscrits dont je fais partie. Le règlement intérieur, même avec vos ajustements, prévoit qu'un groupe ne peut être constitué qu'à partir de deux membres. Cette disposition est parfaitement légitime pour l'organisation du Conseil municipal. Je n'y vois pas d'inconvénients. Cependant, ses conséquences pratiques conduisent à une situation qui interroge le principe même d'égalité entre les élus. En effet, un élu non inscrit se trouve privé d'un certain nombre de droits et d'espaces d'expression dont bénéficient les groupes constitués. Il ne peut, par exemple, comme l'a dit Mme Azzoug, participer aux instances associées à la communication municipale, notamment au comité de rédaction du magazine communal. Surtout, il ne dispose pas d'un espace lui permettant de s'adresser directement aux citoyens par le biais d'une tribune, ni d'un espace de travail pour recevoir des citoyens ou travailler ses dossiers.

Ainsi, alors même qu'il a été élu dans les mêmes conditions que les autres conseillers municipaux, l'élu non inscrit se retrouve placé dans une situation d'infériorité politique et démocratique. Il devient de fait membre d'une catégorie d'élus aux droits réduits, pour ne pas dire un sous-élu. Cette question me paraît d'autant plus importante que, durant la campagne municipale, vous avez, monsieur le Maire – et à raison –, exprimé la volonté de faire de la politique autrement. Vous avez dénoncé la place excessive des appareils partisans, les logiques de bloc et certaines pratiques héritées des anciennes majorités, que vous jugiez alors dépassées, voire contraires à l'esprit démocratique. Je crois que nous avons aujourd'hui, ce soir, l'occasion de traduire concrètement cette ambition.
Je vous propose un amendement qui, j'espère, ne verra pas 27 mains se lever face à moi. Il s'agit d'ajouter un alinéa à l'article 34 tel que rédigé : « Les conseillers municipaux non inscrits exercent leur mandat dans les mêmes conditions de respect du pluralisme démocratique que les groupes constitués. Ils bénéficient des droits individuels prévus par le présent règlement et sont associés aux instances de concertation lorsqu'aucune représentation par groupe n'est possible. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Monsieur Ferretti, à l'époque où vous conseilliez le précédent Maire de la Ville, vous aviez aussi l'occasion de proposer l'article que vous déposez aujourd'hui par le biais de l'amendement. Il fut un temps, durant le mandat de 2020 à 2026, où la même question avait été posée à l'intention d'un des maires précédents. La réponse qui avait été donnée concernait la notion de groupe. Quand on est un groupe, on doit être deux. Ce n'est pas propre au Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre. C'est le cas dans la plupart des instances, comme celle de la Métropole du Grand Paris, où je suis, pour ma part, non inscrit. Je ne me considère pas comme un sous-élu en étant non inscrit à la Métropole du Grand Paris. Je défends l'intérêt de la Ville avec ce statut. Il n'y a pas de sous-élus. Il y a des élus. Vous avez un droit d'expression qui est garanti dans le cadre du CGCT. Ce n'est pas au règlement intérieur de donner un cadre au-delà de celui garanti par le CGCT. Vous pouvez répondre, mais, pour rappel, c'est une entorse au règlement. J'ai demandé s'il y avait des interventions. Le Président de séance conclut les interventions sur cet amendement. Pour autant, allez-y, on va encore écorcher le règlement intérieur.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Je vous ai demandé de prendre la parole. Si vous ne me la donnez pas, j'arrête. Il n'y a aucun problème. Je peux juste expliquer. Je veux bien que vous me disiez que j'ai été conseiller du Maire précédent. Il n'y a aucun problème, sauf que, sauf erreur de ma part, ce n'est pas votre directeur de cabinet qui dicte la politique municipale. Écoutez-moi si vous le voulez et croyez-moi si vous le voulez ou non. À titre personnel, j'ai proposé cet amendement dans le cadre de mes fonctions. Force est de constater que le Maire de l'époque ne l'avait pas retenu. Dont acte. Vous n'allez pas me reprocher de ne pas avoir imposé au Maire de l'époque une décision que j'aurais prise moi-même. C'est un peu ridicule.
Deuxièmement, juste pour terminer, je ne vous propose pas de créer un groupe à un. Ce n'est pas ce que je vous propose. Que les groupes restent à deux, cela ne me pose pas de problème. Je vous dis seulement de faire attention. À mon sens, il y a une rupture d'égalité entre les élus. C'est tout. Point. Il n'y a rien de fou. Je comprends votre position. On a des avis qui divergent. Pas de souci. Mais ne m'accusez pas de trucs qui n'existent pas. C'est une position que j'ai toujours défendue.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je me suis permis cette réponse parce que vous m'avez accusé aussi, dans le cadre de ma campagne municipale, de porter une certaine atteinte au droit d'expression des élus. Prenez le micro si vous voulez de nouveau provoquer une entorse au règlement intérieur.

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
C'est une explication de vote. Je ne fais pas une entorse au règlement intérieur. Je suis favorable parce que je suis concerné. C'est la première fois que cela arrive. Vous pourriez faire un geste et nous permettre d'être, en tant qu'élus non inscrits, sur le même pied d'égalité que tous les autres élus. Je vais voter favorablement l'amendement.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je mets aux voix l'amendement proposé.

Résultat du vote (1er amendement article 34)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à l'amendement déposé par le Groupe Socialiste.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Il s'agit d'un ajout. Il s'agit de faire en sorte que les réponses aux demandes d'information formulées par les conseillers municipaux, dans leur intégralité, soient apportées dans un délai maximal de 15 jours ouvrés, sauf impossibilité motivée.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des explications de vote ? Je n'en vois pas non plus. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (2e amendement article 34)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote pour l'article 34 tel que présenté dans le rapport de délibération.

Résultat du vote (1er vote, article 34)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 34 est adopté. Nous passons à l'article 35 (« droit à l'information ») …

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Monsieur le Maire, pardonnez-moi de vous couper. Je me rends compte que j'ai sauté une ligne. Mon amendement concernait l'article 35. Me permettez-vous, s'il vous plaît, de lire mon amendement pour l'article 34 ? Je vous prie de m'excuser pour ce saut de ligne.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Allez-y, madame Azzoug.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Sur l'article 34, je propose l'amendement suivant : « Chaque groupe politique dispose d'au moins une intervention par séance sur chaque délibération qu'il souhaite commenter. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cet amendement ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix l'amendement.

Résultat du vote (2e amendement article 34)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 34 tel que présenté dans le rapport de présentation.

Résultat du vote (2e vote, article 34)

Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 34 est adopté. Nous passons à l'article 35 (« droit à l'information »). Un amendement est déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Sur le fondement de l'article du Code des collectivités n° 2121-26, il est proposé que « tout conseiller ou conseillère municipale désirant recevoir une information sur le fonctionnement administratif de la commune ou de consulter des projets ou de contrats ou de marchés s'adresse à M. le Maire pour une demande au cabinet de M. le Maire. Le cabinet de M. le Maire accuse réception de la demande formulée et apporte une réponse dans un délai raisonnable. » Ceci est conforme à la loi 78-753 du 17 juillet 1978.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Mon intervention appuie l'amendement déposé, avec une petite touche d'humour. J'apprécie cette relation unilatérale épistolaire que je peux avoir par moment par mail. J'aimerais bien avoir, comme tout un chacun, une réponse, au moins un accusé de réception des mails envoyés. Il m'est arrivé d'envoyer plusieurs mails sur le même objet pour lesquels je n'ai pas eu de réponse. Il serait souhaitable d'imposer un délai raisonnable, même si je sais que vous pouvez être surchargés.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Vous aurez, avec le temps, des réponses dans des délais convenables. Cela fait trois mois que nous sommes installés. Nous essayons de donner une attention particulière aux différentes et nombreuses sollicitations, notamment des habitants du Kremlin-Bicêtre, à qui nous donnons une certaine forme de priorité. Ne vous inquiétez pas, très prochainement, vous aurez des réponses à l'ensemble de vos mails, même si je refuse de croire que vous n'avez pas de réponse aux différents mails que vous avez adressés au Cabinet du Maire. Je vous propose de mettre aux voix cet amendement.

Résultat du vote (1er amendement article 35)
Votants : 34
Pour : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au 2e amendement proposé par le Groupe Socialiste.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Je relis cet amendement en présentant mes excuses. Il s'agit d'ajouter que « les réponses aux demandes d'informations formulées par les conseillers municipaux sont apportées dans un délai maximal de 15 jours ouvrés, sauf impossibilité motivée ».

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (2e amendement article 35)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE,

M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote de l'article 35 tel que présenté dans le rapport de délibération.

Résultat du vote (article 35)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 35 est adopté. Nous passons à l'article 37 (« droit d'expression des élus »). Trois amendements ont été déposés. Dans l'ordre, le premier a été envoyé par M. Ferretti.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Dans la droite ligne de l'amendement précédent et avec peu d'espoir qu'il soit adopté, malheureusement, je vous propose simplement de remplacer les 2e et 3e paragraphes par la formule suivante : « Chaque groupe politique constitué bénéficie d'une tribune libre dans les journaux d'information de la Ville, sur le site Internet de la Ville et sur les supports numériques municipaux. Les conseillers municipaux non inscrits bénéficient des mêmes droits d'expression et disposent à ce titre d'un espace de publication propre. La longueur des tribunes attribuées aux élus non inscrits est fixée dans des conditions garantissant l'expression effective du pluralisme des opinions représentées au sein du Conseil municipal. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Je n'en vois pas. Je mets aux voix cet amendement.

Résultat du vote (1er amendement article 37)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 0
Abstention : 0
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au 2e amendement déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Je souhaite retirer cet amendement au profit de celui qui va être présenté juste après. C'est à peu près la même chose.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous prenons acte que vous retirez cet amendement déposé pour l'article 37. Un nouvel amendement a été déposé par le Groupe Socialiste.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Cet amendement propose d'actualiser la liste des réseaux sociaux. La présence de la Ville sur les différents réseaux a évolué depuis. Il s'agit donc de corriger. Au lieu de citer les réseaux sociaux, il est proposé d'indiquer : « sur l'ensemble des réseaux sociaux sur lesquels la Ville est inscrite ».

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*

Je souscris à cet amendement. Quelques réseaux sociaux sont cités dans le cadre du règlement intérieur. Pour éviter des amendements par la suite, je propose de simplement d'indiquer « tous les réseaux sociaux auxquels appartient la Ville du Kremlin-Bicêtre ». Cela permettrait de mettre nos tribunes en avant sur Instagram, chouette réseau social pour les jeunes, afin de pouvoir les toucher et qu'ils puissent connaître nos points de vue.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Nous passons au vote.

Résultat du vote (2e amendement article 37)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote sur l'article 37 tel que présenté dans la délibération.

Résultat du vote (article 37)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 37 est adopté. Nous passons à l'article 38 (« conférence des présidents de groupe »). Deux amendements ont été déposés, dans l'ordre, d'abord par M. Ferretti.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Je vous propose de remplacer l'article par le texte suivant : « Une conférence des présidents de groupe ou de leurs représentants est réunie au moins une fois avant l'envoi de la convocation de chaque Conseil municipal. Les conseillers municipaux non inscrits sont invités à participer à cette Conférence avec voix consultative. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (1er amendement article 38)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons à l'amendement déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Cet amendement vise à pouvoir mieux s'organiser. Quand il y a une Conférence des présidents, on aimerait pouvoir être tenu au courant 4 jours ouvrés avant afin de pouvoir s'organiser en conséquence et être disponible le soir demandé.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je vous propose de passer au vote.

Résultat du vote (2e amendement article 38)

Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous passons au vote de l'article 38 tel que présenté dans la délibération.

Résultat du vote (article 38)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 38 est adopté. Nous passons à l'article 39. Deux amendements ont été déposés, dans l'ordre, d'abord par M. Ferretti.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Monsieur le maire, chers collègues, je suis persuadé, sinon convaincu, que cet amendement va être voté à l'unanimité. Je me permets de vous proposer la rédaction suivante sur le 3e paragraphe : « Le temps d'occupation des locaux des élus d'opposition est réparti entre les différents groupes d'opposition, ainsi que les conseillers municipaux non inscrits, n'appartenant pas à la majorité municipale. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ?

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Sans surprise, je vais voter pour mon amendement. En revanche, je souhaiterais qu'une explication soit faite sur les votes contre. Honnêtement, si vous m'expliquez de façon logique pourquoi on refuserait un droit d'accès au local municipal d'opposition à des élus non inscrits, je serai vraiment énormément surpris.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
D'autres élus veulent-ils expliquer leur vote contre ? Non. Il n'y en a pas. Il n'y a pas d'autres explications de vote. Je mets aux voix.

Résultat du vote (1er amendement article 39)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. J'en suis désolé, monsieur Ferretti. Nous passons à l'amendement déposé par Mme Yehya, M. Mamouni, Mme Sartori et M. Khiar.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Sur le renforcement des moyens matériels pour les élus municipaux, il vous est proposé la rédaction suivante pour l'article 39 : « Afin de garantir l'exercice effectif du mandat local, la commune met à disposition des conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité des moyens matériels adaptés à l'accomplissement de leurs missions. À ce titre, les élus n'appartenant pas à la majorité municipale disposent d'un local administratif permanent, accessible tout au long de l'année », conformément aux articles et aux Codes des collectivités que je vais éviter d'énumérer.

« Ce local doit permettre l'accueil des élus, la préparation des Conseils municipaux, les réunions, un travail interne, la consultation des documents administratifs. » L'équipement du local doit, bien évidemment, être au minimum un bureau pour les élus, des armoires, ainsi que nous l'avions lors de l'ancienne majorité.
« Sur la documentation et la reproduction, les élus bénéficient d'un accès gratuit aux documents administratifs et communicables, d'un quota annuel de photocopies, d'impression des dossiers municipaux et d'un accès sur les bases documentaires et juridiques utilisées par la commune. Sur les réunions de travail, le local peut être utilisé pour des réunions internes des groupes d'élus et pour les travaux préparatoires liés au mandat municipal. »
« Sur l'égalité de traitement, les moyens matériels accordés aux élus de l'opposition peuvent être manifestement inférieurs à ceux dont bénéficient, bien évidemment, les élus de la majorité dans l'exercice de leur fonction municipale. » Sur le rapport annuel, chaque année, le Maire présente au Conseil municipal un rapport indiquant les moyens donnés, en tout cas mis à disposition des élus de l'opposition et les dépenses engagées, ainsi que les demandes qui sont restées malheureusement sans réponse.
Je pense que vous avez accès à nos amendements. Je ne vais pas continuer la lecture.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
La question des moyens et des locaux pour les élus de l'opposition a été posée au Sénat en 2005. Le ministre de l'Intérieur de l'époque y a répondu. C'est la question 19-104. La réponse est que les élus n'appartenant pas à la majorité municipale se voient reconnaître des droits leur permettant d'exercer leur mandat électif sans condition de constitution de groupe. Le Maire ne peut refuser à ses conseillers l'utilisation d'un local aménagé.
Concernant le matériel, la réponse ministérielle est explicite : si le Conseil municipal décide d'user de cette faculté, les moyens matériels doivent être attribués dans le respect de principes d'égalité à tous les élus, indépendamment de leur appartenance à un groupe.
Cette question est revenue plusieurs fois ce soir, mais il y a quand même un souci ou une question de principe d'égalité entre les élus. Ce principe d'égalité s'applique aussi à la constitution de groupe. Juridiquement, il n'existe pas dans le CGCT de dispositions imposant un nombre minimal d'élus pour constituer un groupe.
La question a été posée au Sénat il y a quelques années.

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Vous imaginez bien que je vais voter favorablement pour cet amendement. Je vois qu'il y a 27 élus qui nous mettent à la porte. Les amendements que nous avions proposés nous permettaient, nous, élus non inscrits, de pouvoir travailler dans les meilleures conditions. Cela ne vous coûtait rien de voter favorablement. À ce que je vois, vous ne souhaitez pas que nous ayons un espace, comme tous les autres élus, pour travailler.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Une petite intervention pour appuyer les propos de mes chers collègues. À deux ou trois reprises, je vous entendu dire que vous n'étiez pas obligé de nous octroyer un local, mais que, par bonté d'âme, vous décidiez de le faire – même si on est toujours en attente, mais je peux le comprendre. En réalité, il ne s'agit pas tant de bonté d'âme que du simple et strict respect du CGCT. C'est une obligation légale que d'octroyer un local à l'opposition.
Par ailleurs, je voudrais quand même intervenir. Ce n'est pas un caprice d'enfant gâté. Pour être tout à fait sincère, il m'arrive de faire des permanences et de rencontrer des personnes parce qu'ils ont besoin d'échanger avec moi en tant que conseillère municipale. Je les reçois dans un café, puisque je n'ai pas encore de permanence en mairie. Ils me demandent aussi d'imprimer pas mal de documents. Ils aimeraient bénéficier de conditions un peu plus agréables et un peu plus professionnelles pour que l'on puisse prendre en compte les dossiers, les différentes impressions, les courriers à mettre en place, etc. Il y a un réel impact au niveau des personnes que l'on reçoit et sur notre travail également.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. J'apporte quelques points de précision qui ont été donnés à la dernière Conférence des présidents de groupe. Un local d'opposition est prévu. Il va vous être proposé, je l'espère, d'ici la fin du mois. Une des raisons de ce retard et de cette incapacité de vous donner des éléments supplémentaires, c'est que nous avons été sollicités dernièrement par le bailleur social Logial-Coop, qui nous a révélé par mail et par sollicitations téléphoniques, que la Ville du Kremlin-Bicêtre devait, a priori, une somme conséquente de dettes locatives de locaux occupés par la Mairie du Kremlin-Bicêtre qui appartiennent au parc social de Logial-Coop. Parmi ces locaux, il y a le local d'opposition qui a été octroyé durant le mandat précédent, mais aussi un autre local mis à disposition du conseiller départemental qui siège parmi nous ce soir. Malgré tout cela, nous avons la volonté de vous mettre à disposition un local d'opposition. On espère, par le biais d'un arrêté municipal, que vous trouverez un moyen de vous organiser et de permettre aux élus non inscrits de profiter aussi de ce local d'opposition. Je compte sur votre cohésion en ce sens.
Autre sujet. Je vous mets au défi, notamment vous, monsieur Traoré, qui interpellez vos collègues en face de vous, de demander à vos collègues adjoints ou maires des villes proches de vos couleurs politiques s'ils mettent à disposition un local d'opposition à leurs opposants. J'ai fait cet exercice. Vous serez très surpris de leurs réponses. En tout cas, je l'ai été. Pour autant, je ne m'appuie pas sur leurs réponses pour mettre à disposition un local d'opposition. Ce n'est pas par bonté de cœur, comme vous le dites, madame Yehya, c'est tout simplement une volonté politique de vous mettre à disposition un local que vous partagerez. Voilà pour les éléments de réponse.

Je ne vous dis pas merci, pour celles et ceux qui sont concernés par l'ancienne majorité municipale, d'avoir laissé une dette conséquente de près de 287 000 euros pour des locaux qui ont été occupés. On continue de dialoguer avec Logial-Coop. On mettra en place, s'il le faut et si cela est nécessaire, une procédure en justice qui pourrait mettre à défaut celles et ceux qui étaient en responsabilité et qui ont participé aux dettes cachées que nous découvrons tous les jours. C'est un début de mandat surprenant en découvertes. Pour autant, nous avons la volonté de vous mettre à disposition notamment du matériel et des moyens. Nous n'attendons pas les débats au Sénat pour le faire. Je vous propose de mettre aux voix cet amendement. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (2e amendement article 39)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Je vous propose de voter pour l'article 39 tel que présenté dans le rapport de délibération.

Résultat du vote (article 39)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL,)
Contre : 5 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Abstention : 2 (M. FERRETTI, M. TRAORÉ)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 39 est adopté.
Nous avons une proposition particulière de nouveaux articles. Il est proposé un nouvel article 39 bis, qui n'existe pas dans le règlement intérieur tel que proposé, par M. Raphaël Ferretti. Je vous laisse donner lecture de cet article 39 bis.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
C'est un article que nous pourrions intituler « participation aux instances d'information et de communication ». La proposition est la suivante : « Les conseillers municipaux non inscrits sont associés dans les mêmes conditions que les groupes aux instances d'information et à la communication institutionnelle de la Ville. Lorsqu'un représentant de groupe est appelé à participer à une instance de concertation ou de suivi lié à la communication municipale, un représentant des élus non inscrits est également invité à y siéger. »

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je vous propose de mettre aux voix ce nouvel article 39 bis, qui n'existe pas dans le règlement intérieur.

Résultat du vote (1er article 39 bis)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'article 39 bis est rejeté. Je vous propose à un autre article 39 bis proposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
J'ai déjà présenté ce point tout à l'heure. Je ne vais pas refaire la lecture de l'amendement. Cela concernait les moyens matériels des élus municipaux.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
J'en prends acte. Y a-t-il des interventions sur cette proposition de nouvel article 39 bis ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Nous passons au vote.

Résultat du vote (2e article 39 bis)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La proposition d'article 39 bis est rejetée. Un amendement pour l'ensemble des articles a été déposé par le Groupe Insoumis Forum Kremlinois et le Groupe Écologistes et Citoyens.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Il s'agit de mon amendement n° 1. Je tiens à préciser que mon amendement n° 19 sur la création d'un nouvel article, qui aurait été l'article 33, n'a pas été énuméré. Sera-t-il possible de le présenter à la fin ?
Mon amendement n° 1 concerne une harmonisation au niveau de la rédaction du règlement intérieur. Je m'adresse particulièrement à mes collègues femmes élues. Il s'avère que nous avons beaucoup de présidentes et de coprésidentes. J'aimerais remplacer certains termes : « président » par « présidence », comme l'intitulé d'article sur les présidences. Quand on parle de « conseiller municipal », il faut que l'on puisse parler aussi de « conseillère municipale » et d'« élu·es » également. Il s'agit d'être le plus inclusif possible.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix cet amendement sur l'ensemble des articles.

Résultat du vote (amendement n° 1, écriture inclusive)
Votants : 34
Pour : 7 (Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme PATOUT)
Contre : 26 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Abstention : 1 (Mme COROYER)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Madame Yehya, de quel autre article parliez-vous ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Il s'agit de mon amendement n° 19 qui portait sur la création d'un nouvel article 33 dans le chapitre 5. Ce nouvel article porte sur le mécanisme de révocation citoyenne des élus.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement n° 19 concerne l'ajout d'un article sur la révocation des élus. Le titre que vous proposez est « Article 33 : mécanisme de révocation citoyenne des élus ». Vous pouvez donner lecture de cet amendement.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Il s'agit de créer un nouvel article. Je tiens à le porter. L'idée générale consiste à dire que, à partir du moment où on considère qu'une personne précédemment élue ne peut plus ou ne doit plus l'être parce qu'elle a fauté, parce qu'elle n'a pas respecté ce pour quoi elle a été élue ou parce qu'elle ne tient pas ses promesses, et bien, il puisse y avoir une

révocation citoyenne des élus. Je vous en fais la lecture : « Conformément aux principes de démocratie participative et de responsabilité des élus, un mécanisme de révocation citoyenne peut être mis en œuvre pour les conseillers et conseillères municipales du Kremlin-Bicêtre. Les conditions de déclenchement sont les suivantes : La révocation d'un ou une élue peut être proposée par pétition citoyenne si celle-ci est signée par au moins 20 % des électeurs et électrices inscrits sur les listes électorales de la commune. Le processus est donc que cette pétition est déposée au Maire, qu'il y a un référendum local qui soit par la suite organisé sous un délai de trois mois. S'il y a une effective majorité absolue, elle doit être suivie d'effet par la suite.
Il s'agit simplement d'avoir un système démocratique nouveau et novateur également. J'ai souvent dit aux personnes que j'ai eu l'occasion de croiser que l'on n'a pas envie de payer encore les indemnités pendant 5 ans d'une personne dont on pense qu'elle ne doit plus être élue.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cette proposition d'amendement ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix le 19e amendement du Groupe Insoumis Forum Kremlinois et du Groupe Écologistes et Citoyens pour la proposition d'un nouvel article 33.

Résultat du vote (amendement n° 19, révocation citoyenne des élus)
Votants : 34
Pour : 3 (M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA)
Contre : 29 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI, Mme COROYER)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
L'amendement est rejeté. Nous avons étudié l'ensemble des amendements déposés par tous les groupes qui en ont été auteurs. Nous pouvons passer maintenant à la délibération n° 2026-071 afin de voter pour son article unique d'adoption du règlement intérieur du Conseil municipal. Y a-t-il des interventions ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Monsieur le Maire, mesdames et messieurs, le règlement intérieur n'est pas une délibération comme les autres. C'est probablement l'un des textes les plus importants que nous adoptons en ce début de mandat, car il constitue le cadre dans lequel nous allons travailler ensemble pendant six ans. Il fixe les règles du débat démocratique, les droits et les devoirs de chacun, les modalités d'information des élus, le fonctionnement de nos commissions et, plus largement, les conditions dans lesquelles s'exerce la démocratie locale au sein de notre assemblée.
Il faut rappeler un principe essentiel. Le règlement intérieur est le socle de notre fonctionnement, mais il ne peut en aucun cas déroger au Code des collectivités – je crois que M. le Maire l'a souligné tout à l'heure – qui demeure notre référence juridique fondamentale. C'est bien évidemment le Code des collectivités qui garantit le droit des élus, la publicité des débats, l'information des conseils municipaux, le droit des groupes politiques et le pluralisme démocratique. Le règlement intérieur doit évidemment préciser ces conditions et les enrichir parfois, mais certainement pas les restreindre.
Je note plusieurs évolutions qui vont dans le bon sens, en tout cas depuis que vous êtes en place, monsieur le Maire. Je pense, notamment, aux précisions apportées sur les convocations et à l'organisation des commissions. Celles-ci ont lieu maintenant le jeudi et ont été repoussées. La retransmission des séances du Conseil municipal a été conservée, même si c'est une retransmission ce soir et non du *live*. Il serait bien d'avoir aussi des plans sur les élus qui s'expriment et que l'on puisse voir qui s'exprime à l'assemblée et ne pas avoir seulement un plan large. Ces éléments constituent des avancées utiles pour le fonctionnement de notre assemblée.
Au-delà des aspects techniques, ce texte doit avant tout garantir un principe fondamental : celui de la liberté d'expression de tous les élus. La démocratie locale ne se résume pas à la majorité. Elle repose aussi sur la capacité de l'opposition à s'exprimer, à questionner, bien évidemment à contrôler, à proposer parfois, à contester. Ce n'est pas un obstacle à l'action municipale. C'est au contraire, pour moi, une garantie de qualité démocratique. L'opposition n'est pas là pour empêcher. En tout cas, c'est ma conception. Elle est là pour éclairer, pour alerter lorsque cela est nécessaire et pour apporter une contradiction constructive et pour représenter une partie des habitants qui ne se reconnaissent pas forcément dans les choix de l'exécutif.
Sur ce point, monsieur le Maire, vous connaissez parfaitement cette réalité puisque, avec moi-même, vous avez siégé pratiquement six ans dans l'opposition. Vous savez combien il est important de disposer des moyens nécessaires pour exercer correctement ce mandat : accéder à l'information, préparer les dossiers qui sont parfois lourds, rencontrer les habitants et participer pleinement à la vie démocratique de notre Ville.
Je souhaite également rappeler un sujet que j'ai soulevé au début du mandat. Je n'ai jamais eu de réponse à ce sujet. J'ai eu les réponses en tout cas avant d'avoir préparé mon intervention. Cela concerne la constitution des groupes politiques.
Ce soir, on a eu votre réponse. Les élus non inscrits ne peuvent pas s'exprimer ou peuvent, en tout cas, moins s'exprimer par rapport à ceux qui ont un groupe politique. La composition de notre Conseil municipal est aujourd'hui particulière. Elle

reflète une diversité d'expressions politiques, de sensibilités, de parcours présents devant les électeurs lors des élections municipales de mars dernier.
Je continue à penser qu'une réflexion mériterait d'être engagée pour permettre à un élu seul de constituer un groupe politique, même si le groupe, monsieur le Maire, vous l'avez dit tout à l'heure, veut dire plusieurs personnes. Tout du moins devrait-il bénéficier des garanties renforcées d'expression et de moyens. Dans une assemblée aussi pluraliste que la nôtre, cela permettrait à chacun des courants représentés par les électeurs d'exister pleinement dans le débat démocratique. Ce n'est pas une revendication personnelle, bien évidemment, c'est une réflexion sur le pluralisme démocratique, sur la représentation de toutes les sensibilités qui composent notre ville.
Je reste également attentif à la question des moyens matériels donnés aux élus. Je suis assez choqué d'entendre les éléments que vous nous avez donnés sur les loyers dus à Logial. La loi prévoit que les élus, qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, doivent pouvoir exercer un mandat dans des conditions dignes et efficaces. J'ai été dans la majorité, j'ai été dans l'opposition. On n'a pas du tout les mêmes moyens. On devrait avoir ces mêmes moyens pour exister, avoir une expression, pouvoir travailler librement et faire notre mandat d'élu correctement.
Nous avons donc connu, lors du précédent mandat, des dispositifs qui existaient, mais qui restaient parfois insuffisants. Des élus de l'ancien mandat parmi nous peuvent aussi prendre la parole à ce sujet. Les moyens étaient insuffisants. Il faudrait continuer à progresser sur le sujet dans un esprit d'équité, de respect et du travail de chacun.
Enfin, je voudrais rappeler que ce règlement intérieur n'a de valeur que s'il est appliqué dans son esprit autant que dans sa lettre. Le respect du pluralisme, du droit à l'information, la possibilité de débattre sereinement, la transparence des décisions, la capacité pour chacun d'exercer pleinement son mandat sont les conditions indispensables pour une démocratie locale vivante.
Nous voterons ce soir sur ce règlement intérieur. Nous serons vigilants, je serai vigilant sur son application, vigilant sur le respect des droits de l'ensemble des élus, vigilant sur la qualité du dialogue démocratique qui devra nous accompagner tout au long de ce mandat. Au-delà de la majorité et des oppositions, nous avons tous une responsabilité commune : faire vivre une démocratie locale exigeante, respectueuse et ouverte au débat.

Rim YEHYA ***(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)***
Ce soir, je suis si ce n'est attristée, en tout cas particulièrement déçue par le temps démocratique que nous avons vécu. En réalité, il y a eu très peu de débats. Je n'ai malheureusement pas eu le loisir d'entendre les points de vue de tout un chacun ou, en tout cas, différents groupes politiques. Peut-être est-ce la chaleur, mais je trouve que c'est plus ou moins irrespectueux. Comme je l'ai dit au tout début, lors de ma première intervention, l'objectif de ce règlement intérieur, c'est de voir comment on va fonctionner ensemble. Si je ne m'abuse, il y a eu beaucoup d'interventions de part et d'autre pour dire que l'on devait avoir un fonctionnement qui devrait justement faire émerger les volontés citoyennes, améliorer la ville. Force est de constater que ce n'est pas le cas.
Par ailleurs, il y a aussi un sujet qui est extrêmement important pour moi, c'est la place des habitants et des habitantes dans la démocratie participative au niveau de la ville. Je vais m'exprimer en toute sincérité. Je suis une nouvelle élue, je suis encore dans la catégorie jeune puisque j'ai le loisir d'être dans le bureau quand il y a un vote à bulletin secret. J'entends constamment des personnes qui vont dire, de manière posée, si possible avec un « costard » : « Il faudrait que les gens participent à la démocratie. C'est important que les personnes aillent voter et décident de ce que l'on doit mettre en place dans la ville. » Pour autant, rien n'est mis en œuvre. Il n'y a même pas un pas qui est fait vis-à-vis des habitants et des habitantes. Je le redis sincèrement, je pense que demander à des gens de donner un blanc-seing tous les six ans en disant « Aimez-moi, faites-moi confiance et ne vous exprimez pas par la suite », c'est totalement irrespectueux. Cela ne va pas du tout dans le sens de toutes les avancées démocratiques que l'on doit mettre en place au niveau de notre pays.
J'entends aussi qu'il faut intervenir au niveau de l'État. Je vous rassure, c'est ce que l'on fait. Par contre, je pense que les villes sont comme un village. C'est justement là où on se rencontre les uns les autres et que l'on peut porter la ville que l'on souhaite avoir pour les jours prochains.
Je reviens un peu sur le manque de débat. J'avais l'impression parfois d'être un peu dans une sorte de monologue. À mon sens, il n'y a pas de volonté de même respecter, à certains moments, un cadre légal. Je donne un exemple. Un des premiers amendements visait à faire en sorte qu'il y ait une trace écrite des convocations : le vote a été contre. Peut-être aurais-je un FaceTime d'ici quelques semaines pour me convoquer à un Conseil municipal. Je trouve aberrant que même ceci n'ait pas pu reçu un vote favorable à l'unanimité.
Par ailleurs, il y a eu un véritable débat sur la question de l'inclusivité des femmes élues. À ce titre, je remercie Mme Patout d'avoir voté pour. Je vous remercie. Ce n'était pas non plus révolutionnaire. C'était simplement respectueux et cela allait dans l'air du temps.
Par ailleurs, un collègue a fait des demandes d'amendement parce que deux élus sont non inscrits et aimeraient bénéficier d'un local. On leur dit non. Ils aimeraient bénéficier d'une tribune. On leur dit non. Ils aimeraient bénéficier d'un droit d'information. On leur dit non. Ce n'est pas une façon de mettre en place des outils permettant d'avoir un bon fonctionnement. De la même manière, peut-on vous proposer des commissions sur des sujets spécifiques ? Peut-on proposer que des personnes expertes soient auditionnées dans le cadre d'une thématique ? On nous dit non. Je trouve que c'est un mode de fonctionnement assez particulier. On ne propose pas d'imposer, on propose simplement de proposer et d'apporter nos points d'expertise sur certains sujets. Eh bien, c'est non, c'est une fin de non-recevoir.

De même, je rédige intégralement mes questions orales. Je pose plusieurs questions. Ce qui me pose problème, c'est qu'il n'y a pas qu'un seul sujet que j'aimerais aborder avec vous. Il n'y a pas que sur un seul sujet que j'aimerais vous interpeller. Il y a deux jours ouvrés, j'ai dû faire le choix, avant de déposer mes questions orales. Est-ce que j'allais vous

demander ce qu'il en est de la situation des logements sociaux ? Ou allais-je parler du fait que j'étais particulièrement ravie que l'on ait voté un vœu contre la fermeture de classes, mais que, pour autant, on a appris, à travers la nouvelle carte scolaire, que trois classes vont finalement fermer au lieu de deux ? J'aurais aimé pouvoir vous poser des questions et poser officiellement une question sur le sujet. Mais non, je n'ai pas le droit. Chacun des élus dans l'opposition n'a pas le droit de vous interpeller et n'a pas le droit de porter convenablement la parole des citoyens et des citoyennes. J'imagine que vous êtes interpellé dans la rue. Sachez que nous aussi. On aimerait pouvoir faire notre travail correctement.
Par ailleurs, sur la question de la participation citoyenne, je trouve aussi quelque peu scandaleux que l'on ne veuille pas donner plus de place notamment aux conseils de quartier et aux conseils de jeunes pour leur donner la parole. Il n'y a pas de justification en tant que telle. Il y en a certainement, mais j'aurais bien aimé qu'il y ait un débat dans le cadre du vote des amendements, comme cela a pu être un peu le cas dans le cadre des consultations citoyennes. Il est tout à fait regrettable de mettre à l'écart une partie de la population qui, on le sait, est particulièrement jeune. Une partie est également de nationalité étrangère. J'aurais voulu faire un pas vers eux. C'est une meilleure méthode que de dire « Vous ne votez pas pour les référendums locaux, je ne vois pas pourquoi on devrait ouvrir à davantage de personnes ». Personnellement, je ne souhaite pas avoir un ton moralisateur quand il s'agit d'inclure des gens dans le cadre d'une votation participative et pour décider de l'avenir de notre ville.
Enfin, je voudrais faire une remarque qui concerne aussi d'autres débats. Je suis nouvellement élue et j'assiste constamment à un ping-pong : « Vous ne voulez pas mettre ça en place. » « Mais vous, quand vous étiez là, vous ne vouliez pas mettre ça en place. » Je ne sais pas qui retourne le plus sa veste entre les deux, mais je pense qu'a minima, quand on a fait partie de l'opposition, qu'on a dénoncé des choses et qu'on a porté certaines choses, il aurait été tout à fait favorable de continuer de le porter, histoire d'avoir une ligne de conduite qui soit claire. Je ne suis pas là pour faire l'arbitre vis-à-vis de mes collègues qui sont à côté de moi. Je vous demande à vous de prendre des décisions politiques, d'assumer vos décisions et d'avoir une ligne de conduite par rapport à ce que vous aviez dit il y a quelques mois.

Anissa AZZOUG-BAILLET ***(Groupe Socialiste)***
Monsieur le maire, chers collègues, chers Kremlinois, je ne vais pas être trop longue pour ne pas allonger le débat. Nous sommes déjà en séance depuis bientôt deux heures et demie. Je constate que ce nouveau règlement intérieur s'inscrit globalement dans la continuité du précédent. Vous l'avez dit tout à l'heure en ouverture de la délibération. Petit regret, car nous avions ce soir l'occasion de le faire évoluer dans le sens de plus de coconstruction. C'est ce que l'on a entendu lors des deux derniers conseils. Dont acte. Nous verrons.
Toutefois, on considère que plusieurs dispositions auraient pu être renforcées ce soir dans le texte afin de confronter trois principes qui nous sont chers : la transparence de la vie municipale, importante et fondamentale ; les droits de l'opposition ; et, bien entendu, la participation citoyenne particulièrement à l'échelle de nos territoires.
Nous nous interrogeons sur les moyens qui seront alloués pour garantir une large diffusion de l'information. Cela a été dit encore ce soir. On peut voir afficher sur le site de la Ville qu'un problème technique est à l'origine de la non-diffusion du Conseil municipal, ce qui peut paraître très frustrant pour les habitants, particulièrement en ouverture d'un nouveau mandat. C'est dans cet esprit que l'on a déposé plusieurs amendements. Je me félicite du travail engagé par les élus d'opposition. On l'a vu ce soir. C'est un travail sérieux, rigoureux et consciencieux. Gros regret sur certains amendements : ceux liés au droit des élus non inscrits, au vote des étrangers ou encore à la rédaction inclusive du document que je ne m'attendais pas à voir votés par les hommes. Pardonnez-moi, mais il est vrai encore qu'en 2026, l'égalité n'est pas de mise. Mesdames, réveillez-vous.

Ibrahima TRAORÉ ***(non inscrit)***
Je serai court. Je m'adresse aux 27 élus de votre majorité. Je peux comprendre la discipline. Vous êtes un bloc. Cela se voit que vous suivez comme un seul homme ou une seule femme. Mais je ne pensais pas que vous alliez avoir des votes de posture. Vous avez eu un vote de posture par rapport aux élus non inscrits. Cela ne vous coûtait rien politiquement de voter favorablement, mais vous avez choisi cette posture. Cela montre qu'au fur et à mesure des débats que l'on va avoir, vous allez parfois avoir des votes de posture. Pourtant, je pensais que, dans cette majorité, il y aurait des personnes qui ne seraient pas dans la posture politique, mais plutôt dans l'intelligence collective. En tout cas, je prends acte du fait que vous êtes restés sur ce vote de posture qui ne vous coûte rien politiquement. Vous avez suivi M. le Maire et M. le Maire tient bien sa majorité à ce que je vois.
Je voterai contre le règlement intérieur. Je n'aurai pas besoin de faire des explications de vote, monsieur le Maire. On gagnera du temps.

Raphaël FERRETTI ***(non inscrit)***
Monsieur le Maire, chers collègues, chères Kremlinoises, chers Kremlinois, je serai bref. J'ai entendu le mot d'« attristé ». Honnêtement, je ne vais pas pleurer pour trois carnets et une imprimante. En fait, concrètement, je crois que je partage la peine du Lionel Zinciroglu d'il y a quelques mois et quelques années. Vous aviez raison. Je l'ai dit pendant ma première intervention. Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais, comme vous, je considère que certaines méthodes se devaient d'être dépoussiérées. C'est le cas, par exemple, des travaux sur le règlement intérieur ce soir.
Lorsque je vous propose d'ajouter simplement une mise à disposition des locaux d'élus d'opposition pour les membres d'un groupe et les élus non inscrits, je vous avoue que vous voir acquiescer à l'oral et, en même temps, voter contre, cela me perturbe beaucoup. Cela ne va pas m'attrister. Je ne vais pas pleurer, mais je trouve cela un peu désolant de voir poursuivre des méthodes que l'on critiquait il y a encore quelques mois, voire quelques années. Je partage ces critiques

avec vous. Vous allez certainement dire que je les conseillais. Pour le coup, ce n'était pas le cas. Je trouve cela juste dommage. On a collectivement raté quelque chose ce soir.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Avant de passer au vote, je vous propose de dire quelques mots. Le terme « irrespectueux » a été formulé à deux reprises par Mme Yehya, comme si débattre était une obligation. On a une liberté d'expression qui est à la fois celle de s'exprimer, de débattre, et celle aussi de ne pas vouloir débattre parce que l'on considère que ce règlement intérieur est peut-être seulement une formalité. On est dans un pays démocratique. Nous avons des règles régies par l'État et, notamment, le CGCT qui nous et vous protège. Nous sommes tous élus au même titre. Je dirais que cette formulation d'« irrespect » est une drôle de façon de visualiser la démocratie. C'est le prisme qui est le vôtre, Mme Yehya, et je ne vous en veux pas.
Ensuite, vous avez évoqué un ton moralisateur. Dans le même temps, vous nous faites aussi la morale. M. Ferretti s'est prêté à l'exercice aussi. En effet, je l'avoue, il y a de cela une année, en séance du Conseil municipal du 19 juin 2025, lorsque j'étais dans l'opposition à votre place, monsieur Ferretti, ou à la place de vous autres, élus d'opposition, pour reprendre mes propos et pour répondre notamment à certaines et certains d'entre vous qui avez soutenu la précédente majorité en tant qu'élus ou colistiers ou autre, j'ai dit mot à mot quand vous nous proposiez un règlement intérieur qui est à 95 % près celui que l'on vous propose ce soir : « Il y a un paradoxe que vous devriez méditer toutes et tous ce soir. Ce règlement que vous imposez aujourd'hui, s'il devait demain s'appliquer à vous dans une situation inversée, vous ne l'accepteriez pas, mais, aujourd'hui, vous en êtes les auteurs et cela vous engage. » C'est exactement ce que j'ai dit le 19 juin 2025.
Il existe, à mon sens, un principe fondamental en démocratie : celui de penser aux règles, non pas pour la situation que l'on occupe aujourd'hui, mais pour celles que l'on pourrait occuper demain. Les règles démocratiques ne sont jamais écrites pour un camp ou pour un moment. Elles sont écrites pour garantir la continuité et l'équilibre de nos institutions, quelles que soient les alternances politiques. Et, le 19 juin 2025, des débats ont eu lieu sur le règlement intérieur. Je rappelle de nouveau ce soir que le règlement intérieur que nous vous proposons est très largement celui adopté par l'ancienne majorité municipale et qui a encadré nos travaux depuis un an. Je rappelais alors déjà qu'il est toujours utile de se projeter dans l'hypothèse d'une situation inversée. C'est d'ailleurs l'un des meilleurs moyens d'apprécier la justesse et l'équité d'une règle.
À travers les différents avis défavorables que nous avons émis sur les amendements ce soir, il n'y a aucune volonté de restreindre le débat démocratique. Bien au contraire. Nous avons fait le choix de conserver l'économie générale d'un texte qui a démontré sa capacité à permettre l'expression de chacun et le bon fonctionnement de notre assemblée. La preuve en est, nous sommes passés de l'opposition à la majorité. Nous avons également cherché, lorsque cela a été possible, à faire évoluer certaines dispositions, à prendre en considération plusieurs propositions formulées au cours de nos échanges, notamment de ce soir. Je rappelle, en aparté, qu'il y avait une commission municipale que vous critiquez et que vous avez encore critiquée ce soir notamment sur les relevés de décision. Madame Yehya, vous étiez absente à cette commission municipale. Je ne ferai pas ce procès tout au long du mandat. On fait des efforts considérables pour que ces commissions municipales ne ressemblent pas, dans la mesure du possible, aux commissions municipales auxquelles nous étions invités à la précédente mandature. Mais force est de constater que vous avez déjà, au bout de trois mois, lâché l'affaire.
Au terme du débat de ce soir, chacun a pu exprimer ses positions, défendre ses amendements et faire valoir sa vision du fonctionnement de notre Conseil municipal. Il appartient désormais à notre assemblée de se prononcer. Quelles que soient nos divergences politiques, nous devons préserver un esprit de débat et de confrontation des idées. C'est d'ailleurs ce qui fait vivre notre démocratie locale et qui permet à chacun de porter ses convictions dans le respect des institutions et des règles que nous nous donnons collectivement. Je vous l'accorde, madame Azzoug, ces règles sont parfois source de désaccords et de frustration. Mais elles ont précisément vocation à garantir un fonctionnement équilibré de notre assemblée dans le respect de la place et du rôle de chacun.
La démocratie locale repose sur un principe simple. Chacun dispose du même droit à la parole et du même droit de vote, mais les décisions se prennent à la majorité des suffrages exprimés. Ce principe fonde la légitimité de nos délibérations et permet à notre Conseil municipal de fonctionner sereinement au service des habitants. Comme le rappelait un ancien maire de notre commune, en démocratie, chaque voix compte et c'est leur addition qui détermine la décision collective à une voix près. Je mets donc aux voix l'article unique de cette délibération qui porte adoption du règlement intérieur du Conseil municipal. Avant de mettre aux voix, je vous demande si vous avez des explications de vote.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
On avait une base d'un règlement intérieur qui était intéressante, mais, pour autant, il y avait un certain nombre de modifications à apporter, pas simplement pour respecter un cas de figure présent, même si je soutiens les volontés portées par mes collègues non inscrits. En réalité, il s'agissait de porter des mesures politiques, de respecter ce pour quoi j'ai été élue et donc d'essayer de porter au mieux mon programme. Il s'agit simplement d'un respect démocratique des choses. S'agissant du débat, je ne force personne à prendre la parole. En revanche, on a une armée de 27 votes contre à chaque vote sans sourciller même quand il s'agit de simplement dire que ce serait bien d'avoir le PV accessible en papier pour les personnes âgées qui n'ont pas d'ordinateur.
Je considère, dans ce règlement intérieur, qu'à certains moments, le cadre légal n'est pas respecté. Je tiens à le souligner, notamment sur les questions du droit d'amendement. Par ailleurs, dans un de mes amendements, il était question de faire en sorte qu'il n'y ait plus d'attaques *ad hominem*. Je tiens à préciser qu'il ne faut pas avoir le ton moralisateur vis-à-vis des citoyens et des citoyennes. Il faut simplement être extrêmement exigeants vis-à-vis de nous-mêmes en tant

qu'élus pour faire en sorte que les citoyens puissent croire de nouveau en la politique et améliorer leur quotidien. En revanche, j'ai l'impression d'être revenue en classe quand j'entends des attaques *ad hominem* où on me cite parce que je ne suis pas présente à une réunion. J'ai eu des problèmes de santé, je ne savais pas qu'il fallait que je vous donne un justificatif médical. Si je ne suis pas présente aux commissions, j'en suis vraiment navrée. Par contre, je ne nomme pas toutes les personnes qui n'ont jamais été présentes en commission ou qui ne siègent pas en Conseil municipal ce soir. Merci de ne pas citer les personnes *ad hominem* et de manière, je le dis de nouveau, irrespectueuse.
Je voterai contre.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Merci, madame Yehya, pour cette longue explication de vote. Je ne vous citerai plus de manière *ad hominem.* Pour autant, la présence en commission municipale et en Conseil municipal est rendue publique. Je le rappelle ici. Y a-t-il d'autres explications de vote ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Vous avez rappelé que ce règlement intérieur ressemble beaucoup à celui de l'ancienne majorité. Il y a eu quelques petits changements. J'avais demandé des amendements qui n'ont pas été retenus. Dans la continuité de ce règlement intérieur pour lequel j'avais voté contre dans l'ancien mandat, je voterai contre aujourd'hui.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je mets aux voix cette délibération.

Résultat du vote (délibération n° 2026-071)
Votants : 34
Pour : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Contre : 6 (Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ)
Abstention : 1 (M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-072. ASSEMBLEE. – MODIFICATION DES REPRESENTANTS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Cette délibération vise à ajuster la représentation des élus dans les commissions municipales au vu de l'entrée du conseiller municipal M. Ferretti. J'ai déjà la répartition dans les différentes commissions. Je vais vous en donner lecture. Avant cela, je vais quand même questionner M. Ferretti et, ensuite, donner la parole à Mme Azzoug.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Si possible, je souhaiterais siéger dans la Commission n° 2.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Je vais faire ma petite doléance aussi. Si possible, je souhaiterais siéger dans la Commission n° 3.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Dans quelle Commission étiez-vous auparavant ? Voulez-vous changer ou être dans les deux ?

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
J'étais dans la Commission n° 2.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Et vous voulez être dans la Commission n° 3 ? D'accord.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
J'aimerais être ajouté dans la Commission n° 2, s'il vous plaît. Je crois que je suis inscrit dans la Commission n° 3.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres demandes ?

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Je voudrais participer à la Commission n° 1. Je suis dans la Commission n° 2.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Voulez-vous être dans la Commission n° 1 en plus de la Commission n° 2 ?

Enrica SARTORI ***(Groupe Écologistes et Citoyens)***
Non.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
En remplacement dans la Commission n° 2. Y a-t-il d'autres demandes ? Non.
Je vais énumérer l'ensemble des membres des 3 commissions.
– Commission n° 1 : Jean-Pierre Ruggieri, Cécile Marenati, Corinne Moreau, Julian Gautreau, Laurence Danibo, Sandra Drané, Vanessa Coroyer, Rim Yehya, Enrica Sartori.
– Commission n° 2 : Jean-Pierre Ruggieri, Laurence Couto, Cédric Thépaut, Hamza Guessine, Olivier Zyzak, Clément Parque-Batard, Aude Lalis, Antoine Becquart, Ernest Banhoro, Hakim Mamouni, Raphaël Ferretti, Toufik Khiar.
–Commission n° 3 : Cédric Thépaut, Jean-Pierre Ruggieri, Mounia Bensettiti, Latifa El Krete, Chantal Patout, Boubacar Siby, Amandine Maddi, Jean-Pascal Lanuit, Mélanie Cousin, Yasser Issilame, Clarelle Zafimaro, Ernest Banhoro, Odile Laborie, Adam Bouhella, Rym Yehya, Toufik Khiar, Ibrahima Traoré et Anissa Azzoug-Baillet.
Nous pouvons délibérer sur ce rapport de présentation.
Avant de mettre aux voix, je procède au vote pour savoir si tout le monde est d'accord pour voter à main levée.

Résultat du vote (vote à main levée)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je mets aux voix la délibération.

Résultat du vote (délibération n° 2026-072)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 0
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

Une élue
Pourrions-nous faire une pause ?

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La séance est suspendue.

De 22 heures 6 à 22 heures 20 : suspension de séance.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La séance est reprise.

N° 2026-073. FINANCES. – ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics ***(Groupe Ensemble changeons Le KB)***
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, dans les six mois suivants la clôture de l'exercice, la Ville doit présenter un document retraçant l'ensemble des recettes et dépenses réalisées.
À partir de l'exercice 2025, elle adopte le compte financier unique qui remplace le compte administratif de l'ordonnateur et le compte de gestion du comptable afin de simplifier, moderniser et dématérialiser la présentation des comptes financiers.

Le CFU présenté reflète l'exécution budgétaire de l'exercice 2025. Le compte financier unique 2025 du budget principal de la commune clôture avec un résultat excédentaire global de 4 365 811,95 euros, réparti entre un excédent de fonctionnement de 3 591 931,23 euros et un excédent d'investissement de 519 639,56 euros, auxquels s'ajoutent 254 241,16 euros de soldes positifs de reste à réaliser. Globalement, en clôture d'exercice 2025, en exécution, on constate des recettes totales à hauteur de 65,5 millions d'euros, dont 55,5 millions en fonctionnement, des dépenses totales à hauteur de 61,4 millions d'euros, dont 51,9 millions en fonctionnement, et des restes à réaliser en investissement pour près de 0,3 million d'euros.
En fonctionnement, au niveau des recettes, ce sont principalement des produits de fiscalité locale représentant près de 60 % des recettes de fonctionnement, à hauteur de 33 millions d'euros, en légère diminution de 0,7 % par rapport à l'année précédente, avec une stabilité des produits des impôts locaux, mais une hausse des droits de mutation à 11 % et une hausse des dotations et subventions d'un peu plus de 22 %. On peut noter également plus de 2 millions d'euros de produits exceptionnels sur 2025, qui sont principalement liés à des cessions, et notamment 1,6 million pour la cession d'un terrain. Au niveau des dépenses de fonctionnement, on peut constater l'augmentation des charges de personnel, avec une légère baisse des charges générales. La situation financière de la commune est fragile. Elle est soumise à un effet ciseaux : des recettes qui progressent peu, alors même que les dépenses augmentent plus fortement.
Côté investissement, au niveau des recettes, ce sont 10 millions d'euros au total, dont 6 millions de recettes réelles, parmi lesquelles 3 millions d'emprunts, et une hausse de la dotation du FCTVA à environ 600 000 euros en raison notamment de la réintroduction, dans le périmètre du FCTVA, de certaines dépenses redevenues éligibles par la loi de finances pour 2024. À noter également 4 millions d'euros de recettes d'ordre qui sont pour moitié composées de cessions réalisées en 2025 pour un peu plus de 2 millions d'euros. Les dépenses d'investissement représentent à peu près 9,5 millions d'euros, dont près d'un tiers consacré au remboursement de la dette, pour 3 millions, et des dépenses principalement dédiées aux immobilisations corporelles pour 5,4 millions d'euros.
Au 31 décembre 2025, l'encours de dette reste stable à 24 millions d'euros.
Au vu des résultats de gestion, on peut dégager un certain nombre d'indicateurs :
– L'épargne de gestion de 3,7 millions d'euros permet de constater un excédent brut en fonctionnement entre les dépenses et les recettes.
– L'épargne brute est de 3,1 millions d'euros, correspondant à l'épargne de gestion de laquelle on retranche les intérêts de la dette qui s'élèvent à 0,6 million d'euros.
– Une fois le remboursement en capital de la dette pris en compte, pour près de 3 millions d'euros, l'épargne nette est de 128 000 euros.
– La capacité de désendettement de la commune est de 7,7 ans.
– Le taux d'épargne brute s'élève à 6,1 %.
Le Conseil municipal est appelé à approuver le compte financier unique 2025 du budget principal de la commune. Ce rapport a recueilli un avis favorable à l'unanimité en 1ère Commission.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Monsieur le Maire, chers collègues, je tiens à remercier Mme Marenati pour ses présentations précises et synthétiques. Je m'abstiendrai.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
J'apporte une précision avant de passer au vote. Généralement, pour cette délibération, la procédure initiale est de faire élire un Président de séance à la place du Maire. Pour cette année d'installation, étant donné que nous n'étions pas en gestion l'année dernière, je peux participer au débat et voter pour cette délibération. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 32 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, M. FERRETTI)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-074. FINANCES. – BUDGET ANNEXE « MARCHE FORAIN ». – ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*

Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, de la même façon, pour le budget annexe « marché forain », la commune a également fait le choix de produire un compte financier unique à partir des comptes de l'exercice budgétaire 2025. Le CFU centralise toutes les opérations financières pour l'année écoulée et doit être présenté au Conseil municipal avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.
Le compte financier unique 2025 du budget annexe « marché forain » est clôturé avec un résultat excédentaire de 63 948,58 euros, composé, d'une part, d'un excédent en section de fonctionnement de 62 709,81 euros et d'un excédent en section d'investissement de 1 238,77 euros.
Les dépenses de fonctionnement présentent un taux d'exécution de 83,2 % et ont globalement diminué de 4,6 % par rapport à 2024, notamment du fait de la diminution du montant de la location des barnums et du montage-démontage, même si les dépenses de personnel ont progressé, quant à elles, de 27 %.
Les recettes de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 94,4 % et diminuent de plus de 16 % en raison notamment de la baisse de près de 12 % des produits des droits de place et de la diminution de près de moitié de la subvention d'équilibre versée par la Ville. La subvention d'équilibre versée par la Ville a été réduite en 2025 de 80 000 euros pour passer de 210 000 euros en 2024 à 130 000 euros en 2025, en lien avec l'utilisation partielle du résultat cumulé de la section de fonctionnement, qui est donc passée de 140 914 euros en 2024 à 62 709 euros en 2025. On a utilisé ce résultat cumulé à hauteur de 78 205 euros.
Concernant la section d'investissement, aucun reste à réaliser n'a été enregistré. Contrairement à la gestion 2024, cette section présente un solde excédentaire.
Le Conseil municipal est appelé à approuver le compte financier unique 2025 du budget annexe « marché forain » de la commune. La 1ère Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Cette délibération me donne l'opportunité de parler du marché forain. Nous examinons aujourd'hui le compte financier unique du budget annexe du marché forain pour l'exercice 2025. Avant toute chose, je souhaite rappeler que je suis profondément attaché à notre marché forain, comme tout le monde. Je l'ai défendu pendant des années, y compris pendant la dernière campagne municipale. Je l'ai toujours considéré comme un équipement essentiel pour notre ville, un lieu de vie, un lieu de rencontres, un espace de proximité qui participe à l'identité de la ville du Kremlin-Bicêtre.
Parce que je suis attaché à ce marché, je crois qu'il faut avoir le courage de regarder la réalité en face. Depuis des années, ce marché est maintenu sous perfusion financière par la collectivité. Depuis des années, la ville injecte des sommes importantes pour compenser ces difficultés de fonctionnement. Depuis des années, nous tentons de préserver un modèle qui, malheureusement, continue de perdre son attractivité et son dynamisme.
À première vue, certains pourront mettre en avant un résultat excédentaire de près de 64 000 euros pour l'année 2025. Ce chiffre peut sembler rassurant, mais lorsque l'on analyse les comptes dans le détail, on constate que les difficultés structurelles demeurent. Les recettes issues des droits de place continuent de diminuer. Elles passent de 262 000 euros en 2024 à environ 232 000 euros en 2025, soit une baisse de près de 31 000 euros en une seule année. Que nous disent les chiffres ? Évidemment, ils nous disent que ce marché attire moins de commerçants ou génère moins d'attractivité qu'auparavant. Il nous dit surtout que ce modèle actuel peine à retrouver son souffle. Dans le même temps, le marché continue à bénéficier de subventions d'équilibre de 130 000 euros en 2025, versées par le budget principal de la ville. Je ne critique pas le principe de soutien public. Beaucoup de marchés en France sont aidés par des collectivités, mais cette aide doit permettre de préparer l'avenir, pas simplement de prolonger indéfiniment un système qui s'essouffle.
Je note également que les charges de personnel augmentent de plus de 27 % en une année. Cela pose une question simple. Quel est aujourd'hui le coût réel de gestion du marché ? Quels résultats obtenons-nous en contrepartie ? Au fond, le véritable sujet n'est pas le compte administratif ou le compte de gestion ou, désormais, le compte financier unique. Le véritable sujet politique est : quelle vision avons-nous de notre propre marché forain dans les dix prochaines années, voire pendant ce mandat ? Car, il faut être honnête et le dire, ce marché a progressivement perdu une partie de son âme. Beaucoup d'anciens habitants nous le disent. Ils se souviennent d'un marché populaire, vivant, animé, qui attirait largement au-delà du Kremlin-Bicêtre. Aujourd'hui, la fréquentation n'est plus la même, l'attractivité n'est plus la même aussi, et l'image non plus.
Pourtant, le potentiel existe toujours. Nous sommes aux portes de Paris. Nous sommes dans une ville dense, dynamique, jeune. Nous avons tous les atouts pour faire du marché une véritable locomotive commerciale et sociale. Et c'est pour ces raisons que je continue à penser qu'il faut avoir le courage d'ouvrir le débat sur son mode de gestion. J'ai toujours défendu l'idée d'une délégation de service public. Je parle d'une délégation moderne, ambitieuse et exigeante, avec un cahier des charges extrêmement précis. La délégation doit fixer des objectifs de fréquentation, de remplissage des emplacements vacants. La délégation doit imposer une diversification commerciale, prévoir des animations régulières, exiger des actions de communication, comporter des indicateurs de performance.
Surtout, la délégation doit être assortie de sanctions lorsque les engagements ne sont pas respectés. Car il ne s'agit pas de transférer un problème à un opérateur privé, mais il s'agit d'obtenir enfin des résultats concrets pour les habitants et pour les commerçants.
Je crois sincèrement que nous devons repenser entièrement notre marché, retrouver un marché populaire, retrouver un marché accessible à toutes les familles, retrouver un marché où l'on vient faire ses courses, mais aussi échanger, rencontrer, vivre dans sa ville, retrouver un marché qui redevienne une fierté locale.

Le compte financier unique, que nous examinons aujourd'hui, doit être l'occasion d'engager cette réflexion de fond. Parce qu'au-delà des chiffres, la vraie question est simple. Voulons-nous continuer à gérer le déclin ou voulons-nous construire la renaissance du marché forain ? Pour ma part, j'ai fait mon choix. Cela a été fait dans l'idée d'une DSP. Nous devons engager une réflexion ambitieuse pour redonner à ce marché l'attractivité et la vitalité de l'âme qu'il a progressivement perdue au fil des années.

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Je rejoins M. Khiar. Sur les trois dernières années, la subvention d'équilibre de la Ville est de 247 000 euros par an et les recettes de droits de place sont en baisse. L'équipe municipale s'interroge sur le mode de gestion du marché. On engage une réflexion pour changer ce mode de gestion et le passer en délégation de service public.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des explications de vote ? Non. On partage certaines réflexions que vous avez livrées ce soir, monsieur Khiar. Cela étant, cette délibération concerne un budget annexe dans le cadre du fonctionnement actuel du marché forain que l'on doit adopter collectivement. Pour ce qui concerne les annonces futures sur l'organisation du marché, les prochaines délibérations arriveront, je l'espère, prochainement. Les services travaillent en lien avec l'Adjoint au Maire en charge du commerce pour faire des propositions, notamment sur une délégation de service public, pour répondre aux besoins financiers que vous avez soulevés à juste titre, comme l'a fait Mme Marenati. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 32 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, M. FERRETTI)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-075. FINANCES. – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE. – CORRECTION DU RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE, DU FAIT DE L'APUREMENT DU COMPTE 1069 (2/10)

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, depuis janvier 2024, la commune a adopté la nomenclature budgétaire et comptable M57. Dans les prérequis, il était demandé à la commune d'apurer le compte 1069, intitulé « reprise 1997 sur les excédents capitalisés, neutralisation de l'excédent des charges sur les produits ». Ce compte avait été mouvementé lors de la mise en place de la nomenclature précédente M14 qui permettait de neutraliser l'incidence sur les rattachements de charges et produits à l'exercice.
En 2023, le Conseil municipal a décidé d'apurer ce compte 1069 par un apurement échelonné sur 10 années, soit 1/10e par an, pour le montant du solde débiteur de ce compte, qui s'élevait à 642 940,38 euros. Il est proposé de procéder à la correction du résultat d'investissement 2025 du fait de son apurement par 1/10e pour la deuxième annuité. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la correction des résultats de la section d'investissement du compte financier unique 2025 précédemment adopté et d'ajouter 1/10e du montant à apurer au compte de résultat de la section d'investissement pour le budget 2026. Cela permet de porter à 455 345,52 euros le montant du compte à reporter en recettes au niveau du résultat cumulé en section d'investissement. Ce rapport a reçu un avis favorable à l'unanimité en 1ère Commission.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions concernant cette délibération ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je vous propose de mettre aux voix cette délibération.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 32 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR, Mme SARTORI, M. FERRETTI)
Abstention : 2 (M. TRAORÉ, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-076. FINANCES. – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE. – AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2025

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, l'affectation anticipée des résultats 2025 a été adoptée en avril 2026 dès l'adoption du budget primitif 2026. Cette reprise anticipée constituait une prévision jusqu'à la production d'une délibération d'affectation définitive des résultats qui intervient après le vote du compte financier unique 2025. Les résultats définitifs du budget principal de la Ville pour l'exercice 2025 permettent de constater un solde excédentaire de 519 639,56 euros, auquel on ajoute l'apurement précédemment voté du compte 1069 pour 64 294,01 euros. Le solde cumulé de résultats excédentaires pour la section d'investissement est ainsi de 455 345,52 euros. Il est proposé au Conseil municipal d'affecter également le solde excédentaire de la section de fonctionnement pour 3 591 931,23 euros, au compte 002, résultat de fonctionnement reporté en recette de fonctionnement. La 1ère Commission a donné 6 avis favorables et une abstention à ce rapport.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions concernant cette délibération ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 28 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI)
Contre : 1 (Mme SARTORI)
Abstention : 5 (M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, M. KHIAR)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-077. FINANCES. – BUDGET ANNEXE « MARCHE FORAIN ». – AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2025

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, il convient d'affecter définitivement les résultats de l'exercice 2025 pour le budget annexe « marché forain ». La reprise anticipée des résultats a été votée lors de l'adoption du budget primitif 2026. Les résultats définitifs du budget annexe « marché forain » 2025 sont conformes aux résultats prévisionnels et permettent de constater un solde excédentaire de 1 238,77 euros en section d'investissement et un solde excédentaire de 62 709,81 euros en section de fonctionnement. La Commission a rendu 6 avis favorables et une abstention à ce rapport.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 28 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI)
Abstention : 6 (M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-078. FINANCES. – BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES DE L'ANNEE 2025

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales impose de présenter le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire de la commune.
Au niveau des acquisitions de biens immobiliers en 2025, il n'y en a pas eu sur le territoire de la commune.
En revanche, une cession a été réalisée en 2025, celle d'un terrain pour 1,6 million d'euros.
Il est demandé au Conseil municipal d'approuver le bilan des acquisitions et cessions du patrimoine de l'année 2025. Ce rapport a reçu un avis favorable à l'unanimité en 1ère Commission.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Non. Y a-t-il des explications de vote ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Dans cette délibération, nous parlons évidemment de la cession immobilière sur l'année 2025, mais qui était en amont, me semble-t-il, en 2024, concernant le 4 places Jean-Jaurès. Je resterai cohérent avec mes décisions dans l'ancienne mandature. Même si mon vote est symbolique, je voterai contre. Ce sujet a été très longuement débattu au sein de cette assemblée.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Je n'étais pas élue à ce moment. J'entends qu'il faille valider le rapport. Je souhaite aussi montrer mon mécontentement face à la décision qui a été prise précédemment. Je vais voter contre également.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Il me semble qu'il s'agit d'une prise d'acte.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il s'agit d'un bilan annuel des opérations immobilières de la commune de 2025. Ce n'est pas une décision. C'est un bilan de ce qui a été décidé en 2025. Il y a un vote. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Contre : 2 (Mme YEHYA, M. KHIAR)
Abstention : 1 (Mme SARTORI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-079. FINANCES. – RAPPORT RELATIF A L'UTILISATION DE LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE ET DE COHESION SOCIALE (DSU). – EXERCICE 2025

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, conformément à l'article L. 2334-15 du CGCT, la Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, créée en 1991, a pour objet de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les communes urbaines confrontées à une insuffisance de leurs ressources et supportant des charges élevées. En 2025, la Ville du Kremlin-Bicêtre a bénéficié d'une attribution de 672 719 euros. Le rapport qui vous est présenté retrace le bilan de l'ensemble des actions menées en matière de développement social et urbain au cours de l'année 2025, déduction faite des subventions obtenues. Le Conseil municipal est invité à prendre acte de ces diverses actions. En Commission, il y a eu un avis favorable.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Ce rapport et le prochain sont des prises d'acte. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je vous propose de voter pour prendre acte de ce rapport.

Résultat du vote (prise d'acte)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE,

M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA, M. KHIAR, Mme SARTORI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il est pris acte à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-080. FINANCES. – RAPPORT RELATIF A L'UTILISATION DU FONDS DE SOLIDARITE DES COMMUNES DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE (FSRIF). – EXERCICE 2025

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, la commune doit présenter le rapport pour le Fonds de solidarité des communes de la Région Île-de-France pour l'exercice 2025 avant la fin du 2e trimestre qui suit la clôture de l'exercice. Pour l'exercice 2025, notre Ville a bénéficié d'une attribution de 988 052 euros. Pour rappel, ce Fonds contribue à améliorer les conditions de vie dans les communes urbaines d'Île-de-France supportant des charges particulières au regard des besoins sociaux de leur population sans disposer de ressources fiscales suffisantes. Il est donc demandé au Conseil municipal de prendre acte de ces actions.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Il y a un article unique qui nous impose de prendre acte du rapport.

Résultat du vote (prise d'acte)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA, M. KHIAR, Mme SARTORI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il est pris acte à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-081. FINANCES. – APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2025 DE LA CAISSE DES ECOLES

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, à compter de l'exercice 2025, la Caisse des écoles de la commune du Kremlin-Bicêtre a été mise en sommeil. Après trois années sans opérations de dépenses ou de recettes, cet établissement public pourra être dissous par délibération du Conseil municipal. Pendant les trois années de mise en sommeil, les comptes de gestion établis par la Comptable publique doivent être produits et approuvés annuellement par le Conseil municipal. En 2025, aucune dépense ou recette n'a été réalisée, hormis deux opérations comptables enregistrées. Le compte de gestion établi par la Comptable publique constate l'absence d'opérations budgétaires de dépenses et de recettes, constate l'enregistrement de deux opérations comptables, présente un solde de trésorerie de 58 790,77 euros et un résultat de clôture 2025 identique à celui de 2024, avec un excédent d'investissement de 55 875,48 euros, un excédent de fonctionnement de 11 459,51 euros. Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte du compte de gestion 2025 de la Caisse des écoles du Kremlin-Bicêtre et de déclarer qu'il n'appelle ni observation ni réserve. La 1ère Commission a rendu un avis favorable à l'unanimité.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions sur cette délibération ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je vous propose de prendre acte. Je mets aux voix.

Résultat du vote (prise d'acte)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA, M. KHIAR, Mme SARTORI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il est pris acte à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-082. FINANCES. – OCTROI DE LA GARANTIE A CERTAINS CREANCIERS DE L'AGENCE FRANCE LOCALE (AFL). – ANNEE 2026

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, l'Agence France locale est une banque publique créée en 2013 par et pour les collectivités. Elle permet d'octroyer à ses membres des prêts bancaires classiques. Dans ce cadre, les collectivités territoriales sont autorisées à garantir l'intégralité des engagements de l'AFL dans la limite de leur encours de dettes auprès d'elle. La commune du Kremlin-Bicêtre est adhérente du groupe Agence France locale depuis 2018. Chaque année, la commune doit adopter une délibération-cadre qui lui permet ensuite de signer le ou les engagements de garantie qui seront édités dans l'année au moment de la contractualisation d'un crédit auprès de cet organisme, le cas échéant. L'objet de la délibération présente est donc de garantir les engagements de l'Agence France locale dans les conditions et limites décrites dans le rapport afin de sécuriser une source de financement pérenne et dédiée aux membres. Ce rapport a reçu un avis favorable à l'unanimité de la Commission.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA, M. KHIAR, Mme SARTORI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-083. ASSEMBLEE. – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE L'AGENCE FRANCE LOCALE

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Dans la continuité de la délibération précédente, nous devons désigner un représentant titulaire et suppléant du Conseil municipal au sein de l'Agence France locale. Nous proposons Mme Cécile Marenati, en cohérence avec sa charge, en tant que titulaire et M. Hamza Guessine en tant que suppléant. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 29 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. KHIAR, M. FERRETTI)
Abstention : 5 (M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA, Mme SARTORI)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-084. ÉDUCATION. – APPROBATION DE LA CONVENTION TRIENNALE AVEC L'OGEC JEANNE-D'ARC

Amandine MADDI, Maire-Adjointe en charge des affaires scolaires, de l'éducation et de la parentalité *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, mes chers collègues, mesdames, messieurs, la délibération qui vous est présentée aujourd'hui porte sur l'approbation du renouvellement de la convention triennale entre la Ville du Kremlin-Bicêtre et l'Organisme de gestion de l'enseignement catholique de l'école Jeanne-d'Arc (OGEC).
En application de l'article L. 442-5 du Code de l'éducation, les dépenses de fonctionnement des classes des écoles privées sous contrat sont prises en charge par les communes dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public. Cette convention, qui s'inscrit dans la continuité du partenariat existant, fixe

pour les trois prochaines années les modalités de participation de la commune aux dépenses de fonctionnement de l'établissement, conformément aux dispositions du Code de l'éducation. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver cette convention.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
J'aimerais savoir s'il y a une augmentation de cette subvention. Combien y a-t-il d'enfants assujettis à cette convention ?

Amandine MADDI, Maire-Adjointe en charge des affaires scolaires, de l'éducation et de la parentalité *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Pour les enfants des classes élémentaires, la subvention passe à 1 073 euros par enfant au lieu de 953,77 euros précédemment. Pour les enfants de classes maternelles, la subvention passe à 1 196 euros au lieu de 1 063,15 euros précédemment. Il y a 61 élèves kremlinois en maternelle actuellement et 157 élèves kremlinois en élémentaire.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des explications de vote ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Je suis un peu gênée par rapport à cette convention. J'entends que cela rentre dans le cadre légal bien entendu. Je vais quand même me permettre de donner mon avis un peu général, même si je sais que ce n'est pas uniquement la Ville qui prend la décision. Au niveau de l'éducation des enfants, on est dans une situation qui est assez dramatique actuellement, avec une baisse des postes d'enseignants qui a encore été votée dans le cadre du dernier budget annuel de l'État pour 2026. J'entends que l'on nous dit parfois que l'éducation publique est dégradée parce qu'il y a un manque de moyens. Pour autant, je reste fermement convaincue que l'école publique, ce qu'illustre parfaitement notre République, permet à tout un chacun d'avoir les mêmes conditions d'études et d'éducation, ainsi que de pouvoir bénéficier de l'ascenseur social. J'ai donc un véritable problème avec le fait de subventionner des établissements privés – catholiques, qui plus est, sur un aspect autour de la laïcité. J'ai davantage un problème avec la hausse des montants alloués sur le budget de la Ville. Je n'ai pas de position dogmatique à l'heure actuelle sur le fait qu'il faudrait fermer toutes les écoles privées. Bien entendu, il faut accueillir les personnes. Je tiens à préciser que je trouve cela assez désolant de constater qu'une décision étatique vise à fermer trois classes maternelles au niveau du Kremlin-Bicêtre et que, par contre, on utilise nos impôts pour financer davantage les écoles privées. Je voterai contre.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
J'apporte une précision pour les débats des prochaines délibérations. Vous aviez l'occasion de faire une explication de vote, mais il s'agissait davantage d'une intervention que d'une explication de vote. Après une explication de vote, étant donné que le rapporteur s'est prononcé, on n'a pas le droit de répondre, conformément au règlement intérieur.

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Excusez-moi, monsieur le Maire, en fait, je voulais rebondir sur la question de M. Khiar. Je pense que l'augmentation est due à l'inflation. Je vais voter pour.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 29 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Contre : 4 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme SARTORI)
Abstention : 1 (M. KHIAR)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-085. ASSEMBLEE. – CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (CDSP). – DESIGNATION DE SES MEMBRES ET ABROGATION DES DELIBERATIONS N° 2026-044 ET 2026-045

Lionel ZINCIROGLU, Maire

Il s'agit de constituer la Commission de délégation de service public, d'en désigner les membres et d'abroger les précédentes délibérations. C'est une désignation dans les règles de la représentation proportionnelle. En premier lieu, je vous propose de voter de manière unanime pour que l'on puisse désigner ces membres par un vote à main levée et nous éviter un bulletin à vote secret.

Résultat du vote (vote à main levée)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous pouvons donc voter à main levée. Nous devons procéder à la constitution de listes. Je vous propose une liste commune en laissant la 5e place, titulaire et suppléant, à l'opposition, ce qui donnera la même chose en cas de dépôt de liste. Si vous acceptez, on peut vous accorder une rapide suspension de séance pour en discuter.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Nous demandons une suspension de séance.

De 23 heures 02 à 23 heures 07 : suspension de séance.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La séance est reprise.
Nous vous avons fait la proposition de déposer une liste commune. Acceptez-vous cette proposition ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Cette proposition est acceptée. Nous proposons Toufik Khiar comme titulaire et Raphaël Ferretti comme suppléant.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je vous donne lecture de la liste commune :
– 5 titulaires : Cédric Thépaut, Cécile Marenati, Sandra Drané, Jean-Pierre Ruggieri et Toufik Khiar.
–5 suppléants : Antoine Becquart, Laurence Danibo, Jean-Pascal Lanuit, Latifa El Krete et Raphaël Ferretti.
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote (délibération n° 2026-085)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-086. ASSEMBLEE. – DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES VILLES DES CLUBS COUP DE POUCE CLÉ

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il s'agit de désigner un représentant de la commune dans l'Association nationale des villes des Clubs Coup de pouce CLÉ. Je propose la candidature de Mme Amandine Maddi. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Abstention : 3 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-087. ASSEMBLEE. – DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU COMITE DIRECTEUR DES FRANCAS DU VAL-DE-MARNE

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il s'agit de désigner le représentant du Conseil municipal au Comité directeur des Francas. Nous proposons la candidature de Mme Amandine Maddi. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Abstention : 3 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-088. ASSEMBLEE. – DESIGNATION DE REPRESENTANTS AU SEIN DE L'ASSOCIATION VACANCES VOYAGES LOISIRS (VVL)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il s'agit de désigner les représentants de la commune au sein de l'Association Vacances Voyages Loisirs (VVL). Nous proposons la désignation de M. Boubacar Siby en titulaire et de Mme Amandine Maddi en suppléante. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Abstention : 3 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-089. ASSEMBLEE. – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CENTRE HOSPITALIER TERRITORIAL DU GROUPE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE « AP-HP UNIVERSITE PARIS-SACLAY »

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Chers collègues, cette délibération a pour objet la désignation des représentants du Conseil municipal au sein du Centre hospitalier AP-HP Université Paris-Saclay. Nous vous proposons de désigner Lionel Zinciroglu comme titulaire et Yasser Issilame comme suppléant. Pour voter à main levée, nous devons décider à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret.

Résultat du vote (vote à main levée)
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. TRAORÉ, M. FERRETTI, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme SARTORI, M. KHIAR)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Le vote à main levée est adopté à l'unanimité. Y a-t-il des interventions sur la délibération ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix la délibération.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 29 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Abstention : 5 (Mme SARTORI, M. KHIAR, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-090. ASSEMBLEE. – DESIGNATION D'UN MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION STEPHANE LAMART

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Par cette délibération, il s'agit de désigner un membre du Conseil municipal au sein du Conseil d'administration de la Fondation Stéphane Lamart. Nous proposons la candidature de Mme Aude Lalis. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je soumets au vote.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Abstention : 3 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-091. DESIGNATION DE REPRESENTANTS AU SEIN DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES ELUS EN CHARGE DU SPORT (ANDES)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Par cette délibération, il s'agit de désigner les représentants de la commune au sein de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES). Nous proposons Mélanie Cousin en titulaire et Boubacar Siby en suppléant. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Abstention : 3 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-092. ASSEMBLEE. – DESIGNATION D'UN MEMBRE TITULAIRE ET D'UN MEMBRE SUPPLEANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA MAISON COMMUNE DES ADDICTIONS, DES TROUBLES MENTAUX ET DE LA SANTE 94 OUEST (MCATMS)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Par cette délibération, il s'agit de désigner un titulaire et un suppléant au Conseil d'administration de la Maison commune des addictions, des troubles mentaux et de la santé 94 ouest. Nous proposons Mme Mounia Bensettiti en tant que titulaire et Mme Clarelle Zafimaro en tant que suppléante. Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 31 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. TRAORÉ, M. FERRETTI)
Abstention : 3 (Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-093. ASSEMBLEE. – DESIGNATION DE MONSIEUR LE MAIRE EN QUALITE D'ADMINISTRATEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUX ASSEMBLEES GENERALES DE LOGIAL-COOP

Laurence COUTO, Maire-Adjointe en charge du logement, de l'habitat, de la lutte contre l'habitat indigne et de la relation avec les bailleurs sociaux *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames et messieurs, cette délibération a pour objet la désignation de M. le Maire en qualité d'administrateur du Conseil d'administration et aux assemblées générales de Logial-Coop. Elle intervient à la suite du renouvellement intégral du Conseil municipal. Je vous propose donc de désigner M. le Maire, Lionel Zinciroglu, en qualité de représentant permanent de la Ville du Kremlin-Bicêtre, siégeant en qualité d'administrateur au Conseil d'administration de Logial-Coop, de désigner M. le Maire, Lionel Zinciroglu, en qualité de représentant aux Assemblées générales de Logial-Coop.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 30 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI)
Abstention : 4 (M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-094. COHESION SOCIALE. – RENOUVELLEMENT DE L'ADHESION DU CENTRE SOCIAL GERMAINE-TILLION A L'ASSOCIATION CULTURE DU CŒUR. – ANNEE 2026

Latifa EL KRETE, Maire-Adjointe en charge des seniors, du lien intergénérationnel, du bien-être et de la cohésion sociale *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, mes chers collègues, mesdames et messieurs, cette délibération vise à renouveler l'adhésion du Centre social Germaine-Tillion à l'association Culture du Cœur pour l'année 2026. Culture du Cœur est une association qui agit en faveur de l'accès à la culture, aux sports et aux loisirs pour les personnes qui en sont les plus éloignées, notamment pour des raisons économiques et sociales. Cette adhésion s'inscrit pleinement dans les missions du Centre social Germaine-Tillion. Concrètement, grâce à ce partenariat, le Centre social organise chaque semaine une permanence dédiée à l'association Culture du Cœur.

Les habitants peuvent ainsi être accompagnés dans les réservations de places gratuites pour des spectacles, des expositions, des séances de cinéma, des événements sportifs ou encore des ateliers culturels. Ce dispositif répond à un véritable besoin sur notre territoire puisque 115 foyers en ont bénéficié en 2025. Au-delà de l'accès à la culture, ces actions participent à la lutte contre l'isolement, favorisent l'ouverture culturelle et permettent de développer le lien social. L'association propose également des formations aux professionnels et aux bénévoles afin d'améliorer la qualité de l'accompagnement proposé aux habitants. Le montant de la cotisation pour l'année 2026 est de 135 euros. Il est donc proposé au Conseil municipal de renouveler cette adhésion afin de poursuivre ce partenariat qui contribue concrètement à rendre la culture, le sport et le loisir accessibles au plus grand nombre.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-095. Cohesion sociale. – Renouvellement de l'adhesion du Centre social Germaine-Tillion a la Federation des centres sociaux du Val-de-Marne (FDCS 94). – Annee 2026

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La rapporteure du rapport est Mme Latifa El Krete, en remplacement de Mme Mounia Bensettiti.

Latifa EL KRETE, Maire-Adjointe en charge des seniors, du lien intergénérationnel, du bien-être et de la cohésion sociale *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames et messieurs, cette délibération porte sur le renouvellement de l'adhésion du Centre social Germaine-Tillion à la FDCS. Cette adhésion existe depuis 2017 et s'inscrit dans le cadre du fonctionnement du Centre social, ainsi que son intégration au Réseau départemental des centres sociaux. La Fédération regroupe aujourd'hui 39 centres sociaux et 4 espaces de vie sociale dans le Val-de-Marne. Cette adhésion permet au Centre social Germaine-Tillion de bénéficier d'un accompagnement technique et méthodologique, de formations destinées aux professionnels et aux bénévoles, d'échanges de pratiques, ainsi que d'un appui dans la conduite de ses projets. Elle permet également au Centre social de s'inscrire dans une dynamique départementale d'échanges, de pratiques et de coopérations entre structures.
Pour l'année 2026, le montant de la cotisation s'élève à 2 557,42 euros, toutes taxes comprises, conformément au mode de calcul actuellement en vigueur.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-096. Solidarites. – Renouvellement du Conseil consultatif des seniors

Latifa EL KRETE, Maire-Adjointe en charge des seniors, du lien intergénérationnel, du bien-être et de la cohésion sociale *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames et messieurs, cette délibération vise à renouveler le Conseil consultatif des seniors (CCS) pour la durée de la mandature et à approuver sa nouvelle charte de fonctionnement.

Créé en 2004, le CCS est une instance de concertation, de réflexion et de proposition qui permet aux seniors kremlinois de participer à la vie de notre commune et de faire entendre leur voix sur les sujets qui les concernent. Ce renouvellement est l'occasion d'impulser une nouvelle dynamique à cette instance, notamment à travers un nouvel appel à candidatures ouvert aux seniors et une charte qui précise ses missions et ses modalités de fonctionnement. Le CCS est composé de 24 membres représentant les trois quartiers, soit huit membres par quartier (Mairie/avenue de Fontainebleau, Les Barnufles/cœur de ville, Les Martinets/Le Plateau). Le CCS a pour vocation de formuler des avis, des propositions et de relayer les attentes des seniors afin d'enrichir la réflexion et les actions menées par la Ville en leur faveur.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions pour cette délibération ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-097. SPORTS. – VERSEMENTS DU SOLDE DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES LOCALES. – EXERCICE 2026

Boubacar SIBY, Maire-Adjoint en charge des sports, de la jeunesse et de la vie associative *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Mesdames, messieurs, chers collègues, la délibération qui vous est présentée concerne le versement du solde des subventions aux associations sportives de la commune. Ces suspensions s'inscrivent dans le cadre du partenariat établi entre la Ville et le tissu associatif sportif local. Elles permettent de soutenir les associations dans leur activité quotidienne, de favoriser l'accès au plus grand nombre à la pratique sportive et de contribuer aux dynamismes sportifs du territoire. Le versement du solde intervient après examen des éléments administratifs et financiers transmis par les associations, conformément aux engagements prévus dans les conventions de fonctionnement qui encadrent les relations entre la Ville et les clubs sportifs.
Pour rappel, la convention de fonctionnement est structurée en 4 titres et comprend 19 articles. Elle définit les engagements réciproques de la Ville et de l'association, les modalités de mise à disposition des équipements municipaux, les obligations du club ainsi que les dispositions financières et administratives applicables. Elle est complétée par la Charte des sports, organisée en 4 titres et comprenant 14 articles qui fixent les principes, les valeurs et les engagements partagés entre la Ville, les associations sportives et les différents acteurs du mouvement sportif local.
Les versements en juin 2026, à la suite des évaluations, sont les suivants :
– CSAKB : 94 200 euros,
– USKB : 18 150 euros,
– KB Futsal : 16 125 euros.
Le total des versements est de 128 475 euros. Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver l'attribution des soldes des subventions pour le CSAKB, l'USKB et le KB Futsal, et d'en permettre le versement.
Monsieur le Maire, puis-je rajouter une note d'information ? Les équipements sportifs sont actuellement fermés en raison du pic de fortes chaleurs annoncées ainsi que du pic de pollution. Cette décision fait suite aux recommandations transmises par l'Agence régionale de santé afin de préserver la santé et la sécurité des usagers. Cette mesure illustre également l'engagement de l'équipe municipale qui veille au quotidien à la protection et à la santé des Kremlinois en prenant les décisions nécessaires pour garantir leur sécurité.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Cédric THÉPAUT, Maire-Adjoint en charge du commerce, de l'attractivité économique, de l'emploi, du marché et de la petite enfance *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Je ne prendrai pas part au vote, car je fais partie du CSAKB.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
J'aimerais savoir pourquoi la subvention aux associations locales n'est pas inscrite à l'ordre du jour de ce Conseil. Vous avez décidé de reporter ce point. En avez-vous informé les associations locales, notamment lors de la réunion d'information qui a eu lieu cette semaine ?
On a parlé des mesures prises dans le cadre de la canicule. Qu'en est-il dans les écoles ? Les parents nous font déjà remonter qu'il n'y a pas assez de mesures prises pour les enfants.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je vais laisser M. Siby répondre concernant les associations. Pour ce qui concerne les écoles, cela a fait l'objet d'un point d'information en début de séance.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
On m'a prévenue en séance que la situation était compliquée dans les écoles et qu'il n'y avait pas de mesures prises par la municipalité pour les enfants. Il faut que les personnes qui regarderont demain le Conseil municipal connaissent l'ensemble du dispositif canicule pour les enfants de la ville.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Les directions vont prendre les dispositions, notamment concernant la garde des enfants à la maison. La Ville ne peut pas le faire. Pour ce qui concerne les dispositions à prendre par la Ville, cela correspond à ce que j'ai dit en début de séance concernant le plan canicule. On agit en fonction des moyens dont on a hérité, ce que vous maîtrisez parfaitement. Monsieur Siby, je vous laisse répondre concernant les associations.

Boubacar SIBY, Maire-Adjoint en charge des sports, de la jeunesse et de la vie associative *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Concernant les associations, lors de la réunion interassociation, nous avons expliqué la problématique d'un départ au Service vie associative. Il y a eu un mauvais timing pour prendre les appels à projets. Ils ont été décalés au prochain Conseil municipal de septembre.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Ne prend pas part au vote : 1 (M. THÉPAUT)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-098. CULTURE. – VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION A L'ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES SOCIO-EDUCATIVES (ADASE). – EXERCICE 2026

Jean-Pascal LANUIT, Maire-Adjoint en charge de la culture, des mémoires et des anciens combattants *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Il est proposé au Conseil municipal de délibérer sur le versement du solde de subvention à l'ADASE. Vous avez déjà examiné le second versement. Il s'agit en l'occurrence du dernier versement de la dernière tranche. Ce versement doit avoir lieu en juin après une analyse des engagements de l'association pour le développement des activités socio-éducatives. Ces engagements ont été regardés par rapport à sept critères qui se trouvent dans la convention et qui ont été validés par cette association. Il est proposé de procéder au versement de 18 375 euros, soit 30 % de l'ensemble de la subvention annuelle.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme YEHYA, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-099. RESSOURCES HUMAINES. – MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET CREATION D'EMPLOIS SAISONNIERS

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Chers collègues, cette délibération porte sur la mise à jour du tableau des effectifs de la Ville à compter du 1er juillet 2026, ainsi que sur la création d'emplois saisonniers pour la période estivale. Comme la réglementation nous y oblige, le tableau des effectifs recense l'ensemble des emplois permanents de la collectivité. Après cette actualisation, le nombre total de postes budgétaires permanents s'élève à 738.
Par ailleurs, afin d'assurer le bon déroulement des activités estivales et de répondre aux besoins saisonniers de la collectivité, il est proposé de créer, pour la période du 1er juillet au 31 août 2026, 4 postes d'adjoint d'animation pour les Estivales, 8 postes d'adjoint administratifs et 18 postes d'adjoints techniques.
Je vous propose d'adopter ce tableau des effectifs mis à jour et d'approuver la création de ces emplois saisonniers.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Je vous remercie, monsieur Ruggieri, pour la présentation de votre rapport. Pendant les périodes estivales, la Ville recrute des vacataires. Dans la précédente mandature, nous privilégions de jeunes Kremlinois à la recherche d'un emploi. Je voudrais savoir si vous vous inscrivez dans cette continuité pour faire en sorte que de jeunes Kremlinois, pendant l'été, aient accès à des emplois. Je voterai pour la délibération.

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
C'est notre objectif et notre souhait. Nous avons fait passer à l'administration la consigne de privilégier les jeunes Kremlinois pour ces emplois saisonniers.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 33 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Abstention : 1 (Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-100. RESSOURCES HUMAINES. – FIXATION DES CONDITIONS DE REMUNERATION ET D'EMPLOI DES ASSISTANTES MATERNELLES EMPLOYEES PAR LA VILLE

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
La Ville souhaite mettre à jour les conditions d'emploi et de rémunération des assistantes maternelles dans le cadre de son service des crèches familiales. L'objectif de cette délibération est de clarifier les modalités de rémunération, d'harmoniser les pratiques avec celles des autres collectivités locales et d'améliorer l'attractivité du métier. Cette actualisation permet d'offrir un cadre plus transparent et plus sécurisant pour les professionnels et pour la collectivité. Il est donc proposé d'adopter une nouvelle délibération fixant les conditions d'emploi et de rémunération des assistantes maternelles en remplacement des dispositions antérieures. Sachez que nous avons, à ce jour, 11 postes budgétaires d'assistantes maternelles pour 31 enfants accueillis.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des demandes d'intervention ? Non. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA)

Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est approuvée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-101. RESSOURCES HUMAINES. – INSTITUTION D'UNE INDEMNITE HORAIRE POUR TRAVAIL NORMAL DE NUIT, DU DIMANCHE ET DES JOURS FERIES AU PROFIT DES AGENTS TERRITORIAUX

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
La délibération qui vous est proposée vise à instituer une indemnité horaire pour le travail effectué la nuit, le dimanche et les jours fériés par les agents de notre collectivité. Derrière cette délibération, il y a une réalité simple. Le service public communal ne s'arrête pas aux horaires de bureau. Des agents sont régulièrement mobilisés pour assurer des missions indispensables aux habitants lors d'événements, de manifestations, de cérémonies, d'activités sportives ou culturelles, parfois le soir, parfois le week-end, parfois les jours fériés. Ces contraintes particulières sont reconnues par les textes de la fonction publique territoriale qui prévoient l'attribution d'indemnités spécifiques.
Pourtant, notre commune n'avait jusqu'à présent jamais formalisé ce dispositif par une délibération. Il nous appartient aujourd'hui de combler cette lacune et de mettre notre collectivité en conformité avec le cadre réglementaire existant. Cette délibération permet ainsi de définir les agents bénéficiaires, de fixer les montants prévus par les textes nationaux pour le travail de nuit, ainsi que pour le travail du dimanche et des jours fériés, d'encadrer les conditions d'attribution et de préciser les modalités de versement.
Je souhaite souligner que cette mesure ne constitue pas seulement une formalité administrative. Elle traduit également notre volonté de reconnaître l'engagement des agents qui contribuent, parfois en dehors des horaires habituels, à la continuité et à la qualité du service public local. Même si les montants sont fixés par la réglementation nationale et demeurent modestes, il nous paraît important que les droits ouverts par les textes soient effectivement appliqués au sein de notre collectivité.
Enfin, je précise que cette délibération a reçu un avis favorable du Comité social territorial.
Pour l'ensemble de ces raisons, je vous invite à adopter cette délibération.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Monsieur le Maire, chers collègues, monsieur le Premier adjoint, comment faisait-on auparavant ? S'agissait-il de récupérations ?

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
On agissait de la même manière, mais il n'y avait pas de délibération qui clarifiait la situation. Les agents de la Ville étaient rémunérés, comme ils le seront prochainement après cette délibération. Il fallait tout simplement mettre à jour cette situation.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Mon intervention sera rapide. Je vais voter pour cette délibération. Je voulais aussi appuyer les propos tenus par M. le Premier Adjoint. Quand on est agent territorial, on a souvent besoin d'être au plus près des besoins des habitants et des habitantes. De fait, on n'a pas des horaires traditionnels de bureau, contrairement à ce que certains peuvent dire sur les fonctionnaires. Cela me permet notamment de remercier, au-delà des agents qui ont participé à organiser ce Conseil municipal, les personnes qui sont présentes avec nous ce soir malgré la chaleur et l'horaire.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous nous associons à vos remerciements aux agents. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est approuvée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-102. RESSOURCES HUMAINES. – COMPOSITION DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL ET DE SA FORMATION SPECIALISEE COMMUNS A LA COMMUNE DU KREMLIN-BICETRE ET SON CCAS. – VALIDATION DU PROTOCOLE D'ACCORD PRE-ELECTORAL

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Cette délibération vise, à l'occasion des futures élections professionnelles prévues le 10 décembre 2026, à préparer le renouvellement du Comité social territorial commun à la Ville du Kremlin-Bicêtre et à son CCAS. Le CST, je le rappelle, constitue l'instance de dialogue social entre la collectivité et les représentants du personnel. Après consultation des organisations syndicales représentatives, il est proposé de maintenir l'organisation actuelle adoptée, me semble-t-il, en 2020. Ainsi, il est proposé :
– 6 représentants titulaires du personnel et 6 suppléants au sein du CST,
– 6 représentants titulaires et 6 suppléants au sein de la formation spécialisée,
– 6 représentants titulaires de la collectivité et 6 suppléants dans chacune de ces instances afin de conserver le principe du paritarisme,
– le maintien du recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur toutes les questions soumises à ces instances.
La délibération prend également acte du protocole d'accord préélectoral élaboré avec les organisations syndicales. Je vous rappelle que trois organisations syndicales sont représentées au sein du CST (Force ouvrière, CGT et CFDT).
Cette délibération va fixer les modalités d'organisation des élections professionnelles du 10 décembre 2026. Le Conseil est invité à voter les six articles de la délibération que je vous ai présentés.

23 heures 39 : arrivée de M. PARQUE-BATARD.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Serait-il possible d'avoir accès aux comptes-rendus et procès-verbaux des différents CST qui se réunissent afin de pouvoir prendre acte des échanges, des décisions prises, etc. ?

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Après avoir posé la question à Mme Lefort, je vous réponds avec assurance que, oui, vous pourrez obtenir ces informations. C'est même une obligation de la collectivité que de les transmettre.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET, Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est approuvée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-103. STATIONNEMENT. – MODIFICATION DES TARIFS DE STATIONNEMENT, DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT ET DES CONDITIONS APPLICABLES AUX USAGERS

Clément PARQUE-BATARD, Maire-Adjoint en charge des voiries, du stationnement, des mobilités et transports, du numérique et de l'innovation *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Mes chers collègues, la délibération qui vous est proposée aujourd'hui concerne l'évolution de notre politique de stationnement sur voirie. Son objectif est simple : protéger les Kremlinoises et Kremlinois. Notre commune, limitrophe de Paris, est particulièrement bien desservie par les transports en commun. Cette situation est un atout, mais elle génère également des phénomènes de stationnement de report que nous constatons quotidiennement. Souvent, et même trop souvent, des véhicules occupent durablement l'espace public au détriment des habitants, des commerces et des visiteurs de courte durée. Notre responsabilité est très claire, c'est :
– défendre les intérêts des Kremlinois et favoriser la rotation des places,
– protéger les Kremlinois qui rentrent chez eux le soir et cherchent une place,
– protéger les Kremlinois qui vivent, travaillent et consomment dans notre ville,
– protéger les Kremlinois qui doivent pouvoir stationner dans leur propre commune.

Je tiens tout d'abord à rappeler que cette délibération ne vise pas à faire payer davantage les habitants. Au contraire. Nous mettons et maintenons les exonérations existantes et nous faisons même évoluer aujourd'hui le forfait résident annuel qui passe de 150 à 130 euros pour tout habitant. C'est une baisse de 13 %. Nous avons donc fait le choix de renforcer notre soutien aux Kremlinois.
En parallèle, nous faisons évoluer le tarif visiteur et le forfait de post-stationnement. Aujourd'hui, un FPS à 17 euros n'est plus suffisamment dissuasif. Dans certains cas, il est devenu même avantageux de ne pas payer le stationnement. Ce n'est pas acceptable. Nous proposons de porter ce FPS à 50 euros pour les automobilistes et à 35 pour les deux et trois-roues motorisés. Je rappelle toutefois que nous n'avons pas fixé ce tarif à 2 heures 30, comme il l'était auparavant. Nous avons donc ajouté une demi-heure supplémentaire de stationnement afin de pouvoir le porter à 3 heures. Ainsi, un usager qui stationnait 2 heures 30 pour 17 euros pourra demain stationner pour la même durée pour 20 euros. L'objectif n'est pas de sanctionner davantage. L'objectif est de rendre le non-paiement moins avantageux que le paiement régulier et de libérer davantage de places pour les habitants.
Au fond, cette délibération repose sur une idée simple. Lorsqu'une place de stationnement se libère au Kremlin-Bicêtre, elle doit tout d'abord bénéficier aux Kremlinoises et Kremlinois. Il s'agit de protéger les Kremlinois dans leur quotidien, protéger les Kremlinois dans leurs déplacements, protéger les Kremlinois dans leurs capacités à stationner dans leur propre ville. Je vous invite à adopter cette délibération.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Merci, monsieur Clément Parque d'avoir présenté la délibération. Juste un point sur la forme : « préserver » est mieux que « protéger ». Il s'agit bien de préserver l'espace public pour permettre aux Kremlinois de stationner. J'ajoute un élément que vous avez oublié. Un travail, qui n'est pas simple, est à faire avec les bailleurs. Il faut sécuriser les parkings. Souvent, les Kremlinois ne prennent pas leur place de parking souterrain et se garent à l'extérieur. C'est un levier sur lequel il faudrait agir. Je voterai favorablement cette délibération.

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Quant à moi, j'ai des réserves concernant cette délibération, notamment sur la forme et la façon dont elle est présentée. On n'a pas de données objectives. On me donne une opinion selon laquelle des automobilistes de villes voisines viennent se garer au Kremlin-Bicêtre. J'attendais des données objectives. Qui vient se garer chez nous ? S'agit-il de patients de l'hôpital Bicêtre, de clients des commerces, de SDF ? Quelques personnes vivent dans leur voiture au Kremlin-Bicêtre. Il n'y a pas d'enquête ou de données sur l'occupation du stationnement au Kremlin-Bicêtre. Cela m'ennuie.
Je n'ai pas de voiture. Quand j'ai vu cela, je me suis dit : heureusement que je n'ai pas de voiture. Je trouve que c'est cher. J'ai entendu les personnes qui ont des voitures me dire que c'est tout à fait entendable. Il y a en effet un problème de stationnement dans la ville. Les montants sont élevés, même celui de 130 euros par an. L'air de rien, c'est cher.
Autre chose, vous mettez au même niveau Paris et Le Kremlin-Bicêtre. Mais le salaire médian n'est pas le même au Kremlin-Bicêtre et à Paris. Ce n'est pas du tout la même chose de payer 130 euros quand on gagne 1 800 euros ou 4 000 euros. Je ne suis pas très emballée par cette proposition. J'aurais préféré qu'il y ait des données et une autre proposition que celle d'augmenter le forfait. Par exemple, il peut s'agir de l'articulation avec les autres modes pour se véhiculer dans la ville, voire les transports en commun, et aussi de l'éventualité d'encourager le covoiturage ou les parkings-relais.
Par ailleurs, je ne vois pas non plus dans cette délibération d'information aux habitants. Vous avez prévu qu'en septembre, les tarifs seront différents pour les gens. Il ne faut pas qu'ils le découvrent en payant, mais un peu avant.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Merci, monsieur le Maire-Adjoint, pour cette présentation. Je serai bref. Un FPS efficace doit être suffisamment dissuasif pour que la fraude ne soit pas plus avantageuse que le paiement du stationnement. Je vous remercie et je salue cette mesure d'équité et de bon sens. Je voterai pour.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Mes chers collègues, je voudrais avoir une position nuancée sur cette délibération. Tout d'abord, soyons honnêtes. Le Kremlin-Bicêtre est une ville de la première couronne et en limite immédiate de Paris. Elle est desservie par plusieurs stations de métro sur les lignes 14 et 7. Elle bénéficie d'une attractivité importante. Nous connaissons tous les difficultés de stationnement que cela engendre. Nous savons également qu'il existe des véhicules ventouses, des stationnements de longue durée et, parfois, des comportements qui pénalisent les habitants qui cherchent simplement à se garer près de chez eux. Sur ce constat, il ne faut pas être dans le déni. Je comprends complètement la volonté de la municipalité de lutter contre ces pratiques et de favoriser la rotation des véhicules. Par ailleurs, il faut reconnaître que les tarifs résidentiels au Kremlin-Bicêtre sont aujourd'hui relativement accessibles, comparés à de nombreuses communes voisines. L'abonnement annuel passerait de 150 à 130 euros, d'après ce que j'ai entendu. Cela représente un coût qui demeure raisonnable pour une ville située aux portes de Paris.
En revanche, là où j'ai davantage d'interrogations, c'est sur le forfait post-stationnement qui passe de 17 à 50 euros pour des véhicules automobiles. Nous parlons tout de même d'une augmentation de près de 200 %, ce qui est considérable.

Il y a des fraudeurs volontaires ou des véhicules ventouses, mais il y a aussi des habitants qui peuvent tout simplement oublier de renouveler leur stationnement, se tromper dans l'application mobile, qui ne fonctionne pas toujours. Pour certaines familles, déjà confrontées à une hausse du coût de la vie, 50 euros représentent une somme importante.
La véritable faiblesse dans notre politique de stationnement depuis des années, ce n'est pas seulement le tarif, mais aussi la communication. Combien de Kremlinois connaissent réellement les avantages du tarif résidentiel ? J'ai été élu pendant pratiquement six ans et je ne le connaissais pas. Je me suis inscrit récemment. Combien savent qu'il existe des abonnements à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année ? Combien connaissent précisément les démarches à effectuer pour bénéficier du statut de résident ? Il faut aller à la Police municipale pour s'enregistrer, mais il y a eu très peu de communication sur ce point. Plusieurs personnes ne connaissent pas ce dispositif. Avant de sanctionner davantage, nous devons nous assurer que l'information est largement diffusée. Je pointe depuis des années un manque de communication. C'est pourquoi je souhaiterais que la Ville accompagne cette réforme par une campagne d'information ambitieuse (courrier aux habitants, affichage renforcé, communication numérique, présence sur les marchés, les équipements publics). L'objectif doit être que chaque Kremlinois connaisse clairement ses droits et les dispositifs qui existent pour éviter de se retrouver confronté à une contravention de 50 euros.
En résumé, je comprends l'objectif poursuivi, monsieur l'Adjoint au Maire – lutter contre le stationnement de reports et protéger les habitants. Je partage une partie du diagnostic, mais je considère que l'augmentation très importante du forfait post-stationnement doit impérativement s'accompagner d'un effort important pour la pédagogie et la communication auprès des habitants.

Anissa AZZOUG-BAILLET *(Groupe Socialiste)*
Merci, monsieur l'Adjoint, pour cette présentation du rapport. L'inconvénient de prendre la parole après tout le monde, c'est qu'on est d'accord ou pas avec beaucoup de ce qui a été dit. Je ne vais pas refaire le film. J'aborde trois points.
Nous voterons favorablement pour cette mesure que nous avons défendue dans notre programme.
Pour aller dans le sens de l'intervention de M. Khiar sur la communication, je pense qu'il y a un loupé en ce sens. J'en prends l'entière responsabilité. Il faut pouvoir communiquer sur ce qui est intéressant, particulièrement à destination des Kremlinois. À mon avis, cela vaudrait le coup de lancer une campagne massive. On aura peut-être l'occasion d'en reparler lors d'un Comité de rédaction du *Mag,* par exemple.
Enfin, je regrette de voir sauter la gratuité du stationnement le dimanche, particulièrement envers les familles et les visiteurs qui viendraient au Kremlin-Bicêtre. Chacun sait qu'avec un marché aussi populaire que le nôtre, les places se font rares. Je ne suis pas convaincue par le fait de faire payer les places disponibles. Pour autant, cela ne nous empêchera pas de voter favorablement.

Jean-Pierre RUGGIERI, Maire-Adjoint en charge de l'écologie, de l'environnement, des espaces verts et du personnel *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Chers collègues, la question qui est posée ce soir dépasse très largement les problématiques tarifaires. Il s'agit de la santé de nos enfants et de nos concitoyens. Derrière le stationnement, il y a la circulation et, derrière la circulation, il y a l'air que nous respirons. Des mesures réalisées à proximité de nos établissements scolaires ont confirmé que les concentrations de particules fines atteignent des niveaux préoccupants aux abords de certaines écoles. Chaque matin, des centaines d'enfants arrivent en classe après avoir respiré un air dégradé. Chaque jour, des personnes âgées, des personnes souffrant de maladies respiratoires ou cardiovasculaires subissent les conséquences d'une pollution dont les effets sont aujourd'hui parfaitement documentés. La pollution de l'air n'est pas une abstraction. Elle est responsable en France de dizaines de milliers de décès prématurés chaque année. (Je fais cette intervention devant des médecins. J'espère que je ne dis pas trop de bêtises.) Elle favorise l'asthme, aggrave les maladies cardiaques, touche plus particulièrement les plus fragiles. C'est, je crois, une question de santé publique majeure.
C'est pourquoi les politiques de mobilité ne peuvent plus être pensées uniquement sous l'angle du stationnement ou de la circulation. Elles doivent être pensées comme des politiques de prévention au même titre que les politiques de santé. Réduire l'afflux de véhicules de report, limiter ce trafic de recherche de stationnement qui représente parfois jusqu'à 30 % de la circulation en ville, c'est réduire des émissions inutiles. C'est moins de bruit, moins de pollution, moins d'embouteillage. C'est aussi davantage de sécurité pour les piétons et davantage de sérénité pour les habitants.
Mais il y a également un enjeu écologique et climatique. Nos rues, nos places, nos trottoirs sont des espaces précieux. Ils ne peuvent pas être entièrement consacrés à des véhicules immobilisés pendant des heures. Reprendre la maîtrise du stationnement, c'est aussi nous donner les moyens de reconquérir progressivement l'espace public pour d'autres usages : davantage d'arbres, davantage de fraîcheur, davantage de pistes cyclables, davantage d'espace pour marcher, jouer, se rencontrer. Car l'adaptation au changement climatique se joue aussi, peut-être surtout, à l'échelle communale. Elle se joue dans la capacité à végétaliser, à lutter contre les îlots de chaleur et à construire une ville plus respirable et plus agréable à vivre.
Cette délibération ne résoudra évidemment pas à elle seule tous ces enjeux, mais elle participe d'une même cohérence, celle d'une ville qui ne subit pas les conséquences du trafic, mais qui organise son espace public en fonction de l'intérêt général. Gouverner, comme vous le savez, c'est faire des choix. Nous faisons le choix d'une ville plus apaisée, plus saine et plus résiliente. Nous faisons le choix de protéger la santé de nos enfants, le cadre de vie des habitants et l'avenir écologique de notre ville.

Clément PARQUE-BATARD, Maire-Adjoint en charge des voiries, du stationnement, des mobilités et transports, du numérique et de l'innovation *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Pour vous donner quelques exemples, le tarif est de 130 euros au Kremlin-Bicêtre, 250 euros à Villejuif, 200 euros à Ivry et proche de 270 euros à Paris, selon les arrondissements, même si, en effet, ce n'est pas les mêmes catégories socioprofessionnelles qui y vivent. Le tarif de Villejuif est 92 % plus cher qu'au Kremlin-Bicêtre, Ivry, 52 % et Paris, 108 %. Je peux comprendre que, pour certaines personnes, 130 euros représentent une somme importante, mais il faut se rendre compte de la réalité par rapport aux villes frontalières.
On partage tout à fait vos propos sur la communication. C'est la raison pour laquelle ce dispositif sera mis en place le 1er septembre. On va passer l'été à faire de la communication. On a déjà commencé à en discuter. Ce sera fait. Je prends bien en compte vos différents avis.
Madame Sartori, vous vous êtes trompée. Vous dites que les habitants devront être au courant du nouveau FPS. Mais non, les habitants vont être au courant du forfait. On va faire tout pour qu'ils soient au courant du forfait à 130 euros. Soit dit en passant, c'est 130 euros à l'année, mais les tarifs par mois, par deux semaines, par semaine et par jour ont aussi baissé. Une information sera faite aux habitants à ce sujet. Notre objectif est que ceux qui vont payer le FPS soient les non-habitants.
Enfin, pour information, la gratuité le dimanche n'a jamais existé. Dans l'ancienne délibération votée par la majorité précédente, le dimanche était payant. Nous avons gardé le même forfait.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Les débats sont clos. Je ne rajouterai pas d'autres éléments. Beaucoup de choses ont été dites, autant au niveau de l'opposition que dans les différentes présentations. J'aimerais seulement rappeler un élément marquant de la précédente mandature : la suppression de plus de 320 places de stationnement pendant tout un mandat, la fermeture de certaines rues, la transformation importante de l'espace public sans concertation et sans information préalable. Je partage et nous partageons entièrement ce constat. Tout cela a eu des conséquences sur la vie quotidienne des Kremlinois. L'objectif est d'établir une priorité locale qui est la boussole de notre majorité municipale. Comme l'a expliqué tout à l'heure le 1er Adjoint, lorsqu'on fait certains choix, on renonce à d'autres choses. Choisir, c'est aussi renoncer. Nous sommes d'accord pour communiquer auprès de la population, mais, dans le même temps, nous devons aussi permettre aux Kremlinois de se réapproprier leur propre espace public et de désengorger un peu tous ces emplacements de stationnement dans l'état où les ont laissés les décisions locales des majorités précédentes. Aujourd'hui, tout a été fait à l'opposé. Tout est prévu pour que les visiteurs, les non-résidents, puissent stationner et se positionner dans l'espace public sans être dérangés et sans que cela se fasse au détriment de la vie quotidienne des Kremlinois. C'est l'enjeu principal. Pour le reste, les réponses ont été apportées. Y a-t-il des explications de vote ? Non. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 32 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. KHIAR, M. FERRETTI, M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Contre : 1 (Mme SARTORI)
Abstention : 1 (Mme YEHYA)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-104. APPROBATION DU CAHIER DES CHARGES DE RETROCESSION DU BAIL COMMERCIAL DU BIEN SIS AU 48 AVENUE DE FONTAINEBLEAU

Cédric THÉPAUT, Maire-Adjoint en charge du commerce, de l'attractivité économique, de l'emploi, du marché et de la petite enfance *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Mesdames, messieurs, chers collègues, dans le cadre de sa stratégie de développement économique et commercial et au regard des évolutions constatées du tissu commercial kremlinois, la Ville a engagé une démarche globale de revitalisation de son commerce de proximité visant notamment à préserver la diversité de l'offre commerciale et artisanale. À ce titre, par décision n° 2021-010 du 28 mai 2021, monsieur le Maire a exercé le droit de préemption sur le bail commercial situé au 48, avenue de Fontainebleau, cédé au prix de 150 000 euros hors droit et hors taxes. Par arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris en date du 12 février 2025, devenue définitive, la Ville est devenue titulaire dudit bail commercial. Afin de poursuivre les objectifs de diversification et de redynamisation de l'offre commerciale locale, la Ville souhaite aujourd'hui procéder à la rétrocession de ce bail commercial, conformément aux dispositions des articles L. 214-1 et suivants du Code de l'urbanisme. Cette rétrocession doit être précédée d'une procédure de publicité et de mise en concurrence reposant sur un cahier des charges fixant les conditions de la rétrocession ainsi que les critères de sélection des candidats.
Les principales caractéristiques du bail commercial sont les suivantes :

– L'adresse est au 48 avenue de Fontainebleau, au Kremlin-Bicêtre.
– La surface est de 150 m² de plain-pied.
– La nature du bail : bail commercial 3-6-9, conclu le 10 avril 2003 et renouvelé pour la dernière fois le 1er avril 2019.
– Destination : bail non spécialisé.
– Le loyer est de 2 673,20 euros hors taxes et hors charges par mois.
– Les charges sont de 150 euros TTC, soit 1 800 euros par an.
– Le dépôt de garantie est de 16 039,19 euros.
– Arriéré locatif : le candidat retenu reprendra à sa charge les arriérés de loyers et charges attachés au bail, dont le montant s'élève à 42 623,58 euros au 5 mai 2026.
– La particularité est une absence d'extracteur de fumée dans le local.
Le droit au bail, ayant été acquis par la Ville au prix de 150 000 euros, auxquels s'ajoutent les frais de l'acte notarié constatant la préemption pour un montant de 5 200 euros, le prix de rétrocession ne pourra être inférieur à la somme totale de 155 200 euros.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Merci, monsieur Thépaut pour la présentation de la délibération. Je veux revenir sur ce que vous avez dit. Vous parlez de votre stratégie. En fait, vous poursuivez la stratégie commerciale engagée bien avant vous et portée par Mme Gestin. Je vous félicite de continuer à porter cette stratégie parce qu'il faut que la Ville ait la maîtrise des baux commerciaux, quand elle s'en donne la possibilité. Je vous félicite de continuer à poursuivre l'action de Mme Gestin. Je voterai donc favorablement cette délibération.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Je suis pour l'exercice du droit de préemption. J'entends qu'il faut diversifier les différents commerces. On est tous d'accord là-dessus. Mais j'avoue que je suis assez interpellée par certaines choses, notamment sur le pouvoir dont on dispose pour réellement diversifier les commerces. Quand je regarde l'article 4.2, sur la nature et les conditions du bail, la seule chose vraiment mise en avant sur le fait de choisir une candidature concerne les aspects financiers (loyer, charges et arriérés à payer). En revanche, je ne vois rien sur ce qui favoriserait cette diversification commerciale. Par exemple, il pourrait y avoir une attente sur les transitions écologiques que pourrait respecter la structure. Il pourrait y avoir des attentes correspondant à la diversification commerciale. (Je ne suis peut-être pas claire, je vois les gens froncer les sourcils.)
Au vu du montant et étant donné le fait que l'on ne met pas en avant les attentes que l'on a vis-à-vis des candidatures, on va simplement retrouver une structure avec un *business model* plutôt similaire aux commerces qui existent déjà au Kremlin-Bicêtre.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Faire ville, ce n'est pas seulement répondre aux attentes des citoyennes et des citoyens, c'est aussi poser les jalons d'une ville qui favorise les rencontres et les festivités dans le but de vivre ensemble et non pas juste à côté des uns et des autres. Le Kremlin-Bicêtre est concentré sur 1,54 km². Dans un espace saturé, chaque mètre carré compte. C'est là que l'urbanisme transitoire et l'utilisation plurielle d'un lieu deviennent des solutions concrètes en faveur du bien-être des citoyennes et des citoyens. Redonner vie à des espaces abandonnés, occuper un local commercial avant que celui-ci trouve repreneur, ouvrir les cours de récréation le week-end pour que les riverains et les familles bénéficient d'un espace de fraîcheur à moins de cinq minutes de chez eux, c'est tout l'enjeu d'une ville comme la nôtre. Initié dès 2020, ce type d'espace en transition bénéficie à des associations locales qui en ont besoin pour mener leurs activités en faveur de l'intérêt local et général. Des locaux commerciaux vides ont pu devenir des espaces de création collaboratifs ou ont permis de proposer une galerie artistique éphémère, autant de projets qui donnent vie à des lieux qui n'en avaient plus.
Ma question est donc la suivante : ce local sera-t-il mis à disposition d'une association d'artistes ou fera-t-il l'objet d'une boutique éphémère en attendant qu'il trouve son repreneur ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Cette délibération me met particulièrement mal à l'aise. Derrière ce dossier, il n'y a pas seulement un bail commercial à rétrocéder, mais aussi une histoire familiale. Il y a plusieurs années de procédure, plusieurs années de souffrance humaine. Il y a beaucoup d'argent public engagé. Je me souviens parfaitement de ce dossier. Je pense que l'ensemble des élus qui étaient avec moi dans l'opposition connaissent ce dossier. À l'époque, déjà, j'avais exprimé totalement mon opposition à cette préemption. Je n'étais pas seul. Plusieurs élus qui siègent aujourd'hui étaient contre cette préemption. On avait également fait part d'interrogations. Nous avions le sentiment que nous étions en train de rentrer dans une mécanique dont personne ne maîtrisait réellement les conséquences. Aujourd'hui, avec le recul, je constate malheureusement que ces inquiétudes étaient fondées. Après le décès de ce commerçant, son fils a souhaité reprendre son activité familiale. Bien sûr, il y a eu des erreurs administratives. Dont acte. Bien sûr, certaines obligations n'ont pas été respectées. Dont acte.
Mais, au-delà de l'aspect juridique, il y avait surtout une famille qui cherchait à préserver son outil de travail et l'héritage professionnel transmis par le père. Pendant plus de quatre ans, il a vécu dans l'incertitude. Pendant plus de quatre ans, il n'a jamais su ce qu'allait devenir ce commerce.

Pendant plus de quatre ans, il a dû supporter des frais, des démarches, des audiences, une pression permanente. Je peux en témoigner puisque je l'ai rencontré et ai échangé à plusieurs reprises avec sa famille au cours de cette période. L'aspect humain de ce dossier m'a profondément marqué, car, derrière des actes administratifs, des délibérations et des procédures, il y avait une personne qui a vu son avenir s'effondrer.
Aujourd'hui, nous arrivons au terme de cette histoire avec une rétrocession, mais nous devons collectivement nous interroger. Quel est le coût réel de cette opération pour la commune ? Il y a eu des audiences. Un combat juridique a été mené par la Ville contre ce commerçant. Quel a été le coût du contentieux ? Quel a été le coût de la procédure ? Quel a été le coût du portage du local pendant des années ? Combien de loyers n'ont-ils pas été perçus ? Je crois que c'est dans la délibération, monsieur l'Adjoint au Maire. Combien cette affaire a-t-elle coûté aux contribuables kremlinois depuis son origine ? Je pose ces questions sans vraiment esprit de polémique. Il est indispensable de tirer des leçons de cette affaire.
J'aimerais dire quelques mots sur le cahier des charges. Finalement, après des années de procédures, après des années de souffrance pour cette famille et après des dépenses importantes pour la collectivité, la véritable question est désormais la suivante : quel commerce voulons-nous installer au 48 avenue de Fontainebleau ? Bien évidemment, il est normal qu'une collectivité s'assure de la solidité financière du candidat. Personne ne souhaite voir un commerce fermé en quelques mois après une ouverture. Mais je m'interroge malgré tout sur l'équilibre global du dispositif proposé. Effectivement, la facture est salée. Nous sommes face à un local qui a apporté des années de contentieux. Nous sommes face aussi à un loyer qui dépasse 5 500 euros par mois.
Dès lors, je me pose des questions. Quel pourrait être réellement le repreneur de ce commerce ? Un jeune entrepreneur avec 150 000 euros à payer de bail, à quoi s'ajoutent les rétrocessions de loyers non payés ? Une famille souhaitant développer une activité de proximité pourrait-elle accéder à ce type de local ? Je ne le pense pas. L'activité ou le plan économique sont-ils viables ? Je rappelle que le cahier des charges prévoit des critères liés à la qualité du projet commercial, mais également à sa viabilité économique. C'est légitime. Je souhaite que l'on soit particulièrement vigilant à ne pas réduire cette sélection à une simple logique financière.
Je reste convaincu que la préemption commerciale est un bon outil lorsqu'elle nous permet de préserver la diversification du commerce. Mais cette affaire nous a montré également qu'elle doit rester un outil exceptionnel à utiliser avec prudence, discernement et humanité. Lorsqu'une décision publique conduit une famille à vivre plusieurs années d'angoisse et de précarité, nous avons le devoir de nous interroger collectivement sur la manière dont les choses ont été conduites. Je cherche simplement à ce que nous soyons capables de regarder cette affaire avec lucidité pour que, demain, lorsque nous utiliserons le droit de préemption commerciale, nous le fassions en pensant non seulement à l'aménagement commercial de notre ville, mais aussi aux femmes et aux hommes qui vivent derrière ces commerces. Je crois que c'est la principale leçon que nous devons retenir de ce dossier.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
J'apporte quelques éléments de réponse concernant notamment l'intervention de M. Khiar. Vous avez demandé des éléments qui concernent l'ancien propriétaire du fonds de commerce. On pourra vous les envoyer. La plupart des éléments financiers sont indiqués dans le rapport de présentation. Vous avez plus ou moins bien résumé cette préemption qui, de manière assez ironique, contredit ce que vous disiez tout à l'heure, monsieur Traoré. Il n'y a pas que de la perfection dans l'action municipale qui a été menée, notamment sur ce cahier des charges. Cette préemption a eu lieu en 2021. Je veux bien que l'on se concentre sur les deux ou trois mois à venir, le temps de lancer l'appel d'offres et la mise en concurrence. Il y aura un appel à projets. On arrivera à la rentrée. Malheureusement, on se doit aussi d'avoir une logique financière, parce que, derrière, c'est la Ville qui a préempté les locaux, c'est la Ville qui a assumé les arriérés en matière de loyers, c'est la Ville qui a payé le conseil juridique qui a été missionné à travers le contentieux qui a été mené. En effet, il y a de la souffrance humaine qui concerne les anciens propriétaires du fonds de commerce, mais il y a aussi une souffrance financière qui est celle du budget de la Ville et des deniers publics auxquels on doit porter une attention particulière.
Le cas précis du 48 avenue de Fontainebleau est un symbole révélateur qu'il ne faut absolument pas reproduire. Il ne faut absolument pas préempter un commerce pour le rétrocéder cinq ou 6 ans plus tard avec une perte financière sèche sans savoir, ensuite, à qui remettre ce commerce, quelle en est la stratégie, quel est le commerce et le porteur de projet qui serait en capacité, pour le dire vulgairement, de « mettre » 200 000 euros, sans compter les travaux. On veut bien ouvrir à des associations pour un projet transitoire et éphémère, mais il faut voir l'état du commerce. Personne ne peut l'exploiter en l'état actuel. Force est de constater que l'on se doit de lancer de toute façon le cadre qui a été lancé par la précédente mandature. Il s'agit déjà d'approuver le cahier des charges de cette rétrocession de bail commercial et de respecter le cadre légal d'un appel à projets et d'une mise en concurrence.
Ce que je peux dire en quelques mots, c'est que l'on portera une attention particulière sur l'activité commerciale qui sera proposée. Dans le même temps, on se doit de retrouver au centime près tout ce qui a été dépensé par la Ville du Kremlin-Bicêtre. J'ai apporté quelques réponses générales sur tous ces aspects. Y a-t-il une explication de vote, et non une intervention politisée ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
J'aurais voulu que ce soit le rapporteur qui apporte des réponses, ce qui n'a pas été fait. Je n'y reviens pas. Vous savez que je vais voter favorablement. Évitez de « remettre des pièces dans la machine ». Sinon, cela fait perdurer les débats. Ce n'est pas très correct de votre part.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Il faut vous entendre. Quand on ne débat pas, vous nous reprochez de ne pas le faire et, quand on débat, vous nous reprochez de débattre. Je réponds à ce que vous disiez tout à l'heure avec beaucoup d'humour – une belle touche d'humour – sur « l'excellente » politique menée par votre majorité municipale en matière de préemption commerciale et sur le fait que nous continuions cette « excellente » politique qui est menée. Je réponds avec humour. De toute façon, M. Khiar a très bien répondu aussi à ce que vous disiez tout à l'heure.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Étant favorable à la préemption sur le principe, je vais voter pour. Toutefois, je maintiens mes interrogations. Quand on veut favoriser une mixité de commerces, il est important que cette volonté politique se traduise dans le cahier des charges. Typiquement, il est question d'accès à l'alimentation saine, mais de manière peu coûteuse. Pourquoi pas des choses plus culturelles ? Cela aurait été bien de pouvoir le préciser. J'entends parfaitement l'obligation de récupérer l'argent. C'est tout à fait normal. Mais je pense qu'il est bien aussi de traduire cette volonté de mixité de commerces à travers le cahier des charges pour le garantir et le favoriser. Par ailleurs, cela aurait pu illustrer votre volonté politique plutôt que de rester sur un truc flou de « on veut des commerces différents ». Lesquels ? Quelle priorisation ? Etc.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
On aura l'occasion de vous le prouver prochainement lorsque l'on préemptera des commerces au lieu de situations où on essaie de détricoter ce qui a été mal fait. Je mets aux voix.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 34 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, Mme COROYER, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée à l'unanimité. Nous passons au dossier suivant.

N° 2026-105. FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS MUNICIPAUX

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Cette délibération annule et remplace la délibération du 7 avril 2026 afin de sécuriser le régime indemnitaire des élus et de préciser les majorations applicables. Au moment où je vous parle, une version modificative vous est remise sur table. La version actualisée fera foi et sera annexée au procès-verbal ainsi qu'au compte-rendu de la présente séance. Il y a aussi une autre modification à prendre en compte. Mme Cécile Marenati est rapporteure de cette délibération.

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, messieurs, le premier document que vous aviez sur table était imprimé uniquement en recto. On vient de vous distribuer le document recto verso.
Il est proposé au Conseil municipal d'abroger la délibération n° 2026-027 du 7 avril dernier afin de sécuriser le régime indemnitaire des élus au regard des modalités de calcul de la majoration au titre de la Dotation de solidarité urbaine qui résultent de l'application de la note émanant de la Direction générale des collectivités territoriales du 27 octobre 2022 portant sur l'application de cette majoration.
Cette présente délibération modificative a également pour objet de faire apparaître de manière explicite les montants correspondant à la majoration de la Dotation de solidarité urbaine, qui n'étaient pas distincts dans la première délibération.
Il s'agit également de préciser la date d'entrée en vigueur des indemnités de fonction en fixant cette date à la date d'installation du Conseil municipal, soit le 28 mars 2026.
Le Conseil municipal doit fixer le montant des indemnités dans la limite de l'enveloppe maximale autorisée par la loi, soit, pour le Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre, 256 003 euros. La commune du Kremlin-Bicêtre étant éligible à des majorations d'indemnité au titre de la DSU, comme nous l'avons vu, et également à la majoration de 15 % au titre du chef-lieu de canton, il a été décidé de recourir à ce dispositif.
Au présent rapport est également joint un tableau récapitulant les indemnités de fonction de base, ainsi que la traduction de l'application des dispositions relatives aux majorations.
Le Conseil municipal est donc appelé à se prononcer en deux votes distincts :
– fixer l'enveloppe globale des indemnités de fonction,
– fixer les majorations (DSU et 15 % chef-lieu de canton).

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Cette délibération est un « annule et remplace ». On nous impose de voter en deux fois :
– articles 1er et 2 pour le premier vote,
–articles 3, 4 et 5 pour le second vote.
Y a-t-il des interventions sur cette délibération ?

Toufik KHIAR ***(Groupe Écologistes et Citoyens)***
Juste une question. Vous pouvez peut-être me répondre. Je n'ai jamais eu la réponse. J'aimerais savoir pourquoi les conseils municipaux n'ont pas la majoration du chef-lieu du canton.

Raphaël FERRETTI ***(non inscrit)***
Merci, madame l'Adjointe, pour votre présentation. Une question et une petite remarque. J'aimerais savoir s'il est possible de connaître le coût du rappel d'indemnité entre le 28 mars et le 18 juin.
Je me faisais une réflexion à la lecture de la délibération. Je regrette de ne pas l'avoir fait lors de notre travail commun sur le règlement intérieur. L'assiduité étant pour moi le premier devoir d'un élu – avec l'honnêteté, sans doute –, il est regrettable pour moi que cette augmentation d'indemnité, qui a été faite la fois dernière, ne soit pas accompagnée d'une saisie sur indemnité en cas d'absence non justifiée des élus lors des instances municipales.

Rim YEHYA ***(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)***
Si je ne m'abuse, quand on compare avec les montants votés lors du Conseil municipal dédié, il y a une baisse d'indemnité du 1er Adjoint et de l'Adjoint. Je me demande pourquoi. A-t-on voulu sabrer le champagne un peu trop vite ? A-t-on voulu donner envie à d'autres personnes de rejoindre Renaissance avec certains collègues qui en font partie ? Si j'ai bien raison, comptez-vous rendre l'argent correspondant aux mois passés ?

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je vous rassure, il n'y a pas de membres de Renaissance chez nous. On ne fonctionne pas comme La France Insoumise. On ne vend pas des places selon les indemnités.

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics ***(Groupe Ensemble changeons Le KB)***
Il me semble que les conseillers municipaux ne sont pas éligibles à cette majoration chef-lieu de canton.
Pour vous répondre en toute transparence, la délibération remplace la délibération précédente à la suite d'échanges avec la Comptable publique. L'enveloppe globale et le calcul étaient erronés.
Les questions relatives aux indus sont en discussion avec la Comptable publique, le Service juridique et les Services RH.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des explications de vote ? Non. Les réponses vous conviennent-elles, Mme Yehya ? Non. Tant pis. On passe au vote. Je mets aux voix les articles 1er et 2 en premier vote.

Résultat du vote (articles 1er et 2)
Votants : 34
Pour : 30 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI, Mme COROYER, M. KHIAR)
Abstention : 4 (Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je mets aux voix les articles 3, 4 et 5.

Résultat du vote (articles 3, 4 et 5)
Votants : 34
Pour : 30 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL, M. FERRETTI, Mme COROYER, M. KHIAR)
Abstention : 4 (Mme SARTORI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
La délibération est adoptée.

COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE, EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des observations sur les trois décisions qui ont été prises ?

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Sur la décision n° 2, est-ce dû à un accident (feu, intervention) ?
La décision n° 3 porte sur l'autorisation d'ouverture de deux comptes. De quels comptes s'agit-il ? J'aimerais avoir un peu plus de précisions.

Laurence COUTO, Maire-Adjointe en charge du logement, de l'habitat, de la lutte contre l'habitat indigne et de la relation avec les bailleurs sociaux *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Sur la décision n° 2, pour Mme Sylla N'Deye Debo, il s'agit du premier dossier d'expulsion auquel j'ai eu à faire face en mars. Cette personne était en expulsion. Le dossier date de 2016. Les forces de l'ordre devaient intervenir. M. le Maire est intervenu auprès de la Préfecture pour retarder son expulsion, le temps de lui trouver une solution. C'est ce que l'on avait présenté lors du premier ou du deuxième Conseil municipal. On avait découvert aussi qu'il y avait des logements d'urgence, dont un occupé depuis plus de vingt ans par une Kremlinoise qui est décédée. Mme Sylla peut bénéficier de ce logement. Elle va bientôt y entrer. Il y a encore quelques travaux à y effectuer.

Cécile MARENATI, Maire-Adjointe en charge des finances, de la commande publique et des délégations de services publics *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
La décision n° 3 porte sur l'autorisation d'ouverture de deux comptes à terme. Les comptes à terme permettent de valoriser les excédents de trésorerie pour la Ville et portent intérêt. Ces placements sont permis par la législation et sont transparents. En 2025, le placement sur ces deux comptes à terme a permis de comptabiliser 41 946 euros. Sur un des comptes, 1,2 million d'euros ont été placés pendant six mois et, sur l'autre, 1,7 million d'euros pendant six mois. À titre indicatif, en 2026, au budget primitif, nous avons inscrit 16 002 euros.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions sur le compte-rendu des décisions ? Non.

QUESTIONS ORALES

Lionel ZINCIROGLU, Maire
J'ai été saisi de quatre questions orales reçues dans l'ordre suivant : Mme Sartori, M. Ferretti, Mme Yehya, M. Khiar.

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Selon les données de l'INSEE, la commune du Kremlin-Bicêtre compte environ 8,9 % de logements vacants dans le domaine privé, soit près de 1 200 logements. En 2016, il y avait 793 logements vacants. Ce taux est significativement plus élevé que dans les communes limitrophes où il se situe autour de 6 %. Ces chiffres posent question, d'autant plus que les données disponibles ne permettent pas d'en comprendre précisément la nature. Nous ne savons pas si cette vacance concerne majoritairement des copropriétés dégradées, des biens détenus par des investisseurs ou des biens en attente de succession. Pour ma part, j'ai contacté les impôts qui m'ont dit que les informations avaient été téléchargées à la mairie en mars. Dans ce contexte, et au-delà du seul levier fiscal que constitue la taxation des logements vacants, plusieurs questions se posent. La municipalité envisage-t-elle de conduire un diagnostic précis et actualisé du parc de logements vacants dans la commune afin d'en identifier la typologie, la durée de vacance et les causes ? Sur la base de ce diagnostic, comptez-vous mettre en place une stratégie de remise sur le marché de ces logements, incluant notamment des dispositions d'incitation à la remise en location, un accompagnement des propriétaires concernés et, le cas échéant, la mobilisation d'outils tels que le droit de préemption ?

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions pour cette question orale ? Non. Madame Sartori, la question du logement est un sujet majeur pour notre Ville. Je crois que nous partageons tous le même objectif : permettre au plus grand nombre de se loger dignement dans un contexte où la pression immobilière est particulièrement forte. Pour autant, les chiffres relatifs aux logements vacants doivent être analysés avec prudence. Derrière cette catégorie statistique se cachent des situations très diverses : des logements en cours de vente, des successions parfois longues à régler, des biens nécessitant d'importants travaux, des logements temporairement inoccupés entre deux occupants ou encore des copropriétés en difficulté. Autrement dit, il ne faut pas confondre logements vacants et logements immédiatement disponibles.
Il faut également avoir l'honnêteté de regarder les causes de cette situation. Une partie des difficultés que nous rencontrons aujourd'hui résulte d'un héritage ancien. Certains immeubles, certains îlots et certaines copropriétés se sont progressivement dégradés au fil des années sans que les interventions nécessaires n'aient été engagées suffisamment tôt. Cette dégradation a conduit, dans plusieurs secteurs de la ville, à des situations d'insalubrité ou de vacance durable qui rendent aujourd'hui la remise sur le marché particulièrement complexe.

De la même manière, plusieurs opérations d'aménagement, d'acquisition foncière ou d'expropriation engagées au cours des précédents mandats ont conduit à vider des logements parfois plusieurs années avant la réalisation effective des projets annoncés. Ces logements apparaissent aujourd'hui dans les statistiques de la vacance alors même que les décisions qui en sont à l'origine ont été prises bien avant notre arrivée aux responsabilités.
Je le dis sans esprit polémique, mais parce que c'est un élément de compréhension indispensable, la situation que nous constatons aujourd'hui ne s'est pas créée en quelques mois. Elle est le résultat de choix, de retards et, parfois, de renoncements accumulés sur de nombreuses années. Notre responsabilité n'est pas de commenter indéfiniment cet héritage, elle est d'y répondre. C'est pourquoi nous privilégions une approche pragmatique. Lorsqu'un propriétaire souhaite remettre un logement sur le marché, mais rencontre des difficultés financières techniques ou administratives, nous devons pouvoir l'accompagner. Lorsqu'une copropriété connaît des dysfonctionnements, nous devons mobiliser les partenaires compétents. Lorsqu'il existe des dispositifs d'aide à la rénovation ou à la remise en location, nous devons les faire connaître et faciliter leur mobilisation. C'est également dans cet esprit que nous poursuivons le travail engagé avec les services de l'État, l'Établissement public territorial, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et l'ensemble des acteurs du logement.
Je me garderai en revanche d'évoquer des solutions simplistes qui laisseraient croire que plusieurs centaines de logements pourraient être remis sur le marché du jour au lendemain. La réalité est plus complexe et exige un travail de fond, une connaissance fine des situations et une action dans la durée. L'objectif est clair. Chaque fois qu'un logement peut être remis durablement à disposition des habitants du Kremlin-Bicêtre, nous devons nous donner les moyens de le faire. Et c'est ce cap que nous avons fixé et que nous continuerons de suivre avec détermination.
Nous passons à la question orale suivante transmise par M. Raphaël Ferretti.

Raphaël FERRETTI *(non inscrit)*
Monsieur le Maire, madame l'Adjointe aux affaires scolaires, monsieur l'Adjoint au patrimoine, à l'approche de la période estivale, traditionnellement mise à profit par les collectivités pour réaliser des travaux dans les établissements scolaires, il me semble important que l'ensemble des élus du Conseil municipal et l'ensemble des Kremlinois puissent disposer d'une vision claire des opérations programmées en vue de la prochaine rentrée scolaire. Alors que les épisodes de chaleur deviennent plus fréquents – on l'a encore vu ce soir – et que les attentes des familles concernant l'état du bâti scolaire sont de plus en plus fortes, ces travaux constituent un enjeu majeur de qualité du service public municipal. Aussi, des travaux de rénovation, d'entretien ou d'amélioration des conditions d'accueil des élèves et des agents sont-ils prévus cet été dans les écoles de notre ville ? Si oui, pouvez-vous également préciser les établissements concernés ainsi que le calendrier prévisionnel des interventions ?

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ?

Hamza GUESSINE, Maire-Adjoint en charge de la tranquillité publique, de la propreté et du patrimoine *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, merci pour cette question, M. Ferretti, qui va me permettre de rappeler les éléments essentiels sur les travaux dans les écoles. Nous ne sommes pas dans une logique d'annonce, mais plutôt dans une logique de pilotage et de priorisation sur le sujet. À notre arrivée, nous avons hérité d'un calendrier de travaux qui – je le dis clairement ce soir – n'était pas réaliste au regard des enjeux, des moyens, des délais et de l'état réel du patrimoine. Il ne serait donc ni sérieux ni honnête de notre part de faire croire aux Kremlinoises et aux Kremlinois que tout pouvait être tenu tel quel, sans risque de désorganisation et de dégradation quant à la qualité d'exécution de ces projets.
Pour autant, cela ne signifie pas que rien n'est fait et que rien ne pourra être fait. Bien au contraire. Nous avons engagé un travail de reprise, de clarification, de hiérarchisation et de remise à plat afin de replacer ces interventions dans un cadre cohérent. C'est précisément le rôle du Schéma directeur immobilier et énergétique (SDIE) qui va donner une vision pluriannuelle, objective et soutenable de ces besoins pour sortir de cette gestion au fil de l'eau et construire une programmation crédible.
À la question de savoir si des travaux sont prévus cet été, monsieur Ferretti, ma réponse est la suivante : oui, des interventions seront bien réalisées avec, notamment, les travaux d'étanchéité prévus à partir de juillet dans l'école Robert-Desnos, mais elles relèveront d'une programmation sécurisée, techniquement tenable et financièrement assumée. Nous ne ferons pas semblant de tout pouvoir faire en quelques semaines. Ce serait prendre le risque d'un mauvais service rendu aux écoles comme aux familles. Notre méthode est claire. Il faut traiter les urgences, sécuriser ce qui doit l'être et inscrire le reste dans une trajectoire claire grâce au Schéma directeur immobilier et énergétique. C'est cette approche qui permet de rattraper le retard, de prioriser intelligemment et d'apporter enfin une vision lisible aux élus comme aux habitants. Je le répète, notre ligne est simple : moins d'annonces, plus de pilotage, moins de tableaux inapplicables, plus de programmation sérieuse et, surtout, une stratégie patrimoniale qui va nous permettre de rattraper le retard avec méthode.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Merci pour cette réponse précise. Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Vous avez eu votre réponse par le Maire-Adjoint chargé du patrimoine. Je n'ajoute pas d'éléments supplémentaires.
Nous pouvons passer à la question orale suivante, qui va être lue par Mme Yehya.

Rim YEHYA *(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)*
Monsieur le Maire, en avril, vous avez reçu la visite du ministre du Logement au Kremlin-Bicêtre. Par ailleurs, je me rappelle qu'en Conseil municipal du 7 avril, vous aviez annoncé que vous vouliez rencontrer les responsables de Logial-Coop afin de pouvoir échanger sur la situation actuelle. Ma question est en réalité assez simple. J'aimerais savoir si ce rendez-vous a bien eu lieu. Il me semble que vous aviez annoncé, le 24 avril, dans l'article du *Parisien*, une rencontre avec le Maire d'Alfortville et la directrice de Logial-Coop. J'aimerais savoir ce qui a été dit, quel est le calendrier prévu en termes de rénovation, en termes d'accessibilité du logement pour les habitants et les habitantes. Je peux vous lire mes questions, mais elles sont assez claires normalement. Quelles sont les actions prévues ? Quel est le calendrier afin que l'on puisse avoir des réponses concrètes à apporter aux habitants ?

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des interventions ? Non. Vous n'avez pas lu votre question orale. Je l'ai lue et vous décrivez aussi la situation du logement social au Kremlin-Bicêtre. La situation que vous décrivez est en phase avec la réalité de ce que vivent les locataires. Je dirais même que la situation est peut-être plus grave que votre description dans la question orale transmise. Cette situation, madame Yehya, nous en héritons. Ce n'est pas notre majorité qui s'est enlisée dans les épisodes cartoonesques de la fusion-absorption de KB Habitat avec Logial-Coop. Ce n'est pas non plus notre majorité qui a décidé de recourir à ce bailleur. Et ce n'est pas notre majorité municipale qui a laissé sans moyens et sans réponses les locataires. C'est bien le bailleur qui, jusqu'à notre arrivée, n'avait pas été responsabilisé par la précédente majorité, largement atone sur des sujets pourtant essentiels à la vie des habitants du Kremlin-Bicêtre.
Depuis la visite du ministre, nous avons établi un cycle de travail avec Logial-Coop, obtenu la désignation d'une équipe dédiée, deux interlocuteurs référents. Logial-Coop s'est engagé à mobiliser un plan d'investissement sur les résidences sociales de la ville. Et la visite du ministre a permis de mettre Logial-Coop devant ses responsabilités. Elle a aussi permis d'expliquer, si besoin en était, que c'est aux bailleurs propriétaires d'entretenir son parc de logements, pas à la ville ni aux élus, qui, pour autant, ne s'exonèrent pas de leurs responsabilités. En tout cas, notre majorité ne s'en exonère pas et nous jouons notre rôle pour relayer la voix des locataires et des habitants. Cette pression, nous continuons à la mettre, car les engagements de Logial-Coop n'engagent que Logial-Coop.
Nous jouons notre rôle pleinement jusqu'à mettre en place pour la rentrée prochaine une commission extra-municipale qui associera l'ensemble des associations de locataires, les services de l'État et les représentants du bailleur pour avancer sur les sujets concrets. Cette commission s'emparera de problématiques concrètes. Elle donnera voix aux habitants, elle fera l'objet de relevés de décisions qui seront transmis aux bailleurs et aux services de l'État qui seront associés à ces travaux. Nous proposerons à l'opposition d'y participer dans une logique de dialogue démocratique et de transparence. Au-delà des simples représentants des locataires, nous proposerons aussi aux locataires qui le souhaitent d'y participer. Une méthode et un calendrier vont vous être prochainement proposés. L'objectif sera de mettre face à face des locataires et une délégation de responsables de chez Logial-Coop pour répondre à tous les points que les locataires porteront devant eux, quelle qu'en soit la teneur.
Nous passons maintenant à la question orale de M. Toufik Khiar.

Toufik KHIAR *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Monsieur le Maire, mes chers collègues, nous avons appris récemment sur les réseaux sociaux l'annulation de plusieurs permis de construire délivrés dans la précédente mandature. Cette décision attire particulièrement notre attention car plusieurs de ces projets avaient suscité à l'époque de nombreuses interrogations, des contestations de la part des habitants, d'associations, des élus de l'opposition dont je faisais partie. Pouvez-vous préciser les projets concernés par ces annulations ? Quels sont les motifs retenus pour justifier ces décisions ? Ces décisions relèvent-elles des insuffisances dans la conception des projets, des erreurs, des appréciations, des non-conformités aux règles d'urbanisme ou d'autres difficultés juridiques ? Quelles sont les conséquences concrètes de ces annulations pour la commune tant sur le plan financier que sur celui de l'aménagement du territoire ?
Par ailleurs, ces décisions soulèvent une question plus large concernant les grands projets d'urbanisme engagés par l'ancienne majorité municipale. Je pense notamment au projet d'entrée de ville sud-ouest qui constitue l'une des plus importantes opérations pour l'avenir de notre ville. Ce projet fait-il actuellement l'objet d'un recours, d'une procédure de contentieux ? Les motifs ayant conduit aux annulations récentes sont-ils susceptibles d'avoir des conséquences sur d'autres opérations d'aménagement en cours, et notamment celui de ce projet ? Enfin, quelles démarches la municipalité a-t-elle engagées afin de sécuriser juridiquement les projets hérités de la précédente mandature et d'éviter que ces nouvelles annulations ne viennent remettre en cause des opérations déjà engagées ?

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Olivier ZYZAK, Maire-Adjoint en charge de l'urbanisme et de l'aménagement *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur M. Khiar, merci pour cette question. Je vais tenter de répondre aux nombreuses questions qui ont été exprimées et, dans le même temps, de vous exposer la situation que l'on a découverte en début de mandat.
Dès notre arrivée aux responsabilités, nous avons été sollicités de manière très régulière par de nombreux promoteurs immobiliers. Certains semblaient avoir pris l'habitude, au fil des années, d'entretenir des relations étroites avec la municipalité.

Cette situation nous a conduits à examiner avec attention les opérations d'urbanisme engagées ou autorisées au cours du précédent mandat. Au fil des semaines, nous avons constaté que plusieurs permis de construire avaient été délivrés dans des conditions qui nous ont interrogés.
Ces projets, dont certains susceptibles de modifier profondément le paysage urbain et l'équilibre de certains quartiers, ont souvent été découverts par les habitants et les riverains au détour d'un simple panneau d'affichage réglementaire. Aucune présentation publique ou véritable information préalable n'a été organisée. Vous imaginez la surprise et, parfois, l'incompréhension des Kremlinoises et Kremlinois lorsqu'ils ont découvert l'ampleur de certains programmes immobiliers à proximité immédiate de leur domicile.
Nous avons également découvert des opérations reposant sur des montages que nous ne partageons pas. Je pense notamment à l'intégration de portions de jardins appartenant au patrimoine de KBH mises à disposition des locataires afin d'augmenter artificiellement la superficie de terrains acquis par des promoteurs après le rachat de pavillons voisins. Une telle approche soulève, à nos yeux, des questions légitimes quant à la préservation du cadre de vie des habitants.
D'autres projets ont été autorisés dans des configurations particulièrement discutables. Je pense notamment à des immeubles implantés à l'alignement de la rue, comportant des logements dont les fenêtres donnent directement sur l'espace public et les trottoirs empruntés quotidiennement par des passants. En matière de qualité d'habitat, d'intimité des occupants et de confort de vie, ces conceptions nous paraissent relever d'une autre époque.
Enfin, nous avons constaté que certaines autorisations avaient bénéficié de dérogations au règlement du PLU, conduisant à une augmentation significative des droits à construire. Là encore, nous avons une autre conception de l'aménagement urbain. Cette manière de faire n'a plus vocation à exister au Kremlin-Bicêtre. Notre volonté est de construire une politique d'urbanisme fondée sur la transparence, la concertation et l'exigence de qualité. Les projets structurants seront présentés aux habitants, ils seront travaillés avec rigueur aux côtés des opérateurs. Nous serons particulièrement attentifs à la qualité architecturale, aux matériaux utilisés, à l'intégration urbaine, aux enjeux environnementaux et, plus largement, à la qualité de vie des futurs habitants comme des riverains.

À ce jour, un seul permis de construire a été retiré par notre équipe municipale. Il s'agit du projet dit de l'Hospitalité ou l'Arbre habité, situé au pied de la station du métro Hôpital-Bicêtre (ligne 14). Ce projet, élaboré depuis près d'une décennie par les précédentes équipes municipales, prévoyait notamment la construction d'une tour de 18 étages, accompagnée d'un autre immeuble de 8 étages, sans création de places de stationnement et avec une architecture qui a suscité de nombreuses interrogations. Ce permis a fait l'objet d'un recours de riverains. L'analyse du dossier a mis en évidence plusieurs fragilités juridiques d'ordre réglementaire. Dans ce contexte, la Ville a pris la décision de retirer l'autorisation délivrée. Cette décision ne signifie pas l'abandon de toute réflexion sur ce site. De nouvelles discussions vont s'engager avec l'AP-HP, propriétaire du terrain, ainsi qu'avec le promoteur concerné, afin de faire émerger un projet plus équilibré.
C'est cette méthode que nous défendons : une ville qui se construit avec ses habitants et non contre eux, une ville qui prépare son avenir sans renoncer à l'exigence de qualité urbaine et au respect de son cadre de vie.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Une réponse précise vous a été apportée, monsieur Khiar. Je n'ajoute pas d'éléments supplémentaires à ceux donnés par le Maire-Adjoint en charge de l'urbanisme.

VŒUX

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je vous propose maintenant de passer aux vœux déposés dans les délais impartis. Je m'adresse à M. Traoré. Votre vœu ne sera pas présenté ce soir parce qu'il n'a pas été déposé dans les délais.
Mme Sartori présente le vœu du Groupe Écologistes et Citoyens.

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
C'est un vœu pour le développement d'une politique municipale en faveur des artistes.
La vitalité culturelle d'une ville repose non seulement sur ses équipements et sa programmation culturelle, mais également sur la présence et l'activité des artistes qui y vivent et y créent. Plusieurs artistes ont récemment été contraints de quitter leur atelier à la suite de la réhabilitation de l'immeuble qu'ils occupaient. Cet épisode met en lumière les difficultés croissantes pour les artistes de disposer d'espaces de création accessibles. Le soutien à la création artistique constitue un levier d'attractivité et de cohésion sociale pour la commune.
Fort de ce constat, le Groupe Écologistes et Citoyens émet le vœu que la municipalité engage une réflexion globale sur la place des artistes au Kremlin-Bicêtre et présente au Conseil municipal, dans un délai raisonnable, des propositions concrètes visant à renforcer leur présence et leur accompagnement. Cette réflexion pourrait notamment porter sur les axes suivants :
– développer les espaces de création,
– l'identification de locaux temporairement vacants susceptibles d'accueillir des ateliers d'artistes,
– la création d'ateliers mutualisés ou de résidences artistiques sur le territoire,
– l'intégration systématique lors de chaque opération de réhabilitation ou de construction sur le territoire communal,
– une réflexion sur la préservation, la création de locaux artistiques,
– tisser des liens de partenariat durable,
– le développement de conventions avec les bailleurs et les acteurs économiques locaux pour favoriser la mise à disposition temporaire ou pérenne d'espaces de création,

– l'exploitation des possibilités offertes dans le cadre intercommunal pour mutualiser des ressources ou des espaces à l'échelle du territoire.
Le troisième point consiste à renforcer la visibilité et les liens avec les habitants :
– création d'un lieu d'exposition dédié – je sais qu'il existe des espaces d'exposition, mais il n'y a pas, à proprement parler, de galerie au Kremlin-Bicêtre – ou le renforcement de l'usage de l'espace public à des fins artistiques,
– pérennisation et développement des journées portes ouvertes des ateliers,
– organisation régulière de rencontres entre artistes et habitants,
– « marché de l'art », un peu comme le marché actuel, mais avec des artistes qui y exposent,
– ateliers participatifs,
– résidences en milieu scolaire ou en pied d'immeuble,
– interventions dans l'espace public,
– élaborer une stratégie cohérente,
– mise en place d'un recensement des artistes vivants et travaillant sur la commune afin de mieux connaître leurs besoins et de nouer un dialogue régulier avec eux,
– élaboration d'une stratégie municipale pluriannuelle en faveur de la création artistique locale.
Notre Groupe souhaite réaffirmer avec force que les artistes constituent une richesse irremplaçable pour Le Kremlin-Bicêtre. Leur présence se cultive et s'accompagne. Ils participent pleinement à l'identité et l'attractivité de notre commune. Nous appelons la municipalité à se saisir de cette question avec l'ambition qu'elle mérite et à faire du Kremlin-Bicêtre une ville où les artistes peuvent durablement vivre et créer.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des demandes d'intervention pour ce vœu ?

Jean-Pascal LANUIT, Maire-Adjoint en charge de la culture, des mémoires et des anciens combattants *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
À la lecture du vœu, je me suis un peu interrogé sur la procédure dont on a parlé tout à l'heure. Les vœux sont normalement plutôt destinés à des autorités extérieures à la Ville dans un domaine de compétence où la Ville, précisément, n'est pas compétente pour faire connaître la position municipale, pour que le Maire puisse s'appuyer sur son Conseil pour parler de l'avis des Kremlinois, avis non sollicité. Or, je comprends que ce vœu est plus dirigé directement vers le Maire et l'équipe municipale. S'il était adopté, on se l'enverrait en quelque sorte à nous-mêmes.
Les circonstances du vœu sont intéressantes. Vous faites mention, dans le vœu, de la réhabilitation d'un immeuble et de sa conséquence qui amène un certain nombre d'artistes à devoir retrouver un atelier ou retrouver des surfaces de création ailleurs. C'était prévu comme tel. La municipalité n'en est pas directement responsable, mais, bien évidemment, c'est un sujet qui est regardé avec attention puisqu'il participe directement à l'attractivité et au rayonnement de notre ville, comme vous l'expliquez très bien.
Vous proposez, au fond, quatre axes qui sont intéressants et une série de mesures par axe dont une bonne partie est plus ou moins mise en place aujourd'hui par la municipalité. Vous vous inquiétez, dans le cadre de votre Groupe, sur l'absence d'ambition que l'on pourrait avoir pour faire du Kremlin-Bicêtre une ville où les artistes peuvent durablement vivre et créer. C'est un point sur lequel il est facile de vous rassurer complètement. Nous partageons strictement la même ambition. Il est indispensable que, dans cette ville, non seulement il y ait une possibilité d'accès à l'art, mais qu'il y ait une expression directe de l'art et des artistes qui créent à partir de notre territoire. C'est une question d'identité, c'est une question d'attractivité. C'est une question extrêmement importante. Il est cependant, à cette heure-ci, un peu tard pour parler de l'ensemble des enjeux qui concernent ces artistes principalement plasticiens.
Je voulais plutôt vous répondre par une proposition. Il y a eu des débats en début de Conseil. Cela pourrait en être une illustration. Plutôt qu'avoir un vœu qui, finalement, n'a pas de destinataire, accepteriez-vous de transformer votre vœu en une contribution qui serait adressée à la 3e Commission, qui se réunirait spécifiquement pour, en deux heures, faire un point sur cette politique publique. Cela permettrait de regarder tous ensemble les dispositifs mis en place, ce qui fonctionne et leurs limites aussi. Ils sont à l'intersection de plusieurs politiques publiques. Après cet échange d'informations et ce partage de diagnostics, on serait sans doute en mesure, du côté de l'exécutif, de continuer à avancer sur une stratégie pluriannuelle que vous appelez de vos vœux.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il d'autres interventions ? Non. Une proposition a été formulée par le Maire-Adjoint en charge de la culture. Madme Sartori, que pensez-vous de la proposition ambitieuse de M. Lanuit ?

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Elle nous convient, à condition que vous y siégiez.

Jean-Pascal LANUIT, Maire-Adjoint en charge de la culture, des mémoires et des anciens combattants *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Je suis dans cette Commission. Si on m'en fait l'honneur, je demanderai à la présidente de bien vouloir me déléguer la présidence au moment où on parlera uniquement de ce sujet. Ce serait thématique et uniquement sur un sujet. Il ne s'agirait pas d'une série de délibérations, comme on l'a fait parfois dans certaines commissions municipales.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Ce sera une commission dédiée, présidée par M. Lanuit. Vous survolerez l'ensemble des sujets que vous avez mis en avant dans votre vœu. Il y a une condition à cela, c'est de retirer votre vœu.
Le temps que vous réfléchissiez, je peux apporter deux éléments concernant votre deuxième paragraphe. Vous expliquez que plusieurs artistes ont récemment été contraints de quitter leurs ateliers à la suite de la réhabilitation de l'immeuble qu'ils occupaient et que cet épisode met en lumière la difficulté croissante pour les artistes de disposer d'espaces de création accessibles. Tout cela concerne un permis de construire qui a été signé le 20 mars 2026, à deux jours du deuxième tour des élections municipales. Ce permis concerne le 76 avenue de Fontainebleau, c'est-à-dire ce que l'on appelle l'atelier « La Crèmerie ». Tout cela était prévu, conventionné et soutenu par une majorité municipale dans laquelle vous siégiez. Vous avez voté pour tout cela. Une convention indiquait aux artistes qu'il s'agissait d'une occupation temporaire et provisoire. Personne n'a été pris en traître. Je suppose qu'à l'époque, vous avez coparticipé à la rédaction de cette convention.
L'ECAM est un élément dont vous ne parlez pas. Une partie de l'ECAM transformée en MCVA était, à une époque, dédiée à l'accueil des artistes. Or, vous avez contribué à en faire une Maison de la vie associative et citoyenne.
La proposition de M. Lanuit est à la fois ambitieuse et sympathique. Dans le même temps, vous pourrez passer un certain temps pour évoquer ces sujets, être force de proposition et nous aider peut-être à rectifier certaines choses qui ont été faites ou à trouver des solutions que nous pourrons envisager et travailler collectivement tout au long du mandat.
Que fait-on pour ce vœu ?

Enrica SARTORI ***(Groupe Écologistes et Citoyens)***
Je connaissais le contexte. Je savais que les artistes devaient déménager. Mais ils se sont un peu retrouvés en plan. Je suis d'accord – je pense que les autres aussi – pour la commission. Je retire mon vœu.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Nous pouvons passer au second vœu porté par Mme Yehya.

Rim YEHYA ***(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)***
Ce vœu s'inscrit dans un contexte national. Je vais vous le dire un petit peu comme je le pense, mais je trouve – et je ne suis pas la seule – qu'il y a un racisme ambiant qui ne fait que monter dans la société et que, par ailleurs, il y a une méconnaissance du fonctionnement administratif existant en France. Énormément de personnes et de personnalités politiques vont toujours faire le rapprochement d'une personne qui a subi une décision administrative, une obligation de quitter le territoire (OQTF), pour l'assimiler à une personne criminelle. Or l'OQTF est simplement une décision administrative, parfois aussi avec de grandes erreurs. Je tiens à le préciser parce que, mine de rien, je sais qu'énormément de personnes issues de l'immigration ont subi des OQTF. Pour autant, il est nécessaire de les accompagner au mieux.
Cela étant, sur la situation actuelle, je ne sais pas si vous êtes au courant, j'imagine que oui, mais 33 personnes sont menacées d'expulsion au niveau du canton. Ce ne sont que des familles. Les trois quarts au moins sont des enfants, dont certains sont scolarisés au Kremlin-Bicêtre et, particulièrement, au lycée Darius-Milhaud. Je souhaiterais que la Ville se prononce en solidarité. C'est un acte fort.
Il y a plusieurs choses. La Ville pourrait se prononcer en solidarité et dire qu'elle veut absolument pérenniser le système éducatif actuel au Kremlin-Bicêtre. Cela veut dire qu'un enfant kremlinois scolarisé au Kremlin-Bicêtre doit justement bénéficier d'un système éducatif pérenne sans être menacé d'expulsion. J'aimerais que la Ville s'engage dans une forme de solidarité par rapport à la situation actuelle connue.
Par ailleurs, il serait totalement idoine de développer certains dispositifs qui permettent de valoriser ce qu'est la République française et, pourquoi pas ? de mettre en place un système de parrainage. Pour des personnes en migration qui arrivent au Kremlin-Bicêtre, personnes exilées ou réfugiées, un système de parrainage et de marrainage pourrait être mis en place pour permettre un accompagnement administratif, une inclusion sociale, une découverte culturelle de la France. Ces dispositifs existent d'ores et déjà à certains endroits. Je les trouve particulièrement intéressants.
J'ajoute que, pour les personnes exilées, il y a énormément de guerres au niveau international. Cela n'ira pas en s'arrangeant. Il est toujours important d'être une terre d'accueil et de refuge et, donc, de faire en sorte que des dispositifs de solidarité soient d'ores et déjà mis en place pour accueillir toutes personnes réfugiées, exilées ou immigrées.

Mon vœu porte sur trois choses :
– apporter solidarité pour les personnes menacées d'expulsion,
– garantir une pérennité de l'éducation des enfants au Kremlin-Bicêtre,
– mettre en place un système de parrainage et de marrainage permettant de créer davantage de cohésion sociale.
Il s'agira aussi de développer d'autres formes de dispositifs, en permettant notamment, en lien avec les associations, d'accueillir convenablement les personnes pour leur permettre de s'intégrer.
Par ailleurs, je trouverais intéressant que la Ville investisse certaines dates, comme le 20 juin, Journée mondiale des personnes réfugiées, et le 18 décembre, Journée mondiale des personnes migrantes.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Y a-t-il des demandes d'intervention ?

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Ma chère collègue, je ne sais pas si ce vœu sera adopté à l'unanimité. En effet, cette majorité a supprimé la subvention au Comede qui accompagne des familles qui se trouvent dans les CADA. Je serais surpris qu'ils votent ce vœu. En tout cas, je le voterai.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Je rectifie. Monsieur Traoré, ce n'est pas que nous n'avons pas voté, c'est que cela n'a pas été présenté. On s'était engagé à vous envoyer le tableau effectué par les services de la Ville, à savoir l'ancienne responsable associative. On l'a fait, on vous l'a envoyé, mais vous continuez à mentir. Ce n'est pas grave. On vous l'a envoyé.

Ibrahima TRAORÉ *(non inscrit)*
Pesez vos mots, s'il vous plaît. Rappelez-vous, quand vous étiez dans l'opposition, j'avais présenté un vœu sur la carte Imagine R et vous m'aviez traité de menteur. Je ne vous ai jamais traité de menteur. J'ai fait une remarque. Ne la prenez pas mal.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Monsieur Traoré, vous avez pris la parole sans la demander. Je vous remercie. La parole est à Mme Sartori.

Enrica SARTORI *(Groupe Écologistes et Citoyens)*
Je soutiens évidemment le vœu de Rim Yehya. Je vous ai alerté sur le sujet des familles qui vont être expulsées à Gentilly et dont certains des enfants sont scolarisés au Kremlin-Bicêtre. Je rappelle qu'ils ont entre 10 mois et 16 ans. Dans la période actuelle, cela peut paraître une décision administrative justifiée, mais, quand on rencontre les familles, quand on les fréquente, on voit que c'est beaucoup plus compliqué. Ces gens sont en France depuis quatre ou cinq ans. Pour les connaître, certains enfants sont français. Ils sont là depuis plusieurs années. Je ne comprends pas. Ce système a quelque chose de schizophrène. On forme des enfants, on les accueille à l'école, parfois dans des classes allophones pour certains élèves qui, au bout de deux ans, passent dans les classes dites normales avec les autres enfants. On forme les enfants, on les accompagne pendant plusieurs années. On les dorlote, on les chouchoute. Et la décision de la Préfecture consiste à commencer les expulsions dès que les vacances commencent. J'ai un peu de mal à intégrer l'idée qu'il y ait, dans le pays et dans notre territoire, des enfants qui n'auraient pas les mêmes droits que d'autres enfants. Pour moi, il y a un truc qui ne « matche » pas. Je remarque aussi la faiblesse des autorités par rapport à ce genre de situation, visiblement, très facilement acceptée depuis plusieurs années.

Vanessa COROYER *(Groupe Socialiste)*
Je partage le constat de mes collègues, notamment la dénonciation de cette situation inhumaine, particulièrement pour les enfants – si on doit hiérarchiser ce qui est l'inhumanité. En revanche, je ne partage pas les solutions proposées, notamment concernant le parrainage-marrainage. À mon sens, dans notre rôle en tant qu'élu, encore plus vous en tant qu'élus de la majorité, il s'agirait de mettre en place un parcours républicain et d'accompagner l'ensemble des personnes qui sont en situation irrégulière. Comme vous le savez peut-être, l'ancien ministre Bruno Retailleau a rendu payant l'examen civique (70 euros). À mon sens, c'est là où se joue notre rôle d'élu municipal. C'est pourquoi je m'abstiendrai pour ce vote.

Mounia BENSETTITI, Maire-Adjointe en charge des affaires sociales, des solidarités, de la famille, de la précarité, du handicap et de l'inclusion *(Groupe Ensemble changeons Le KB)*
Monsieur le Maire, chers collègues, ce vœu nous invite à nous engager en faveur des familles menacées d'expulsion du territoire et à mettre en place un dispositif de parrainage républicain. Personne ici ne contestera la nécessité d'accompagner les personnes en difficulté, ni l'importance de la solidarité. Personne ne contestera non plus que la précarité administrative peut fragiliser des parcours de vie déjà complexes et entraîner à terme des situations d'instabilité sociale, scolaire ou économique.
En revanche, nous pouvons nous interroger sur la portée de certaines phrases qui figurent dans le vœu qui nous est soumis ce soir, notamment lorsqu'il est affirmé que notre Ville n'aurait pas encore officialisé des démarches de parrainage républicain pourtant déjà mises en œuvre dans d'autres communes. Cette affirmation appelle une observation simple, mais que nous devons rappeler. Notre équipe municipale de la majorité est en responsabilité depuis seulement quelques semaines. À l'inverse, nombre d'élus qui ont cosigné ce vœu ont exercé des responsabilités municipales pendant de longues années. Dès lors, il est légitime de s'interroger. Si ce dispositif constituait une réponse aussi évidente et urgente, pourquoi n'a-t-il pas été mis en œuvre plus tôt ? Pourquoi n'a-t-il pas trouvé de traduction concrète lorsqu'il vous était possible de le faire ? Je pose cette question sans polémique, simplement parce qu'elle participe à la compréhension du contexte.
Cela étant dit, il ne s'agit pas de balayer ces initiatives d'un revers de main. Des associations telles que le Réseau d'éducation sans frontières (RESF), l'Association du parrainage républicain des demandeurs d'asile et de protection (APARDAP) ou la Ligue des Droits de l'homme, par exemple, accomplissent un travail d'accompagnement humain et citoyen que chacun peut saluer. Nous sommes naturellement disposés à les rencontrer afin d'échanger avec elles et d'étudier les formes de coopération possibles dans le respect des compétences de chacun pour trouver des solutions et envisager d'autres formes d'accompagnement.

Mais il faut aussi dire clairement ce qu'est le parrainage républicain et ce qu'il n'est pas. Les différents exemples que nous avons examinés montrent qu'il s'agit avant tout d'un engagement symbolique et citoyen. C'est un accompagnement humain, souvent utile, parfois déterminant, mais qui ne crée aucun droit nouveau et ne modifie pas la situation administrative des personnes concernées. Autrement dit, parler de sécurisation des parcours mérite d'être nuancé. Le parrainage peut parfois favoriser l'intégration, rompre l'isolement et créer du lien. Il ne règle pas à lui seul les difficultés administratives auxquelles les personnes sont confrontées.
J'ajoute une interrogation sur les chiffres avancés dans ce vœu. On y parle de 22 lycéens, 33 familles kremlinoises. Cela constitue-t-il un recensement ? Est-il exhaustif ? Quelle est la source de cette donnée, absente du vœu ? Un chiffre ne vaut que s'il est documenté et contextualisé. Sans cela, il risque davantage d'alimenter le débat que de l'éclairer.
Enfin, s'agissant du rôle de la commune, je souhaite rappeler le travail déjà accompli par le Centre communal d'action sociale. En tant qu'élue en charge des solidarités et de la lutte contre la précarité, je peux témoigner de l'engagement quotidien des équipes. Le CCAS assure un accueil inconditionnel, l'orientation des publics, l'instruction des demandes d'aide sociale, la domiciliation des personnes qui remplissent les critères légaux, ainsi que l'accompagnement dans les démarches d'aide médicale d'État. Il apporte également une aide alimentaire et oriente les personnes vers les dispositifs les plus adaptés à leur situation.
Aujourd'hui, une dizaine de familles en situation de fragilité administrative est recensée et suivie par le CCAS, mais aucune n'est concernée par une OQTF. Lorsqu'elles remplissent les conditions prévues par la réglementation (c'est-à-dire résidence sur la commune d'au moins trois mois, enfants scolarisés ou autres critères permanents d'ouverture des droits), elles peuvent être domiciliées et bénéficier d'un accompagnement adapté. Cet accompagnement existe déjà. Il est concret, quotidien, professionnel et encadré.
Sur le fond, nous partageons plusieurs des objectifs exprimés dans ce vœu. Donc, oui, nous devons veiller à la sérénité scolaire des enfants. Oui, nous devons continuer à faire vivre la solidarité dans notre commune, bien que la solidarité ne se décrète pas et qu'elle se construit chaque jour sur le terrain, dans les services municipaux, au sein du CCAS, dans les écoles, aux côtés des associations et de tous ceux qui accompagnent les personnes les plus fragiles. C'est par ces actions concrètes, durables et solides que nous répondons aux situations de précarité auxquelles certaines familles sont confrontées.
Pour tenter un peu de résumer, à l'heure actuelle, le CCAS n'a pas connaissance des 33 familles kremlinoises évoquées dans ce vœu. Le CCAS n'a pas pu les identifier. La structure Information jeunesse n'a pas connaissance des 22 lycéens du lycée Darius-Milhaud. RESF non plus n'a pas su dire. Donc j'ai une question. Parlez-vous dans ce vœu de 33 familles kremlinoises ou de familles qui seraient prises en charge dans le cadre d'un CADA, puisqu'il est question de Gentilly ? Nous manquons d'informations. Nous devons donc, dans un premier temps, rencontrer les associations et veiller à entretenir un dialogue avec elles sur ces questions. Nous nous tenons naturellement disposés à les rencontrer afin d'entendre leurs constats et d'étudier les formes de coopération utiles à notre territoire et à l'histoire des personnes.
Dans ces conditions, tout en partageant l'esprit de solidarité qui anime ce vœu, le Groupe Ensemble Changeons Le KB considère qu'il ne dispose pas, à ce stade, de tous les éléments nécessaires pour se prononcer favorablement sur ce vœu. En conséquence, nous ne prendrons pas part au vote.

Rim YEHYA ***(Groupe Insoumis Forum Kremlinois)***
Merci pour cette réponse éclairée d'une lecture d'un discours du Préfet.
Pour répondre à certaines choses, je pense que, si vous étiez réellement solidaires et que vous vouliez réellement porter des choses, vous utiliseriez l'article qui vous permet de poser des amendements. Pour rappel, l'article 24 du règlement intérieur permet de poser des amendements au niveau du vœu. En réalité, on aurait très bien pu avoir un travail consensuel permettant d'exprimer réellement la solidarité de la Ville du Kremlin-Bicêtre et de mettre en place certaines choses.
Par ailleurs, je tiens à préciser que je n'étais pas élue lors de la précédente mandature et que le vœu est porté par moi. Je ne suis pas tributaire de ce qui a été mis en place précédemment. On est tous au courant que vous avez un héritage. Je crois que le mot est prononcé environ trente fois par Conseil municipal. Nous sommes bien conscients de la situation.
Maintenant, pour répondre de manière un peu plus précise, des rassemblements ont lieu depuis deux mois devant le CADA de Gentilly. Ces rassemblements sont appelés notamment par RESF du Kremlin-Bicêtre. Je vous invite à venir à la prochaine date. Oui, en effet, il y a des enfants scolarisés à Darius-Milhaud. Pour le coup, le collectif et les associations qui suivent les dossiers ont les chiffres de manière très précise. J'ai une collègue qui pourra peut-être avoir les chiffres puisqu'elle est engagée fortement sur cette cause.
Sur la question des parrainages-marrainages, vous avez demandé un bilan d'activité aux villes qui l'ont mis en place. Quel travail d'investigation ! Si vous voulez partager ces éléments par la suite, j'en serai parfaitement ravie.
Je ne comprends pas tout à fait cette prise de position. Si jamais il était réellement question d'avoir un acte solidaire plus que des paroles, plutôt qu'une abstention, ce qui, pour moi, n'est pas forcément courageux, il aurait été pertinent que la majorité propose des amendements afin d'exprimer réellement son soutien vis-à-vis de personnes menacées d'expulsion ou qui vivent une situation précaire.

Pour terminer, la situation des OQTF est particulière aussi. Les personnes qui ont une OQTF ne vont pas forcément avoir le réflexe d'aller au CCAS. Certains dispositifs sont mis en place. Je ne remets pas cela en cause. Par contre, il est réel qu'il y a un véritable non-recours aux droits dans ce pays et, *a fortiori,* quand les gens rencontrent des obstacles culturels, administratifs et sociaux. Même quand on est natif français, par moment, on peut galérer avec les démarches administratives.

J'aurais voulu que l'on puisse apporter de la solidarité, travailler sur une cohérence et une lisibilité des dispositifs et faire en sorte que des parcours soient mis en place, notamment, pourquoi pas, à travers un parrainage-marrainage. Toutefois, la remarque de ma collègue était tout à fait pertinente. On aurait pu avoir une réflexion collective à ce sujet.

Ibrahima TRAORÉ ***(non inscrit)***
Je souhaite répondre à l'élue en charge des solidarités. Je pense qu'il y a une méconnaissance du dispositif de solidarité. Quand il s'agit de personnes migrantes, je pense qu'il y a une méconnaissance de la part de notre collègue. Quand on est sans papier, on ne va pas frapper à la porte d'une institution. Il y a une angoisse, il y a une peur. Vous dites que l'espace jeunesse n'a pas recensé ces lycéens. Pensez-vous que les lycéens qui sont au CADA vont à l'espace jeunesse ou au service jeunesse ? Non. Ce n'est pas le cas. J'avais dit que vous ne voteriez pas le vœu. Je n'ai pas de souci avec cela. Mais arrêtez d'avancer des choses qui sont à côté de la plaque. Vous parlez du parrainage. L'ancienne majorité n'a jamais été sollicitée. Là, on est sollicité. D'ailleurs, le parrainage était dans notre programme. On peut en débattre. En l'occurrence, il s'agit d'un acte symbolique de solidarité. Comme je l'ai dit auparavant, je savais que la majorité trouverait un subterfuge pour ne pas le voter. On peut enlever des choses dans le vœu pour le voter symboliquement. Pourquoi ? Parce que cela a du poids vis-à-vis du Sous-Préfet que j'ai rencontré récemment précisément pour accompagner ces familles.

Mounia BENSETTITI, Maire-Adjointe en charge des affaires sociales, des solidarités, de la famille, de la précarité, du handicap et de l'inclusion ***(Groupe Ensemble changeons Le KB)***
Il me semble que la proposition est juste. On est disposé à rencontrer les associations. Mettez-vous à notre place : je prends en contact avec des membres de RESF Kremlin-Bicêtre. Ils ne connaissent pas l'existence de ces 33 familles. Pour aplanir le sujet, je pense qu'il faudrait réunir toutes les associations, les rencontrer, discuter et examiner les choses.

Enrica SARTORI ***(Groupe Écologistes et Citoyens)***
RESF connaît la situation des 33 familles. Ils y sont tout le temps. Toutes les semaines, ils les accompagnent. Ils sont tout à fait au courant. Ne venez pas dire qu'ils ne connaissent pas la situation de ces 33 familles. Ce n'est pas possible.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Ce qu'essaie de dire Mme Bensettiti, c'est que l'on doit vérifier les informations que vous portez dans un vœu et que l'on doit passer du symbole à l'acte. Je conclus le débat. C'est fini. Vous avez pris deux fois la parole, monsieur Traoré. Je ne vous autorise pas à prendre la parole, mais vous le faites quand même. Allez-y.

Ibrahima TRAORÉ ***(non inscrit)***
Je précise à Mme Bensettiti que Danielle Gevrey, qui fait partie de RESF, est au courant de la situation. Elle peut se rapprocher de moi. On peut en discuter. Je suis obligé d'y revenir parce que les propos sont faux.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Dans ce cas, passons à l'acte. Passons du symbole et du vœu à l'acte. Pour ce qui est des actes et d'actions fortes en matière de solidarité, il y en a une dans le compte-rendu des décisions effectuées par le Maire. Vous connaissez le cas de la décision n° 2. C'est un acte de solidarité et c'est concret. Cela durait depuis 2016. À notre arrivée, cette locataire se faisait expulser, non pas du territoire français, mais de chez elle par la Police nationale. Non seulement on est intervenu, mais en plus, on loge cette dame dans un des logements d'urgence que vous comptiez vendre et céder lors de la présidente mandature.
Ce qui nous exaspère, en vérité, lorsqu'on reçoit ce type de vœu, c'est qu'en effet, symboliquement, on peut faire acte de solidarité, mais que, dans les faits et dans l'action, tout le contraire a été démontré pendant toute la précédente mandature. Tout le contraire. On le découvre chaque jour qui passe.

Interventions inaudibles.

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Cela vous déplaît, cela vous frustre, madame Azzoug, mais c'est ainsi. Criez plus fort. Ne prenez pas le micro et coupez la parole du Maire. Comme ça, vous aggravez votre cas. Il est 1 heure 30. Je comprends que vous soyez fatiguée. Il fait chaud. On vous a suffisamment laissé parler ce soir. On ne vous a pas coupé la parole, ne serait-ce qu'une fois, même quand vous avez menti à plusieurs reprises. Monsieur Traoré, j'ai sous les yeux le mail qui vous a été envoyé le 24 avril concernant la Comede avec l'ensemble des documents des services. Et vous continuez à dire que vous n'avez pas menti. Très belle preuve de respect, le fameux respect qu'évoque Mme Yehya depuis le début de la séance du Conseil municipal... Vous faites une très belle démonstration de respect au sein de cette assemblée... Je mets aux voix. La majorité ne prendra pas part au vote, car nous préférons l'action au symbole.

Résultat du vote
Votants : 34
Pour : 6 (Mme SARTORI, M. KHIAR, M. FERRETTI, Mme YEHYA, M. TRAORÉ, Mme AZZOUG-BAILLET)
Abstention : 1 (Mme COROYER)

NNPV : 27 (M. ZINCIROGLU, Mme COUTO, M. RUGGIERI, Mme BENSETTITI, M. THÉPAUT, Mme EL KRETE, M. GUESSINE, Mme MARENATI, M. ZYZAK, Mme PATOUT, M. PARQUE-BATARD, Mme MADDI, M. LANUIT, Mme COUSIN, M. SIBY, Mme LALIS, M. ISSILAME, Mme LABORIE, M. BECQUART, Mme DRANÉ, M. BOUHELLA, Mme ZAFIMARO, M. GAUTREAU, Mme MOREAU, M. BANHORO, Mme DANIBO, M. HOSPITAL)
Absent : 1 (M. MAMOUNI)

Lionel ZINCIROGLU, Maire
Avant de lever la séance, je dois vous faire la lecture obligatoire de plusieurs informations.
La prochaine séance du Conseil municipal aura le mardi 29 septembre 2026.

Nous vous annonçons que le Directeur des services techniques a demandé sa réintégration au 1er septembre au sein de sa collectivité de rattachement. Il est ainsi déchargé de sa fonction à sa demande et libère l'emploi fonctionnel qu'il occupait à la date de son départ de la collectivité.
La Directrice générale adjointe ressources a demandé la fin de son détachement au sein de la collectivité. Elle est ainsi déchargée de sa fonction à sa demande et libère l'emploi fonctionnel qu'elle occupait à la date de son départ de la collectivité.

Nous vous informons aussi que nous avons engagé une procédure de décharge de fonction à l'égard du Directeur général des services qui libérera l'emploi fonctionnel qu'il occupait selon la procédure en cours.
Enfin, nous vous informons que nous avons aussi engagé une procédure de décharge de fonction à l'égard du Directeur général adjoint des services à la population qui libérera l'emploi fonctionnel qu'il occupait selon la procédure en cours.

Lionel ZINCIROGLU, Maire, lève la séance à 1 heure 32.

Le secrétaire de séance
Hamza GUESSINE

Le Maire,
Lionel ZINCIROGLU

MAIRIE DU KREMLIN BICETRE
94276